

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

AFFITTANZE COLLETTIVE

ASSOCIATIONS

DE PRODUCTION AGRICOLE EN ITALIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 7 Décembre 1908, à 1 heure 1/2

PAR

PAUL JONGLEZ

Président : M. TRUCHY, professeur

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
HITIER, agrégé

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

AFFITTANZE COLLETTIVE

ASSOCIATIONS

DE PRODUCTION AGRICOLE EN ITALIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 7 Décembre 1908, à 1 heure 1/2



PAR

PAUL JONGLEZ

Président : M. TRUCHY, professeur

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
HITIER, agrégé

PARIS (5^e)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

A MON PÈRE

A MES FILS

BIBLIOGRAPHIE

Le Affittanze Collettive in Italia, enquête publiée par la *Federazione Italiana dei Consorzi Agrari*. Plaisance, 1906.

Une nouvelle application de la Coopération de production en Agriculture : l'exploitation de domaines ruraux par des associations d'ouvriers agricoles en Italie (affittanze collettive) par M. Joseph Hitier, chargé de cours à la Faculté de Droit de l'Université de Paris. Paris, Larose et Tenin, 1907.

Le Musée Social. Mémoires et documents. *Les Congrès coopératifs de Crémone*, par M. le Comte de Rocquigny. Paris, Arthur Rousseau, 1908.

Le Chômage, publié sous les auspices de la *Società Umanitaria* de Milan. Paris, chez Giard et Brière, 1907.

Le Problème agraire du Socialisme. La viticulture industrielle du Midi de la France par Michel Augé-Laribé. Paris, chez Giard et Brière, 1907.

Le progrès agricole et viticole, revue d'agriculture et de viticulture, dirigée par M. Degrully, professeur à l'Ecole nationale d'agriculture de Montpellier, 1, rue Albisson à Montpellier.

Société agricole coopérative de production audoise S. A. C. P. A. Statuts. Carcassonne, Imprimerie Roudière, 1907.

VII^e Congrès de l'Alliance coopérative internationale tenu à Crémone du 22 au 28 septembre 1907. Rapport de M. I.-G. Duca (1), membre du Conseil d'administration de la Caisse centrale des Banques populaires et des Coopératives rurales de Roumanie. *Vade mecum* du Congrès. Londres, Alliance coopérative internationale, 6, Bloomsburg Square, 1907.

La Question agraire. Commentaire critique de la législation rurale en Roumanie, Angleterre, Irlande, Russie et Allemagne, par Georges Tasca, docteur en droit de la Faculté de droit de Paris. Paris, Giard et Brière, 16, rue Soufflot, 1907.

(1) M. Duca est actuellement député au Parlement roumain.

INTRODUCTION

L'association est un phénomène économique d'ordre général qui caractérise la seconde moitié du xix^e siècle. C'est vers 1850 qu'elle est apparue en matière industrielle et commerciale. Rapidement, les résultats furent des plus brillants, et la puissance de production se trouva décuplée et même centuplée. Comme l'a dit M. de Rocquigny (1) : « avec l'impuissance de chacun, on peut faire la puissance de tous ». En effet, l'individu qui est un zéro isolément, s'il combine son effort avec celui de son voisin, arrive à constituer une force.

Le monde agricole resta d'abord en dehors du mouvement : le paysan a un état d'âme spécial ; il vit très replié sur lui-même, très retiré. De plus, il n'est jamais pressé. Habitué à voir s'écouler des semaines et des mois entre le moment où il sème et celui où il récolte, il ne se hâte pas de changer ses habitudes et agit le plus souvent par routine. Il faut dire

(1) M. le Comte de Rocquigny, délégué au service agricole du Musée Social et membre du Conseil d'administration de l'Union des Syndicats des Agriculteurs de France.

aussi que, trop souvent, il existe dans les campagnes des dissensions locales, des divisions politiques et religieuses qui entravent les groupements agricoles.

Il fallut la crise qui sévit sur l'agriculture à partir de 1879, non seulement en France, mais dans l'Europe entière, pour faire reconnaître par les agriculteurs les bienfaits de l'association et les amener à recourir à elle comme à un palliatif de leurs souffrances.

C'est alors que prirent naissance et commencèrent à se développer, en France et surtout à l'Etranger, de nombreux groupements destinés à prendre en main la défense des intérêts généraux de l'agriculture, ou tendant à se spécialiser et à se donner un but limité : telles les Associations pour le Crédit agricole, pour la production et la transformation en commun des produits, pour la vente, etc. ; telles aussi les assurances mutuelles contre les risques auxquels les cultivateurs sont exposés, assurances contre l'incendie, la grêle, les épidémies, la mortalité du bétail ; assurances aussi contre les accidents du travail.

Le Législateur, dans tous les pays d'Europe, et spécialement en France, encourage depuis quelques années, cette heureuse tendance des paysans à se grouper et à s'associer pour la défense de leurs intérêts. Il ne faut pas oublier que la classe paysanne est éminemment la force stable de la nation. Une des grandes forces d'un pays, ce sont les paysans attachés au sol ; c'est parmi eux que la nation au jour du danger, trouve ses défenseurs les plus vigoureux. Il faut donc, par tous les moyens, encourager le paysan à ne pas désertier les cam-

pagnes, et pour cela, il faut lui permettre d'y vivre et d'y prospérer. Défendre les intérêts des agriculteurs, ce n'est pas seulement faire une œuvre bonne et utile, au point de vue économique, mais c'est encore travailler à assurer la force et la puissance politique du pays vis-à-vis des autres nations.

Depuis quelques années s'est développée une forme spéciale de l'Association en agriculture : Ce sont les coopératives d'ouvriers agricoles pour la location et l'exploitation en commun de domaines ruraux. C'est l'Italie qui, sur ce point, a montré l'exemple avec ses *Affittanze Collettive*. La Roumanie est également entrée dans la même voie avec ses *Obste*. Nous allons étudier successivement dans ce travail les *Affittanze Collettive* italiennes, et les *Obste* roumaines. En France, rien ou presque rien n'a été fait jusqu'ici dans cet ordre d'idées : la situation des ouvriers agricoles français n'est du reste pas la même qu'en Italie ou en Roumanie.

Qu'il nous soit permis, en terminant, de remercier tous ceux qui nous ont aidé dans l'accomplissement de notre tâche, et particulièrement *M. le Comte de Rocquigny*, l'éminent membre du Musée Social, qui a bien voulu guider nos recherches et mettre à notre disposition d'intéressants documents concernant la situation agricole en Italie, et *M. J. G. Duca*, député au *Parlement Roumain*, à qui nous devons de nombreux renseignements sur les *Obste* roumaines. Qu'ils veuillent bien recevoir ici tous deux, le témoignage de notre gratitude et de notre profonde reconnaissance.

AFFITTANZE COLLETTIVE

ASSOCIATIONS

DE PRODUCTION AGRICOLE EN ITALIE

PREMIÈRE PARTIE

ITALIE

Affittanze Collettive.

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES

Lorsqu'on veut étudier les applications de l'association dans le domaine de la production agricole, il y a une distinction fondamentale à faire. En effet, dans la pratique; quand on parle d'association de production, cela signifie, la plupart du temps, que des individus, par exemple des propriétaires de vignes ou d'étables, s'associent pour diminuer leurs frais, faciliter l'écoulement de leurs produits et augmenter ainsi leurs bénéfices; mais il y a une autre forme de

production collective plus parfaite, plus complète. Là, c'est l'acte initial de production qui sera fait en commun. Il n'y aura plus d'entreprise individuelle : des individus s'associeront pour exploiter un domaine. C'est un groupe qui sera chef d'entreprise. Cette forme d'exploitation en commun est très rare dans l'ordre agricole, alors qu'elle est fréquente dans l'ordre industriel. Dans le monde agricole, on est resté très attaché à l'idée de l'entreprise individuelle, sauf à se grouper ensuite pour faciliter l'écoulement des produits.

C'est en Italie que ce mouvement d'association pour la production agricole en commun, a pris le plus d'extension depuis quelques années, et ce sont des ouvriers, des salariés agricoles qui ont cherché à se grouper pour exploiter eux-mêmes, et à leur propre compte, des domaines ruraux. Ils ont formé ce qu'on appelle des *Affittanze Collettive* ou locations collectives, et voici d'après M. Hitier (1) les caractéristiques de ces associations.

« D'abord elles se forment pour l'exploitation d'un domaine envisagé au point de vue de l'ensemble de sa production, d'une façon générale pour sa culture et sa mise en valeur.

« En second lieu, point n'est à parler ici d'entreprises privées qu'on groupe et dont on traite en commun tel ou tel produit. Par définition, il n'y a que l'association, laquelle ne se superpose à rien et se suffit à elle-même.

(1) M. Joseph Hitier, chargé de cours à la Faculté de Droit de Paris : Une nouvelle application de la Coopérative de production, page 4. Librairie Larose et Tenin, Paris, 1907.

« Enfin l'association se recrute parmi les ouvriers agricoles proprement dits. Ce sont des salariés, journaliers et tâcherons, vivant jusque-là sur des exploitations d'autrui, qui s'efforcent de devenir quelque chose de mieux, et qui, ne pouvant prendre une terre à bail à eux seuls, et pour leur compte unique, deviennent les affiliés d'une société, laquelle est locataire d'un domaine.

« Etant donné les traits mis en relief, spécialement le dernier, on aperçoit tout de suite quelles conséquences, si venaient à se multiplier de pareilles associations, aurait leur développement ; il ne s'agirait de rien moins que de la disparition progressive du prolétariat agricole. Ce serait tout un régime nouveau qui s'instaurerait petit à petit, brisant les anciens cadres auxquels une pratique, vieille de bien des siècles, a habitué le monde agricole. Il ne semble pas du reste, que les promoteurs du mouvement aient eu cette conception à large envergure et qu'ils aient remué d'aussi vastes penses. Ils ont été poussés à essayer quelque chose d'inédit et d'original, sous la pression des faits ; ils ont voulu remédier à des souffrances dont ils avaient la perception douloureuse, et qui variaient suivant les régions ».

Ces souffrances provenaient tantôt du *chômage* résultant d'une main-d'œuvre trop abondante, tantôt des exactions *des fermiers intermédiaires* entre le grand propriétaire et les véritables exploitants du sol.

L'enquête faite en 1906 par la *Fédération italienne des Sociétés agraires*, *Federazione italiana dei Consorzi*

Agrari, nous donne sur ce sujet des renseignements très complets (1) que nous allons examiner.

(1) Voir aux Documents le questionnaire envoyé par la *Federazione italiana dei Consorzi Agrari* aux différentes *Affittanze Collettive*.

CHAPITRE II

COMMENT ET POURQUOI SE FORMÈRENT LES AFFITTANZE COLLETTIVE DANS CES DERNIERS TEMPS

Les *Affittanze Collettive* ne se formèrent pas pour les mêmes motifs, dans les différentes régions italiennes qui nous en montrent des exemples. Dans l'*Emilie* et la *Romagne*, elles furent fondées comme un moyen de vaincre le chômage (1).

(1) A propos du remède que l'on espère trouver au chômage, dans les *Affittanze Collettive*, on peut reproduire ce que disait à ce sujet le professeur *Serpieri*, professeur d'Economie rurale à l'Institut royal agraire de Pérouse : « Peut-on vraiment dire que l'*Affittanza Collettiva* peut être un remède au chômage ? Comment et à quelles conditions cela peut-il se faire ? La question n'est pas aussi simple qu'on pourrait le croire. Presque toutes les associations gérant des *Affittanze Collettive* en *Emilie* sont *ouvertes*, c'est-à-dire qu'elles ont un nombre illimité d'associés, employés à tour de rôle aux travaux des champs. Si l'action de l'*affittanza collettiva*, contre le chômage, se bornait à cela, c'est-à-dire à distribuer la même masse de travail et de salaire, moyennant un roulement, à un plus grand nombre de travailleurs, ce serait sans doute une manifestation de charité fraternelle mais on pourrait douter de son efficacité pour remédier au mal du chômage. On peut citer à ce sujet un article du *Journal des Economistes* de novembre 1905 di-

Des raisons analogues furent la cause de leur fondation dans la région de *Novare* et dans quelques parties de la *Lombardie*, dans les environs de *Brescia* et de *Crémone*.

Mais dans le reste de la *Lombardie* et en *Sicile*, on peut dire que la création des *Affittanze Collettive* eut surtout pour cause le désir des *colons* d'éliminer les grands locataires de domaines, et d'établir des rapports directs entre

« sant qu'une masse de salaires déterminée, distribuée entre peu de
« personnes, peut faire naître l'épargne qui s'emploiera d'une façon
« ou d'une autre dans la production, et créera une nouvelle demande
« de travail ; tandis qu'au contraire, cette masse de salaires distri-
« buée entre un plus grand nombre de travailleurs, rend impossible
« l'épargne, et par là même empêche un remède durable au chô-
« mage par la création d'un nouveau capital.

« En pratique, on a observé que la culture des terres, par les
« *affittanze collettive* a généralement déterminé une augmentation de
« travail employé par unité de superficie, et a eu pour résultat une
« diminution du chômage. Ce fait peut avoir plusieurs causes : une
« des principales est peut-être celle-ci, à savoir que, principalement
« à la suite des agitations agraires de ces dernières années, beau-
« coup de propriétaires et d'exploiteurs de domaines ruraux, ont
« réagi contre ces agitations, en limitant l'emploi de la main d'œuvre
« et en renonçant à l'exécution de beaucoup de travaux qui, tout en
« étant utiles, n'étaient pourtant pas strictement nécessaires. On
« comprend alors comment l'*Affittanza Collettiva* a pu remédier à cet
« état de choses, en remplaçant l'emploi de la main-d'œuvre au niveau
« donné par le seul critérium de l'utilité. Du reste, indépendamment
« de la situation exceptionnelle, créée par les agitations agraires, on
« peut penser que les propriétaires, et exploiters de fonds ruraux,
« soit pour insuffisance de moyens techniques ou pour d'autres rai-
« sons, très souvent n'emploieront pas le maximum possible de
« main-d'œuvre sur l'unité de superficie, ce que cherchera à con-
« traire à faire une association de travailleurs, sous l'aiguillon du
« chômage. »

eux et le propriétaire, dans l'espoir d'améliorer leur situation économique.

L'Italie, comme la France, a eu beaucoup à souffrir de la crise agricole. Les petits propriétaires surtout furent atteints. Un grand nombre furent ruinés, ce qui amena, à partir de 1880, une transformation dans le mode de culture, surtout dans l'Italie du Nord. De grosses entreprises agricoles se sont formées, se substituant aux petites exploitations qui existaient jusqu'alors.

Il en résulta la généralisation de l'usage des machines, ce qui amena une diminution de la demande de main-d'œuvre.

La population très dense de ces régions fut alors réduite à l'émigration (1) temporaire, c'est-à-dire pour quelques mois

(1) Voici d'après le *Bollettino dell' Emigrazione*, les chiffres concernant l'émigration à l'étranger pour l'année 1904, pour cinq des principales provinces italiennes.

Provinces	Population au 1 ^{er} juillet 1904	Émigration					
		Pour les pays transocéaniques	0/00	Pour l'Europe et autres pays du bassin de la Méditerranée	0/00	Totaux	0/00
Reggio Emilia.	280 362	512	1 826	2 365	8 435	2 877	10 262
Modène . . .	323 131	1 729	6 351	3 579	11 385	5 307	16 736
Bologne . . .	539 930	741	1 372	5 060	9 371	5 801	10 744
Ferrare . . .	280 327	532	1 897	617	2 201	1 149	4 099
Ravenne. . .	238 759	125	523	1 238	5 185	1 063	5 709

au moment de la moisson, en France, par exemple, ou permanente, surtout en Amérique. Ainsi on a constaté, une certaine année après 1880, une émigration de 2.000 individus sur 100.000 Italiens. La main-d'œuvre étant surabondante, les salaires diminuèrent et devinrent même inférieurs à 1 franc par jour, y compris la nourriture donnée dans des conditions déplorables. Et, même à ces salaires abaissés, et malgré l'émigration, toute la population ne trouvait pas à s'employer et souffrait du chômage.

Pour remédier à ces souffrances, il se forma dans toute l'Italie, parmi les ouvriers agricoles, des groupements, sous le nom de *Ligues de résistance ou ligues d'amélioration*. En 1897, on en comptait une soixantaine dans la seule région de *Mantoue*. Ces ligues ont tenu plusieurs Congrès, notamment à *Bologne* en 1901, et c'est à partir de ce moment que toute une série de grèves éclatèrent à travers toute l'Italie. Les patrons agricoles furent obligés de consentir à certaines améliorations pour le salaire et la nourriture. On estime de 15 à 20 0/0 le taux d'accroissement de salaire obtenu à la suite de ces grèves. En Italie, comme en France, on peut constater que le parti socialiste a cherché à diriger ce mouvement du prolétariat agricole. Ainsi, au Congrès de Bologne, on parla de la lutte des classes, et on réclama la nationalisa-

Il y a aussi à tenir compte, outre l'émigration à l'étranger de l'émigration à l'intérieur du pays, c'est-à-dire du passage d'une province dans une autre, mais cette forme d'émigration est le plus souvent synonyme de concurrence entre les travailleurs, concurrence qui aggrave encore les effets du chômage.

tion du sol. *La Société des Agriculteurs italiens* qui est conservatrice, comme l'est en France la *Société des Agriculteurs de France*, ayant ouvert une enquête à la suite des troubles et des grèves, le rapporteur de cette enquête dit : « La lutte est profonde dans les deux classes des propriétaires et des ouvriers agricoles, et cette lutte a pris un aspect et une discipline politiques. »

Le but des Ligues de résistance ou d'amélioration était d'obtenir :

1° *Une augmentation de salaire ;*

2° *Une diminution des heures de travail ;*

3° *Une organisation de la distribution du travail* aux ouvriers agricoles, de façon à ce que, à chacun d'eux, à tour de rôle, d'après un roulement, fut garantie une quantité de travail égale à celle de ses compagnons, quantité de travail mesurée autant que possible d'après les besoins de chaque ouvrier.

En ce qui concerne l'augmentation du salaire et la diminution du nombre d'heures de travail, les premières tentatives des ligues, donnèrent des résultats satisfaisants, mais cela ne dura pas, et bientôt les améliorations obtenues furent reperdues. Les propriétaires opposèrent la plus énergique résistance à l'action des Ligues, craignant de voir diminuer leurs bénéfices dans une proportion qui rendrait l'emploi de leurs capitaux plus productif dans d'autres industries. Cette résistance se manifesta principalement par la suppression de tous travaux non strictement nécessaires, et par l'emploi de machines agricoles, spécialement de celles qui ont pour

but de limiter le besoin de main-d'œuvre, et le résultat fut d'ajouter une nouvelle cause de chômage à l'ancienne.

En outre, il se manifesta une tendance des propriétaires à se désintéresser de l'exploitation directe de leurs domaines, et à les louer et les donner en fermage ou en métayage.

Plus encore que les propriétaires, les locataires ou fermiers résistèrent à la pression des Ligues formées par les ouvriers agricoles, là où (comme dans le sud des provinces de *Reggio*, de *Modène*, et de *Bologne*) le contrat de fermage est le plus répandu par suite de l'absentéisme des propriétaires qui, vu le grand aléa des rendements, préfèrent céder leurs domaines à bail à des entrepreneurs; comme aussi dans les régions où beaucoup de domaines sont la propriété de personnes morales telles que Communes, OEuvres Pies, etc., lesquelles, d'après la Loi, doivent les louer.

Les locataires ou fermiers furent d'autant plus enclins à résister, qu'ils étaient eux-mêmes obligés de tenir compte des exigences des propriétaires, nullement disposés à abaisser les loyers, et qu'ils devaient également se préoccuper de la concurrence faite par leurs compétiteurs pour la location.

Tout cela explique pourquoi, à partir de 1902 et 1903, non seulement le nombre des grèves agraires diminua, mais encore le nombre de celles dont le résultat fut favorable aux ouvriers se restreignit de plus en plus. En 1903, le *Bollettino Ufficiale del Ministero di Agricoltura*, constate que les grèves agraires en *Emilie* furent au nombre de 22, dont 3 seulement entièrement favorables aux ouvriers, 10 favo-

•

rables en partie, et 8 défavorables. Pour une de ces grèves on n'indique pas le résultat.

Devant ces insuccès, le découragement se manifesta bientôt dans les organisations de travailleurs.

Quant au troisième but visé par les *Ligues d'amélioration*, celui de l'organisation de la distribution du travail, le mal lui-même, le chômage, fut un obstacle à la mise en œuvre du remède. En effet, le travailleur de la terre, occupé à la journée, et par conséquent ayant toujours devant lui un lendemain incertain, et préoccupé avant tout de s'assurer du travail, ne peut s'astreindre à la discipline qui serait nécessaire pour le bon fonctionnement de cette répartition du travail. Chaque travailleur cherche à se suffire à lui-même, et à courir avant les autres pour obtenir d'être employé. De telle sorte que les Ligues d'amélioration, trouvèrent dans la résistance des exploitants des domaines, et dans la concurrence des travailleurs entre eux un obstacle insurmontable à la réalisation de leur but.

C'est alors que l'on pensa à abandonner, pour améliorer le sort des travailleurs de la terre, les moyens de résistance violente qui se manifestaient principalement par des grèves, et à recourir à la coopération qui n'est, en somme, qu'un nouveau moyen pour les travailleurs de lutter pour la conquête des améliorations qu'ils désirent.

Dans ce mouvement qui aboutit à la création des *affittanze collettive*, grande fut l'influence de l'*Ufficio Agrario della società Umanitaria in Milano*, qui étend son action même au delà de la Lombardie.

**Des raisons particulières qui ont déterminé la formation
des affittanze collettive dans les différentes Provinces
italiennes.**

Nous avons vu précédemment que les *affittanze collettive* s'étaient formées, tantôt pour remédier au chômage résultant d'une surabondance de main-d'œuvre, tantôt pour permettre aux ouvriers agricoles d'échapper aux exigences des grands locataires de domaines. Nous allons maintenant examiner cette question de plus près en passant en revue les différentes provinces où des *affittanze collettive* ont pris naissance :

Emilie, Romagne et région de Novare.

Dans l'*Emilie* et la *Romagne*, surabondance de main-d'œuvre, chômage qui en résulte, salaires bas et limitation par les exploitants des travaux nécessitant la main-d'œuvre humaine, telles sont les causes de la création des *affittanze collettive*. Des raisons analogues ont contribué à la formation, en 1906, de la seule *affittanza collectiva* existant jusqu'ici dans le Piémont, celle de *Livorno Vercellese* dans la province de Novare. D'autres *affittanze* sont sur le point de prendre naissance, toujours pour les mêmes motifs, à *Fontanetto Pó di Novara* ainsi qu'à *Santhia* et à *Vergnasco* (Province de Novare.)

Lombardie.

Les *affittanze collettive* lombardes se formèrent pour diverses raisons. Aussi pour mieux les étudier, nous allons les diviser en deux groupes. Le premier groupe comprendra

le nord du Milanais et la partie sud des régions de Côme et de Bergame. Le second groupe, le sud de la région de Brescia et le nord de la région de Crémone.

Premier groupe. — Dans la zone comprise entre Milan, Côme et Bergame, la classe des travailleurs ne souffre pas du chômage comme dans l'Emilie, à cause du voisinage de grands centres industriels qui absorbent beaucoup de main-d'œuvre, et celle-ci est plutôt même insuffisante. L'agitation agraire qui, là comme ailleurs, suscita la fondation d'*affittanze collettive*, eut d'autres causes, et principalement la nature du contrat de louage dans ces régions. Les domaines y sont vastes pour la plupart, et beaucoup sont possédés par des *Œuvres Pies*. Et, soit par suite de l'absentéisme des propriétaires, soit par le fait que les œuvres Pies sont obligées par la loi de louer leurs terres, nombreux sont les domaines ruraux loués par de grands locataires qui se trouvent forcés, par les conditions même de l'agriculture, là, par exemple, où l'élevage du ver à soie (*baco da seta*) a une grande importance, de diviser le domaine en lots, et de céder ces lots à des familles de colons qui les exploitent sous le régime du fermage ou du métayage. Souvent le grand locataire ne s'occupe pas du tout de l'exploitation du domaine, et se trouve être un simple intermédiaire entre le propriétaire et les colons, ayant seulement l'obligation de garantir le paiement du loyer. Naturellement, il cherche à faire des bénéfices, et est souvent tenté de sous-louer aux colons à des prix exorbitants. Comme il n'était pas toujours possible, bien que cela eut lieu parfois, d'éliminer ce redou-

table intermédiaire, et d'arriver à traiter directement entre propriétaire et colons pris séparément, ce qui aurait nécessité trop de petites locations différentes, on eut l'idée de créer des *affittanze collettive*. Ces associations prennent le domaine en location et le divisent en lots qu'elles confient à leurs membres pour les cultiver.

Deuxième groupe. — Dans la région comprise entre *Crémone et Brescia*, bien que l'on ne puisse pas se plaindre, dans cette partie de la Lombardie, d'une surabondance de main-d'œuvre amenant un chômage aussi désastreux que celui dont souffre l'*Emilie*, il existe pourtant une densité de population qui fait que tous les travailleurs ne trouvent pas à s'employer. Quelques personnes de bonne volonté n'eurent donc pas de peine à promouvoir, dans cette partie de l'Italie, la constitution d'associations ayant pour but de louer des domaines ruraux.

Sicile.

Nous arrivons maintenant à la Sicile, où sont nombreuses les *affittanze collettive*. Sans doute, on ne pourrait pas dire, d'une façon générale, que les *affittanze collettive* sicilienne, sont nées pour les mêmes motifs que celles du *Milanaise*, et des pays de *Côme* et de *Bergame*. Il est évident que les conditions de la culture, en *Sicile*, ne sont pas les mêmes que celles de cette partie de la *Lombardie*, mais en tant que les *affittanze* visent à l'élimination des intermédiaires, entre le propriétaire des terres et celui qui les cultive, on peut dire que l'analogie entre les *affittanze collet-*

tive de ces deux régions, pourtant si différentes, est d'une indéniable évidence.

La propriété, en *Sicile*, est très morcelée sur les côtes, tandis qu'à l'intérieur prédominent les grands domaines. Les côtes ont à leur disposition ce grand moyen de communication et d'échange qu'est la mer, qui permet de donner à l'agriculture une grande impulsion. Dans l'intérieur des terres, au contraire, les routes font défaut, les rapports de localité à localité sont difficiles ; les paysans, à cause de l'insécurité des campagnes, n'y restent pas toujours d'une façon permanente ; de plus, les systèmes de culture, étant donné la rareté des pluies, et le manque d'eau en général, sont nécessairement des plus primitifs, et on se contente de ce que la terre produit naturellement. Si à cela, on ajoute l'absentéisme des grands propriétaires, on conçoit facilement les raisons pour lesquelles les grands domaines continuent d'exister. L'Abbé *Luigi Sturzo*, que nous citons parce qu'il fut un des plus actifs organisateurs des *affittanze collective* en Sicile, écrit dans un article publié par le journal *Il Sole* de *Palerme*, et reproduit en tête des statuts de la société *Piccola Industria S. Isidoro in Caltagirone di Catania* : « L'absentéisme des propriétaires des grands
« domaines, qui n'ont d'autre idée que de s'assurer un revenu
« plus ou moins fixe, a pour résultat nécessaire le système
« de sous-location et crée le type du *gabelloto* sicilien.
« Celui-ci offre une sérieuse garantie au propriétaire, qui
« peut alors être assuré de toucher chaque année 50.000 à
« 100.000 lires suivant l'étendue du domaine, et il obtient

« ainsi la location. La spéculation du *gabelloto* a pour
« résultat de relever le prix de la terre qui, divisée par lots,
« est donnée en métayage (dans certaines localités le mé-
« tayer n'a qu'une minime partie, parfois pas plus de 1/6 des
« profits) ou sous-louée. Dans tous les contrats qui inter-
« viennent entre le *gabelloto* et le cultivateur lui-même, il y
« a des conditions usuraires et vexatoires, l'ouvrier agricole
« est alors placé entre le chômage et des contrats draco-
« niens. Il choisit ces derniers qui lui permettent au moins
« de gagner misérablement sa vie. Etant donnée la concu-
« rence entre ces mêmes ouvriers agricoles, pour trouver à
« s'occuper, le prix des locations monte, et d'autre part les
« salaires journaliers descendent jusqu'au taux dérisoire, au
« moins pendant l'hiver, de 0 fr. 40 par jour ! D'autre part,
« le petit agriculteur qui ne prend une parcelle de terre en
« location que pour un temps limité, et le *gabelloto* qui ne
« s'occupe que de son gain, semblent se donner le mot pour
« épuiser l'un et l'autre la terre, afin qu'elle rende de suite
« le plus possible, et le résultat est que les terres épuisées
« deviennent de plus en plus nombreuses et que la pro-
« duction décroît d'année en année ».

La *Statistique des grèves agraires*, en parlant de la Pro-
vince de *Caltanissetta* et de la période antérieure aux grèves
de 1901, rapporte comment se concluaient les contrats entre
Gabelloti et *Colons* : « Le contrat agraire qui prévaut en-
« core ici, dit-elle, porte des traces des exactions féodales.
« Supposons, par exemple, qu'on ait donné au colon, pour
« 2 ans, un lopin de terre d'environ 2 hectares. Dans la

« première année, il travaille la terre, y met des engrais,
« sème et cultive des fèves ou des lentilles. La semence est
« payée par le colon lui-même ou par le *gabelloto*, ou le
« propriétaire. Toute la production est pour le colon s'il a
« payé la semence lui-même ; mais, si elle lui a été fournie,
« il est tenu à en restituer l'équivalent avec une majoration
« de 25 0/0. Dans la deuxième année, pendant laquelle on
« substitue la culture des céréales à celle des légumes, les
« conditions du colon sont encore plus onéreuses. Les pro-
« duits se divisent par parties égales entre le colon d'une
« part, et le propriétaire ou le *gabelloto* d'autre part, mais
« avant de faire les parts, on opère certains prélèvements en
« faveur du propriétaire ou du *gabelloto*. Un premier prélè-
« vement est celui dit de la dot de la terre (*terraggiolo*) ; un
« autre représente le droit de garde (*guardiania*) ; un troi-
« sième est fait à titre de remboursement des R. M. (1) ; un
« quatrième représente la contribution aux dépenses néces-
« sitées par l'empierrement et l'entretien des routes sillon-
« nant le domaine, et enfin un dernier prélèvement est des-
« tiné à une offrande en l'honneur des Saints.

« Au sujet du prélèvement appelé *dote della terra*, voici
« ce qui se passe : Le *gabelloto* fait au colon l'avance des
« semences, de froment par exemple. Au moment de la ré-
« colte, le *gabelloto* prélève de la masse de froment obtenue,
« d'abord la quantité qu'il a avancée, et ensuite un supplé-
« ment qui porte ce nom de *dote della terra*. Lorsque tous

(1) *Richiesta mobile*, impôt mobilier.

« les autres prélèvements sont également effectués, on fait le
« partage du reste, et la part du colon est pour ainsi dire
« nulle. »

« Comment pourrait-on porter remède à cet état de choses,
« disait l'Abbé *Luigi Sturzo* dans le même journal *Il Sole*,
« et dans le même article cité plus haut : « Eliminer le *ga-*
« *belloto*, ce grand parasite des campagnes, voilà la premier
« point et le plus important... Si les propriétaires se persua-
« daient que leur absentéisme est anti-social, et retournaient
« aux champs qui les font vivre et les maintiennent dans l'opu-
« lence, le problème serait résolu. Mais comme cela ne peut-
« être espéré, il faut chercher à remplacer le *gabelloto*. Cin-
« quante, cent, deux cents agriculteurs vont se réunir en une
« coopérative par actions, et chercheront à former un capital,
« suffisant pour donner une garantie au propriétaire dont ils
« vont prendre le domaine en location. »

M. *Nino Raiti*, secrétaire de la *Coopérative agricole di Monte S. Giuliano* qui a des tendances socialistes, faisant l'historique des Coopératives agricoles de la province de *Trapani*, disait : « Depuis quelques mois, après l'agitation
« agraire de 1901, et après la constitution de nombreuses
« *Ligues*, l'avocat *Giacomo Moltalto*, consacre son activité
« d'infatigable organisateur, à la constitution de la *Coopé-*
« *rative agricole de Monte S Giuliano*, dans le but de louer
« collectivement des terres et de les cultiver en assignant un
« lot à chaque associé, qui pourra ainsi profiter du fruit de
« son travail, sans un intermédiaire qui le frustre, et sans su-
« bir les funestes effets de la concurrence entre travailleurs. »

C'est ainsi que se formèrent les *affittanze collettive* en Sicile (1).

(1) *Comunanze Agrarie*. « En dehors des *Affittanze Collettive*, il y a, en Italie, un autre type d'association, c'est celui des *Comunanze Agrarie*, ou communautés agraires qu'on rencontre surtout dans les anciens *Etats Pontificaux et dans l'Emilie*. Ce sont des collectivités de paysans, qui ont été mises en possession de terres étendues, en vertu de la loi italienne du 24 juin 1888, qui a aboli d'anciens usages et des servitudes diverses, et cela à titre de compensation de ces usages ou servitudes. Les *Comunanze agrarie* sont au nombre d'environ 500, et le domaine qu'elles possèdent à une superficie de 106.000 hectares, valant 20 à 25 millions de francs. Elles sont régies par la loi du 4 août 1894 sur les *domini collettivi* qui leur a conféré la personnalité légale. Mais on estime que cette loi aurait besoin d'être modifiée, en vue d'accentuer le caractère coopératif des *comunanze agrarie*, qui est en quelque sorte spontané, et de faciliter leur transformation en fermes coopératives, ce qui fournirait le moyen d'améliorer la culture très défectueuse de ces terres. Cette opinion a été soutenue au *Congrès de Crémone* (septembre 1907) par MM. Raineri, Ruini, Caroncini, etc. » — Comte de Rocquigny, les Congrès coopératifs de Crémone — Janvier 1908, page 31.)

CHAPITRE III

DIFFÉRENTS TYPES D'AFFITTANZE COLLETTIVE

L'*affittanza collettiva*, ou exploitation d'un domaine rural, affermé le plus fréquemment, mais pouvant également être géré à titre de métayage, par une association de travailleurs, comprend deux types ; le type *a conduzione unita* et celui *a conduzione divisa*. L'un et l'autre de ces deux types peuvent prendre le régime du fermage ou celui du métayage. Il y a *affittanza collettiva a conduzione unita* lorsque l'association cultive le domaine pris en location, pour son propre compte. Elle récolte et fait des bénéfices ou des pertes. C'est alors une entreprise avec administration et bilan uniques. C'est la personne morale, l'association qui assume l'exploitation. Au contraire, il y a *affittanza a conduzione divisa*, lorsque l'association, après avoir pris à bail un domaine, le morcelle et en fait des lots dont chacun est attribué à un associé qui le cultive avec sa famille, et devient ainsi le chef d'une petite exploitation individuelle. Les deux types d'*affittanze collettive* ont un caractère commun : la substitution d'une association de travailleurs à un fermier capitaliste. Le

type a *conduzione unita* se rencontre principalement dans l'Emilie, la Romagne et la province de Mantoue. Au contraire dans la Lombardie moyenne, et la Sicile, c'est le type a *conduzione divisa* qui prédomine.

I

Affittanze a conduzione unita

Ce type est en contact avec les associations politiques socialistes et semble avoir un but d'organisation prolétarienne. Il n'y a que trois *affittanze a conduzione unita* catholiques, sur 25 existant actuellement. Sauf quelques exceptions, les *affittanze a conduzione unita* fonctionnent dans des conditions qui rappellent beaucoup celles que pratiquent les sociétés anonymes dans l'ordre commercial. Elles ont un conseil d'administration choisi par les associés pour les gouverner, et un directeur technique, agent de la société, pour diriger l'exploitation. Elles sont conduites tantôt sous le régime du fermage, tantôt sous celui du métayage.

a) Organisation des affittanze collettive a conduzione unita qui ont des terres en fermage.

Comme exemple d'*affittanza collettiva a conduzione unita* cultivant des terres sous le régime du fermage, on peut citer la coopérative agricole de *Fabbrico* dans la Province de Reggio Emilia, dont le nom exact est : *Société Anonima*

Cooperativa di Miglioramento fra lavoratori della terra di Fabbrico.

Cette société a pour but d'améliorer progressivement les conditions économiques et morales des travailleurs de la terre, leur procurant du travail et les habituant à la prévoyance. Elle se propose d'atteindre ce but en assumant l'exploitation de fonds ruraux dont la culture sera assurée collectivement par les associés et leur famille. On y joindra le commerce des produits agricoles (engrais, sulfates, etc.) puis l'entreprise de travaux destinés à améliorer les conditions des terres (défoncements du sol, drainage, etc.). Enfin on s'efforcera de répandre l'instruction agricole parmi les associés, et on instituera un fonds de secours pour les cas de maladie ou d'absolue indigence.

Peuvent faire partie de la société les ouvriers agricoles du pays, bouviers, journaliers, etc., tant hommes que femmes. Sont aussi admis les fermiers et métayers n'ayant que peu de terres, et pouvant par conséquent, pendant au moins une partie de l'année, cultiver d'autres terrains que les leurs.

Chaque associé doit verser, au moment de son admission, une taxe de une lire, et acquérir au moins deux actions de la société, si c'est un homme ; et au moins une action si c'est une femme. Le prix de ces actions, dont la valeur est de 12 liras, sera payé par versements mensuels de 1 lire.

Le patrimoine de la société est représenté par le capital formé par les actions, par un fonds de réserve et par un fonds de secours. Les produits nets sont répartis de la manière suivante : 30 0/0 au fonds de réserve ; 30 0/0 au fonds

de secours et 40 0/0 aux associés, chacun proportionnellement au nombre d'actions qu'il possède.

Les organes de la société sont : l'*Assemblée générale des associés* ; le *Conseil d'administration* (composé d'un président et de 3 conseillers qui restent en fonctions 2 ans et sont rééligibles) ; et le *Comité des syndics* (3 titulaires et 2 suppléants) qui restent en exercice un an et sont rééligibles.

Le choix des employés (directeur technique, secrétaire, comptable, caissier, etc.) est fait par le conseil. La charge de directeur technique est confiée au président qui reçoit une indemnité. Le secrétaire comptable a un traitement fixe. Le caissier, au moment de son entrée en fonctions, doit verser une caution.

La Coopérative de *Fabbrico* cultive actuellement trois fermes, prises à bail, et les a divisées en deux exploitations : la *Scaglietta* d'une part, la *Donata* et la *Vallicella* d'autre part. Pour chacune de ces deux exploitations, il y a une famille de bouviers chargée du soin du bétail (20 têtes par ferme) et un contremaître. Les uns et les autres reçoivent un salaire fixe.

La Société a ainsi, comme personnel technique, outre le Directeur, 2 contremaîtres, 2 familles de bouviers et comme nous le verrons, un magasinier. Les familles de bouviers et les contremaîtres habitent les bâtiments annexés aux exploitations.

La culture des terrains pris à bail par la Coopérative, est faite par les associés considérés comme salariés, et lorsqu'il

en est besoin par des étrangers à la Coopérative, sous la direction du Président Directeur et des contremaîtres. Les propriétaires des terres n'ont aucune ingérence dans l'exploitation, sauf naturellement les droits que le bail leur reconnaît.

Les travaux sont divisés en deux catégories : ceux à la *journée* et ceux à la *tâche*. Se font à la journée, les travaux pour lesquels on a besoin du bétail, du matériel et des instruments agricoles, dont l'usage détermine par lui-même le nombre des ouvriers nécessaires. Quand il s'agit de ces travaux à la journée, c'est le contremaître de chaque exploitation qui indique le nombre de travailleurs nécessaires, et c'est le Président-Directeur qui les désigne suivant un roulement.

Les associés qui, momentanément, ne sont pas occupés dans les fermes de la Société, vont travailler chez des particuliers. Les contremaîtres tiennent note du travail effectué par chaque travailleur, et en rendent compte au Président. Les paiements sont fait chaque semaine, d'après un tarif calculé sur celui des autres exploitations locales.

Quant aux travaux à la tâche, c'est-à-dire tous ceux qui ne demandent pas l'emploi du bétail, ni du matériel et des machines agricoles, on divise, pour les exécuter, le terrain en zones dont chacune est confiée à un groupe de travailleurs, payés à tant par unité de surface. Afin de faciliter les choses, la société ne traite pas séparément avec chaque travailleur, mais avec des chefs de groupe, lesquels répondent envers la société, du travail accompli chaque semaine

par leurs compagnons, et reçoivent pour eux le salaire convenu qu'ils leur distribuent ensuite.

Il y a une distinction qu'il importe de signaler entre les différentes *affittanze collettive a conduzione unita* : les unes sont dites *aperte* et les autres *chiuse*. Les *affittanze chiuse* (fermées) sont celles dont le nombre de sociétaires est limité et proportionné à la quantité de main-d'œuvre nécessitée par l'entreprise ; la société *di Fossoli di Carpi*, dans la province de *Modène* est dans ce cas. Au contraire, les *affittanze aperte* (ouvertes) ont un nombre d'associés illimité et supérieur souvent aux besoins de l'exploitation. Dans ce dernier cas, le travail est distribué aux associés à tour de rôle et par roulement. Il en est ainsi pour la *coopérative agricole* de *Fabbrico*, et en général pour toutes les *affittanze collettive* ayant la forme de société anonyme coopérative.

Une fois l'*affittanza collettiva* constituée, avec un domaine pris à bail, et l'exploitation de ce domaine mise en train, interviennent alors des questions touchant le crédit. Bien souvent la société n'a pas de grandes disponibilités pécuniaires ; comment va-t-elle faire pour ne pas être obligée, envers ses membres, à de trop onéreuses avances d'argent ? Elle se fait faire crédit par ses associés, et leur donne seulement une partie du salaire convenu. Pour le surplus, elle leur délivre un *bon* qui sera retiré et payé dans le courant de l'année, ou même après l'année écoulée, si la situation financière de la société ne se trouve pas être favorable. La coopérative agricole de *Molinella*, par exemple, ne paye que la moitié du salaire à ses associés ; l'autre moitié est mise en dépôt pour

garantir le prêt en argent fait à la société par l'*Istituto di Credito per le Coopératione* qui a son siège auprès de la *Umanitaria di Milano*.

Les opérations d'achats et de ventes pour le compte de la société de *Fabbrico* sont décidées par le Conseil et effectuées par le magasinier, autre employé de la Coopération qui a un salaire fixe et verse une caution en entrant en fonctions. Le magasinier reçoit en consigne les produits achetés et en délivre reçu au Président. S'il s'agit de ventes, il rend compte jour par jour, toujours au Président, des ventes effectuées.

Les associés de la *Coopération Agricole de Fabbrico*, sont, en grande partie, membres de la *Ligue de Résistance*, et de la *Coopération de consommation* locales, mais les trois institutions sont administrées séparément les unes des autres.

La *Ligue de Résistance*, *Lega di Resistenza* n'a pas de rapports continus avec la *Coopération agricole*. Tout au plus la *Ligue* recourt-elle à la Coopération, quand elle a besoin de travailleurs pour exécuter certains travaux qui lui sont demandés par des particuliers. Avec la *Coopération de consommation*, la *Coopération agricole* n'a d'autres rapports que ceux regardant l'achat et la vente des marchandises. Presque toutes les *affittanze collettive a conduzione unita* de la région de *Reggio Emilia* et de *Bologne* se sont constituées sur le type de la *Coopération Agricole de Fabbrico*. On remarque tout au plus quelques petites différences, chez certaines, concernant la composition et la formation du Capital social, la distribution des profits etc... Quelques fonctions aussi, par exemple celles de Président et de Directeur

technique sont réunies à *Fabbrico* sur la même tête, tandis qu'à *Molinella*, il y a une personne pour chacune de ces deux fonctions. D'autre part, les fonctions de Directeur et de magasinier, qui sont séparées à *Fabbrico* sont réunies dans certaines coopératives. Quelquefois même, dans certaines *affittanze collettive*, le Président cumule les fonctions de Directeur technique, de magasinier, et même de conducteur des travaux, mais en somme, il s'agit en général de différences minimales et qui ne modifient pas sensiblement le type d'organisation de ces sociétés.

Pourtant, une différence remarquable, en ce qui concerne le paiement du travail, est à noter dans la *Coopérative agricole d'Altedo*, dans la province de *Bologne*. Là, la majeure partie des travaux ne sont pas payés en argent, mais en un *bon* qui est accepté par les commerçants du pays. Les boutiquiers acceptent les *bons* qui leur sont remboursés par la Coopérative quand elle a vendu ses récoltes.

b) Organisation des affittanze collettive a conduzione unita qui ont des terres en métayage.

Quelques sociétés louent leurs terres, suivant le système du métayage, et elles ont, par le fait même, une organisation différente de celles des *affittanze* que nous venons d'étudier.

Il n'est pas possible de trouver un exemple d'*affittanza*, pratiquant le métayage qui puisse être donné comme modèle type, car il y a de grandes différences entre les différents

contrats qui se concluent sous le nom de *Métayage* (*mezzadria*), contrats qui influent sur l'organisation des différentes exploitations. Toutefois, nous parlerons de deux de ces *Mezzadrie* collectives qui nous ont paru le plus typiques ; celle de *San Rocco di Quistello* (province de Mantoue), et celle de *Fossoli di Carpi* (province de Modène).

A *San Rocco*, la *Ligue d'amélioration* prit, en 1901, la direction à moitié de 3 fermes. Elle aussi peut se ranger parmi les associations *aperte*. La *Ligue* doit assurer la culture des terres, et paye une redevance à raison de 30 livres par hectare, et elle assume la moitié des dépenses pour achat d'engrais, semences etc... Les propriétaires fournissent gratuitement le bétail, les instruments aratoires, et tout ce qui est nécessaire à l'entretien des fermes. Ils payent l'autre moitié des engrais, semences etc... De plus ils avancent une somme pour le salaire des ouvriers. Les profits sont partagés par moitié. Si la *Ligue d'amélioration* n'exécute pas les travaux agricoles en temps utile, les propriétaires ont la faculté de les faire exécuter au compte de la *Ligue*. Propriétaires et métayers ne peuvent vendre et acheter que d'un commun accord. Les propriétaires sont représentés dans les fermes par un intendant, et la *Ligue* par un des associés qui est logé gratuitement. Dans chaque ferme, on donne aussi le logement à une famille de travailleurs, membres de la *Ligue*. Ils servent de gardiens, reçoivent le même salaire que les autres associés, mais ont en plus le logement et le bois gratuitement. Le payement des salaires est fait aux associés à titre d'acompte sur les profits de l'année, qui sont

répartis également entre les hommes, qu'ils soient jeunes ou vieux. Les femmes sont payées d'après un tarif spécial.

La *Mezzandria collectiva di Fossoli di Carpi* nous présente un cas de société *chiusa*. Environ 40 associés de la *Ligue* locale ont signé un contrat, avec un propriétaire du pays. Par ce contrat, le propriétaire cède, à titre de métayage, l'exploitation d'une partie de son domaine, composé de prairies et de terres à céréales. La partie aménagée en prairies est exploitée directement par ce propriétaire, qui s'assure ainsi le fourrage nécessaire à son bétail. Le reste est cultivé sous forme de métayage, par la Société qui, elle, ne possède pas de bétail. La Société n'a pas de personnel fixe, ni de constructions sur le domaine. Le propriétaire prête ses bestiaux, le matériel, les machines agricoles etc... et verse la moitié de la somme nécessaire pour les engrais, les semences etc., ainsi que pour les assurances contre la grêle et l'incendie. Les travailleurs payent l'autre moitié et donnent leur travail. Le produit des récoltes est ensuite divisé par moitié et les profits nets sont répartis par parties égales entre les associés. La Ligue est représentée sur le domaine par le Président qui est en même temps Directeur technique, et le propriétaire est représenté par son intendant.

Il y a d'autres types de sociétés *chiuse* (fermées), sur la commune de *Ravenne*. Les laboureurs de cette commune se réunissent en groupes qui prennent en métayage, avec contrats annuels, la direction indivise de la culture de rizières. En général, le propriétaire donne le terrain, les instruments aratoires, quelquefois aussi une somme en argent, et con-

court, pour moitié, dans les dépenses pour l'acquisition des semences et des engrais, pour l'assurance, et aussi pour la location de la machine à battre. Les produits sont partagés par moitié.

II

Affittanze collettive à conduzione divisa

Les *affittanze a conduzione divisa* sont répandues dans la *Lombardie* moyenne et en *Sicile*. Il y en a aussi quelques-unes dans le *Piémont*, dans l'*Emilie* et dans la *Romagne*. Il y a certaines distinctions à faire entre les *affittanze* de ce type. D'abord en ce qui concerne leur caractère politique et confessionnel. Beaucoup d'entre elles sont catholiques ; d'autres ont l'empreinte démocratique et socialiste. Peu sont neutres. On doit pourtant observer qu'elles ne prennent pas généralement part officiellement aux luttes politiques.

Quelques associations catholiques de la Lombardie, et l'unique *affittanza collettiva* du *Piémont* (à *Livorno Ver-cellese*, dans la province de *Novare*) sont organisées sur le type de la *Società Probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglie in Treviglio di Bergamo*, et quelques-unes de celles de la Sicile sur le modèle de la *Società Piccole Industrie S. Isidoro in Caltagirone di Catania*. Ces associations catholiques, outre leur *caractère religieux*, en ont un autre, spécialement celles de la Lombardie, que nous pourrions appeler *patriarcal*.

Les statuts de la société *Probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglie in Treviglio* disent, en effet, dans leur article 6 : « Font partie de droit de la Société les Révérends « Prêtres. Monseigneur Alessio Nazari ; Ambrogio Portaluppi, chanoine théologal ; Pompeo Ghezzi, prêtre, et les « autres personnes qui, lorsque les trois susmentionnés, « quitteront la société par mort ou démission, seront désignées pour les remplacer. Font aussi partie de la société, « les paysans chefs de famille qui acceptent les présents « statuts et s'obligent à les observer. Les trois Prêtres « nommés sont respectivement Président Honoraire, Président effectif et vice-Président de la Société. »

Une autre distinction est celle relative à la forme de la Société : Quelques-unes sont sociétés *civiles*, d'autres sont sociétés *commerciales*. Sont civiles en général les Sociétés catholiques de la *Lombardie* et du *Piémont*. Sont commerciales, sauf quelques exceptions, toutes les autres.

Les raisons pour lesquelles les *affittanze collettive* catholiques lombardes préfèrent la forme civile, sont données par l'Abbé Portaluppi, dans un article publié dans l'*Osservatore Cattolico*, du 28-29 mai 1901 : « Dans le cas actuel « (c'est-à-dire le cas des *affittanze collettive*), la forme de « Société civile est bien à sa place, car la location et l'exploitation d'un fonds rural ne constituent pas un acte commercial. Les associés déclarent, par acte notarié, constituer « une société particulière avec statuts, se déclarant responsables d'une façon illimitée, vis-à-vis des tiers, pour les « obligations contractées régulièrement par la société, et ils

« versent un droit d'entrée dans la société. Si le patrimoine
« formé avec ces droits d'entrée ne suffisait pas pour la
« marche régulière de la société, elle recourrait à des prêts
« qu'il ne lui serait pas difficile de trouver ».

Organisation des affittanze collettive a conduzione divisa.

L'association ayant loué un domaine, le divise en plusieurs lots qu'elle cède aux familles des associés qui l'exploiteront, à titre de fermiers ou colons. Les contrats qui interviennent à cette occasion, diffèrent suivant les *affittanze*. En général, le montant du loyer que les associés colons doivent payer à l'Association est égal au loyer que l'*affittanza* doit elle-même au propriétaire des terres. On y ajoute le montant des dépenses d'administration, puis une certaine somme pour l'amortissement des dettes contractées, le payement des intérêts, et la formation d'un fonds de réserve. La société avance à chaque colon une certaine somme pour l'achat des semences, engrais, instruments aratoires, etc...

L'*attribution des lots* aux associés ne se fait pas partout de la même façon. Dans quelques *affittanze collettive* comme, par exemple, *la Societa Probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglie in Treviglio di Bergamo*, il s'agit d'une association formée par des colons qui se trouvaient déjà établis sur le domaine. Lorsque le bail du fermier qui louait le ou les domaines, arrive à expiration, ces colons se réu-

nissent pour louer à leur compte les dits domaines, dont ils se partagent l'exploitation. Dans d'autres *affittanze collettive*, comme, par exemple, la *Cooperativa Agricola di Calvenzano di Bergamo*, et les *affittanze* siciliennes, l'association, après s'être constituée, confie l'exploitation des lots aux familles des associés, et quelquefois aussi à des personnes étrangères à l'association. Là où le nombre des associés est grandement supérieur au nombre de lots que peut raisonnablement former le domaine pris en location par l'association, celle-ci, par exemple, l'*Associazione operai braccianti del Comune di Ravenna*, confie la culture des lots aux familles des associés suivant un roulement. Chaque associé-colon ne peut renouveler la location quand elle arrive à son terme, mais doit être remplacé par un autre associé qui n'avait pas de lot précédemment.

M. Hitier critique avec juste raison cette pratique⁽¹⁾ :
« C'est, dit-il, une pratique mauvaise au point de vue éco-
« nomique. Sur le lot qu'il sait devoir dans un temps rap-
« proché, céder à un autre, le cultivateur n'est pas incité à
« réaliser des améliorations dont le bénéfice, partiellement
« du moins, lui échappera. C'est l'inconvénient signalé
« maintes fois à propos des allotissements périodiques dans
« les pays à propriété collective, c'est l'obstacle à tout pro-
« grès agricole, et on ne saurait trop conseiller aux *affit-
« tanze collettive* d'éviter cet écueil. Il semble que la chose

(1) M. Joseph Hitier, *Une nouvelle application de la Coopération de production en agriculture*, page 15.

« n'est pas impossible. Il suffit de maintenir le chiffre des
« associés rigoureusement égal au nombre des lots dispo-
« nibles, ou bien augmenter la surface des terrains pris à
« bail par la société. On peut opter entre l'une ou l'autre des
« solutions, c'est une affaire de temps et de lieu de savoir à
« laquelle des deux il faut s'arrêter. Avec l'une et l'autre, on
« évite l'application toujours fâcheuse du roulement et ses
« conséquences désastreuses au point de vue agricole. »

Pour éviter les contestations pouvant surgir du fait de l'attribution des lots (contestations qui seraient fréquentes à cause des différences dans la fertilité des divers terrains), on a décidé dans beaucoup d'associations de recourir à un tirage au sort des lots.

Parfois, la contenance des lots est telle, qu'elle peut occuper d'une façon continue l'entière activité d'une famille. Parfois, au contraire, les lots sont si petits qu'ils ne suffisent qu'à utiliser une partie de l'activité de la famille. Il arrive alors, dans ce second cas, que le lot de terres est cultivé par les femmes et les enfants de la famille du colon, tandis que les hommes cherchent à gagner ailleurs leur journée.

Ce n'est que dans des cas assez rares que les familles des colons ont le logement sur le domaine loué collectivement. Le plus souvent elles habitent en dehors du domaine, et les constructions élevées sur l'exploitation même servent d'habitations à tout ou partie du personnel fixe dont nous allons parler plus loin.

Chaque famille travaille séparément et cultive comme elle

l'entend son propre lot. Elle bénéficie du produit, sauf le paiement du fermage convenu envers la société. Quand un lot n'est pas assez étendu pour pouvoir être fourni de bétail, machines et autres instruments nécessaires (1), la société fournit le tout aux associés à tour de rôle, et moyennant un prix de location.

Quelquefois le bétail, les machines et les instruments aratoires sont la propriété particulière de certains associés.

Là où le bétail est propriété de l'association, le domaine loué ne sera pas entièrement divisé en lots. On en laissera une partie convertie en prairies, et exploitée pour le compte de la société. Les associés cultiveront et entretiendront ces prairies moyennant un salaire fixé d'après un tarif, et quelquefois sans salaire. Quand le bétail est propriété de la société, les associations ont à leur service une ou plusieurs familles de bouviers ayant un salaire fixe.

Elles ont souvent aussi un *magasinier*, pour la surveillance et la conservation des produits et des machines, propriété de l'association. Ce *magasinier* est également chargé des opérations d'achats et de ventes.

Dans leurs rapports avec les associés, les associations

(1) Les *affittanze collettive* font très réduite la part des machines, puisque leur grande préoccupation est de faire, la plus grande possible, la quantité de travail offerte à la main-d'œuvre. De plus, spécialement en ce qui concerne les *affittanze a conduzione divisa*, le morcellement du domaine en une série de petits lots, constitue un milieu techniquement défavorable à l'emploi des machines. Malgré cela, il y a, dans toute exploitation agricole, si petite soit-elle, des instruments aratoires absolument indispensables.

sont représentées, outre le conseil, par un personnel technique (agronomes (1), ouvriers spéciaux, gardiens), ou par une *Commission de Vigilance*, composée d'associés, à laquelle est confiée la mission de désigner les lots et de surveiller la culture.

Dans certaines *affittanze*, les associés colons s'unissent pour procéder ensemble aux achats, aux ventes, et aux diverses industries agricoles. C'est ainsi qu'opère la *Coopérative agricole de Calvenzano di Bergamo*.

A quelques *affittanze* est jointe une société d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail (*Coopérative agricole de Calvenzano et Società civile Probi Contadini di Muggiano di Milano*). D'autres *affittanze* se contentent de favoriser l'institution et le développement de ces Sociétés d'assurances sans se les adjoindre, et conseillent à leurs propres associés de s'y inscrire. (*Union rurale di Maniago Comense*.)

Les affittanze collettive a conduzione divisa sont administrées par un conseil, souvent avec l'aide d'un *employé comptable* et d'un *caissier*. Dans quelques cas, la charge de

(1) Il existe en Italie des Chaires ambulantes d'agriculture. Elles ont un éclatant succès, et ce succès a inspiré la pensée d'organiser des Chaires ambulantes de prévoyance sociale, de Coopération et de Crédit agricole, dont les titulaires entreprendraient l'éducation économique des travailleurs et propageraient les institutions diverses destinées à satisfaire à leurs besoins. Déjà cette initiative a été prise par la *Ligue nationale des Sociétés de secours mutuels*.

M. de Rocquigny, les Congrès coopératifs de Crémone. Janvier, 1908, note page 20.

Directeur technique est commune avec celle de Président ou de Vice-Président. Dans quelques-unes de ces Associations, il existe un *Conseil de Prudhommes* pour juger les différends pouvant surgir entre associés. Quelquefois l'Association n'a pas une organisation administrative bien définie. Dans ce cas, elle charge un associé de faire les paiements, et de s'occuper des opérations avec les tiers. Quant à ce qui regarde les rapports entre associés, il n'y a pas de règle fixe.

Le mode de prise en possession des domaines est le plus fréquemment la location à ferme. En Sicile, il y a pourtant quelques cas de terres prises en métayage. Le propriétaire alors exerce un contrôle sur la direction donnée à l'exploitation au moyen d'un personnel qui lui est propre. D'ordinaire, même en cas de métayage, le mode d'exploitation que nous venons d'examiner plus haut, n'est pas sensiblement modifié.

En résumé, dans les *affittanze collettive a conduzione divisa*, l'association assume au nom des associés, les obligations d'un fermier locataire, mais sauf cette différence, l'organisation de l'entreprise ne change pas par suite du remplacement du locataire capitaliste par l'association de colons : la culture, l'exploitation reste individuelle.

CHAPITRE IV

LES PREMIERS ESSAIS D'AFFITTANZE COLLETTIVE EN ITALIE (1) SUCCÈS ET INSUCCÈS

Parmi les associations italiennes, appelées *affittanze collettive*, les unes furent créées antérieurement aux agitations agraires de ces dernières années ; les autres en furent, au contraire, une des conséquences immédiates.

Parmi les premières, un certain nombre n'atteignirent pas le but qu'elles s'étaient proposé.

Emilie, Romagne et régions voisines :

La société qui, la première, dans l'Emilie et dans toute

(1) D'après le travail du professeur Ugo Rabbeno intitulé : *Le Società Cooperative di Produzione*, l'Italie ne fut pas la première à avoir des associations ayant pour but la location collective des terres. Des groupements semblables, en petit nombre, il est vrai, se sont formés en Angleterre, entre 1830 et 1886, mais ils n'eurent pas de durée et furent bientôt dissous. La première de ces associations se forma, en 1830, à *Assington* et M. Gurdon en fut l'initiateur. La seconde fut l'association coopérative agricole de *Rahaline*, en Irlande en 1831, œuvre de M. Craig. Plus tard, en 1860, dans le *Cumberland* une troisième association fut fondée par M. Lawson. Enfin, la dernière société de ce genre, qui ne dura du reste pas plus longtemps que les premières, fut formée dans le *Portland*, en 1886, sous les auspices du *Duc de Portland*.

l'Italie, tenta la prise à bail des terrains, fut l'*associazione generale degli operai braccianti del Comune di Ravenna*; ou association générale des ouvriers terrassiers de la commune de Ravenne, constituée en 1883, par MM. *Federico Ceroni, Nullo Baldini, et Armando Armuzzi*, dans le but de soustraire les *braccianti* (ouvriers terrassiers) à la domination des entrepreneurs, et de procurer du travail aux nombreux ouvriers inoccupés.

Le premier groupement réunit 303 inscrits. Aujourd'hui, ils sont plus de 3.000. Chaque associé ayant pris une action de 24 lires, l'association a disposé depuis sa formation d'un capital souscrit et en partie versé d'environ 72.000 lires. Elle peut aussi obtenir facilement l'aide de la *Caisse d'Epargne de Ravenna* qui lui ouvre des crédits, et de l'Administration communale qui lui concède des travaux. Jusqu'en 1886, l'association n'exécuta que des travaux publics, et ce fut cette année là qu'elle loua la ferme *S. Vitale*, propriété du municipe de *Ravenna*. En 1891, elle prit aussi en location la *Colonia di Ostia* qu'elle avait déjà améliorée par ses travaux, les années précédentes.

En 1905, la *Colonia di Ostia* fut rendue par la Coopérative à l'Administration des Domaines, qui en est propriétaire. Puis des pourparlers furent engagés pour la cession de l'exploitation de la *Colonia* aux familles des colons qui l'ont déjà cultivée. Nous ne savons pas si ces pourparlers ont abouti, mais quant à la ferme *S. Vitale* elle est toujours exploitée par les associés de la Coopérative, qui la cultivent par lots.

Dès 1890, il y eut en *Emilie*, un autre essai d'*affittanza collettiva*. Le municipe de *Reggio Emilia* avait cédé sa propriété de la *Frassinara* à une société de paysans, mais les autorités supérieures refusèrent leur autorisation, et malgré un appel fait aux défenseurs de l'idée de coopération en Italie, l'initiative des paysans de *Reggio* ne donna pas de résultat.

Actuellement, il y a un certain nombre d'*affittanze collettive* en vigueur dans la région de *Reggio* et voici ce que dit à ce propos M. *Antonio Vergnanini*, secrétaire de la *Camera del Lavoro de Reggio Emilia* (1) : « Les colonies
« agricoles nées dans notre province, colonies qui ont pris le
« nom d'*affittanze collettive* ne sont pas une création artifi-
« cielle, une tentative capricieuse de notre *Camera del La-*
« *voro*, mais une organisation spontanée, ayant sa source
« dans les nécessités révélées par les conditions ambiantes.
« En 1901, à *Fabbrico*, un groupe de 30 sociétaires de notre
« puissante Ligue de la *Camera del Lavoro* s'unirent pour
« prendre en location, et à leur compte, la *Vallicella*, pro-
« priété de la commune. La *Camera del Lavoro* intervint
« alors, et réussit à obtenir que cette propriété fut gérée,
« non par les seuls trente premiers associés, mais pour le
« compte de la Ligue tout entière. Presque en même temps,
« la Coopérative des *Braccianti di S. Vittoria* assumait
« l'exploitation de la *Capanna*, propriété du capitaine *Man-*

(1) Compte-rendu du premier Congrès national des coopératives agricoles.

« *fredi*, et peu à peu d'autres *affittanze* encore se fondèrent
« dans le pays de *Reggio*. »

En même temps que les travailleurs de *Fabbrico* prenaient leurs premiers terrains en location, la *Ligue d'Amélioration de San Rocco di Quistello*, dans la province de *Mantoue*, louait un domaine sous forme de métayage collectif.

Finalement, en 1903, dans la région de *Bologne*, des *affittanze* furent aussi créées sur le modèle de celles de *Reggio*. Ce fut la ligue d'amélioration d'*Altedo* qui montra l'exemple dans cette région, d'autres l'imitèrent. Dans le pays de *Novare*, l'unique *affittanza collettiva*, est celle de *Livorno Vercellese*, établie en 1903, grâce à l'initiative du curé de l'endroit,

Lombardie.

En Lombardie, le premier essai eut lieu en 1886, à *Stagno Lombardo*, dans la province de Crémone, au lieu appelé la *Cittadella*. L'honorable *Léonida Bissolati*, dans le second numéro de la *Rivista Agricola*, de Rome, en 1905, s'exprime ainsi à ce sujet : « Un riche propriétaire de *Crémone*, le
« Dr *Giuseppe Mori*, mort actuellement, et qui fut député
« au Parlement, ancien mazzinien et homme de cœur, se
« décida, à la demande de quelques-uns de ses jeunes amis,
« parmi lesquels il y avait des socialistes, de ce type de so-
« cialistes fouriéristes-anarchistes-coopérativistes qui avaient
« alors la vogue, à confier aux paysans constitués en coopé-
« rative, la grande ferme qu'il exploitait lui-même jusque-là
« avec la plus grande compétence. Les paysans acceptèrent,

« mais sans enthousiasme l'offre de ce propriétaire. Dans le
« contrat, on convint que le loyer serait fixé d'après le
« revenu minimum obtenu sous l'administration du pro-
« priétaire. Le montant de ce revenu devait être établi et
« calculé par trois arbitres. Le bénéfice dépassant le loyer
« ainsi fixé, devait être partagé entre le propriétaire et les
« colons, mais on défalquait d'abord, du produit brut, le
« montant du salaire des associés fixé d'après ce qu'il était
« au moment du contrat.

« Comme les paysans n'avaient pas de capital d'exploita-
« tion, le propriétaire leur fit les avances nécessaires au taux
« de 4 0/0. De même que les salaires, cet intérêt de 4 0/0,
« devait être déduit du produit brut de la ferme, et les
« paysans ne pouvant offrir de garantie, on chargea le pro-
« priétaire de l'office de Caissier. Investi de cette fonction, il
« pouvait exercer une surveillance permanente sur les fonds
« de la caisse et leur emploi. On décida d'expérimenter ce
« système pendant deux ans, après lesquels on aurait dû
« passer un contrat définitif. Mais au bout de deux ans, le
« propriétaire, homme de santé plutôt délicate, fatigué de
« ses fonctions de caissier-contrôleur, qui l'obligeaient à un
« travail beaucoup plus fatigant que celui qu'il avait l'habi-
« tude d'accomplir lorsqu'il gérait seul son domaine, irrité
« de plus par les commérages que faisaient contre lui les
« propriétaires du pays et ses propres parents, les premiers
« dans la crainte que l'*expérience socialiste*, comme ils appe-
« laient cet essai, n'augmentent les prétentions des paysans,
« et les seconds craignant également de leur côté que M. Giu-

« seppe Mori ne ruine le patrimoine vers lequel se portaient
« leurs espoirs d'héritiers, adandonna l'expérience et reprit
« son domaine pour le gérer lui-même comme auparavant. »

On peut dire cependant que l'expérience avait réussi au *triple point de vue : financier, agricole et moral.*

Financièrement, dans la première année, qui fut une année peu favorable, en général, pour la production agricole, les paysans, outre leurs salaires habituels, touchèrent un petit dividende. Dans la deuxième année, ils eurent un dividende beaucoup plus considérable. Le propriétaire, de son côté, encaissa la redevance convenue, plus un supplément, aussi bien la première que la seconde année, égal à l'ensemble du dividende touché par tous les paysans. Dans la seconde année, chaque famille de colons eut une centaine de lires en plus des salaires.

Au point de vue agricole, on obtint le résultat suivant : le domaine, pour lequel pourtant, le propriétaire avait fait de grandes dépenses d'amélioration, avait été négligé au point de vue de l'exploitation. Les paysans qui étaient bien un peu coupables de ce fait, se mirent avec ardeur à améliorer la culture, augmentant ainsi par leur travail, le rendement de la propriété.

Le résultat moral et social fut aussi des plus encourageants. Les paysans qui avaient constitué la Coopérative, n'avaient pas été choisis. On avait simplement pris ceux qui étaient déjà auparavant sur le domaine. Pourtant ils se conduisirent très bien dans cette organisation improvisée et pour ainsi dire imposée. L'accord entre les familles de colons

était suffisant ; le travail s'effectuait avec discipline sous la direction d'un *conseil directeur* (composé par les paysans eux-mêmes avec la participation du propriétaire). Les assemblées générales étaient chaque fois de plus en plus intéressantes, au point de vue de l'éducation des travailleurs. Ils auraient fait encore mieux s'ils avaient eu plus de connaissances en matière agricole.

Le domaine était de 100 hectares, et les paysans payaient un loyer annuel de 16.000 livres.

Peut-être cet essai, bien qu'il n'ait pas été continué, a-t-il eu une certaine influence sur la constitution des *affittanze collettive* de *Cà de Soresini*, de *Rivolta d'Adda* et de *Vailate* près de Crémone, qui furent créées par la suite.

Une coopérative agricole qui, non seulement a réussi à s'établir, mais même est actuellement des plus florissantes, est celle de *Calvenzano*, dans la *province de Bergame*. Nous trouvons l'historique de cette société, dans son rapport annuel pour l'année 1904. La Coopérative agricole de *Calvenzano* fut légalement constituée le 18 décembre 1887, et elle fut fondée par la *Société de Prêts mutuels de Calvenzano* créée elle-même le 20 juin 1886. Le développement de son activité ne put commencer qu'en 1889, par l'obtention d'un prêt hypothécaire consenti par la Caisse d'Epargne de Milan, en date du 25 avril 1889. Cette coopérative de *Calvenzano* a une certaine quantité de terres en location, et elle est de plus propriétaire du domaine de *San Martino*. Ses débuts furent assez pénibles, mais grâce à de grands sacrifices, les associés purent surmonter d'importantes difficultés,

et le 11 novembre 1894, la Coopérative de Calvenzano prit en location 600 *pertiche* milanaises (1) et trois bâtiments d'exploitation appartenant à l'hôpital de Treviglio. Les associés fournirent une caution s'élevant au montant de deux années de location, au moyen de leurs économies, et grâce à une hypothèque qu'un des associés consentit à laisser prendre sur ses propres biens. De cette façon, la société eut de nouveaux terrains et de nouveaux locaux qui lui permirent d'admettre un plus grand nombre d'associés.

Depuis cette époque, la Coopérative de Calvenzano n'a fait que progresser, et elle est actuellement bien vivante et prospère.

Vient ensuite, par date de fondation, pour la *Lombardie*, la *Caisse Rurale Catholique de Cà de Soresini*, près de *Crémone* qui prit naissance en 1897. Pour fournir du travail aux ouvriers agricoles les plus pauvres, et pour les affranchir d'un esclavage de fait, sinon de droit, vis-à-vis des propriétaires, comme aussi pour résister aux idées socialistes qui commençaient à se manifester dans la région, la Caisse rurale catholique prit en location, pour le compte de ses associés seulement, les propriétés de la *Congrégation de Charité de Crémone*.

Citons, enfin pour terminer, et toujours dans la *Lombardie*, la *Société des Probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglie di Treviglio*. Cette société naquit en 1901, grâce spécialement à l'initiative de l'abbé *Portaluppi*, dans la province de

(1) La pertica vaut 1000 mètres carrés.

Bergame. Elle devint comme le noyau, comme le centre d'un groupe d'associations catholiques similaires qui se formèrent ensuite dans toute la *Lombardie* moyenne. Nous trouvons dans un opuscule qui porte comme titre, le nom même de l'association, l'historique de celle-ci : La défunte *Comtesse Woyna*, veuve *Piazzoni*, laissa comme légataire universel d'une fortune considérable, l'orphelinat de garçons de *Bergame*. Le plus grand des domaines qui devinrent ainsi propriété de l'Orphelinat, est celui de *Castel Cerreto e Battaglie* dans la Commune de Tréviglio. Les familles, établies à titre de colons, sur ce domaine, commencèrent à trembler pour leur avenir, craignant de passer sous la dépendance de quelque riche individu qui prendrait le domaine en location. Elles manifestèrent leurs craintes à des personnes amies, à l'abbé Portaluppi, à Mgr le Prévot de Tréviglio et à d'autres qui eurent la bonne idée d'agir en sorte que ces familles de colons pussent continuer à cultiver les terres qu'elles exploitaient précédemment. Après une étude sérieuse de la question, on décida que les paysans de *Castel Cerreto e Battaglie* se constitueraient en une Société Civile, à laquelle l'administration de l'orphelinat fut autorisée à louer ses terres.

Sicile.

En Sicile, la première *affittanza* que l'on connaisse, date de 1893 (1). L'essai eut lieu à *Corleone*, province de *Palermo* par l'initiative du socialiste *Bernardino Verro*. Ce ne

(1) Vaccaro-Russo, *La Cooperazione nell'Agricoltura Siciliana*.

fut d'abord qu'une Coopérative de Consommation, et ce n'est qu'un peu plus tard, que cette coopérative prit *in gabella*, en d'autres termes loua, une terre. Le caractère socialiste de la Coopérative suscita une grave opposition de la part des propriétaires de *Corleone* qui élevèrent des obstacles contre l'œuvre de *Bernardino Verro*. Cette *affittanza collettiva* n'existe plus du reste à l'heure actuelle.

Nous trouvons ensuite, par ordre de dates, la *Coopérative agricole* : la *Madre Terra di Castrogiovanni*, dans la province de *Caltanissetta*, formée elle aussi avec un caractère socialiste en 1894. Elle prit des terres en location en 1898. Cette coopérative existe encore.

Puis vint la *Federazione Agricola degli Operai di Bocca di Falco*. Celle-ci est neutre comme opinion, et fut fondée par le professeur *Tucci*, directeur de l'Institut royal zootechnique de *Palerme*. Cette fédération a pris sous forme de métayage, les propriétés de l'Institut royal de *Palerme*.

Enfin, on peut citer aussi, la *Société Piccola industria S Isidoro*, fondée avec tendances catholiques, à *Caltagirone*, dans la province de *Catane*, en 1900, par l'Abbé *Luigi Sturzo* ; puis la *Cooperativa Agricola di Paceco*, province de *Trapani*, créée, en 1901, par l'avocat socialiste *Montalto*.

Ces deux dernières sociétés, celle de *S Isidoro de Caltagirone*, et celle de *Paceco* devinrent comme deux centres d'action, l'un catholique, l'autre socialiste. C'est de ces deux centres que partit l'initiative pour la création d'autres *affit-*

tanze collettive en *Sicile*. La première de ces sociétés qui est catholique établit son influence dans la Sicile entière. La seconde, agit spécialement dans la province de *Trapani* où prirent naissance, dans la suite, de nombreuses *affittanze collettive*.

CHAPITRE V

LA TECHNIQUE DANS LES AFFITTANZE COLLETTIVE

Les résultats actuels des *affittanze collettive* ne peuvent pas être considérés comme définitifs, et nous n'en parlerons pas d'une façon très étendue. Il s'agit, en effet, d'associations encore jeunes, dont quelques-unes à peine organisées, associations qui n'en sont qu'à leurs premiers pas et qui se trouvent aux prises avec les plus grandes difficultés.

Si nous devons porter un jugement dès maintenant, nous dirions que, d'une façon générale, le succès s'annonce là où, comme c'est le cas en Emilie, les associés ont déjà une certaine éducation coopérative et le sentiment de leur responsabilité ; et là aussi, où les associations possèdent des moyens financiers suffisants, et les capacités nécessaires à la bonne marche technique de l'entreprise. En effet, une bonne direction technique est la première condition du succès : « Une exploitation agricole vaut comme une affaire industrielle, par la direction qui lui est imprimée. Il faut à la tête de l'entreprise un homme compétent, un directeur qui conduise l'exploitation, organise les travaux, fasse les acqui-

« sitions de semences, d'engrais, règle les assolements, etc.
« Il faut un homme au courant de la technique agricole,
« ayant les connaissances qu'on trouve chez les chefs d'en-
« treprise opérant pour leur propre compte (1). »

Un problème technique très important, par ses conséquences économiques, est celui qui a rapport à l'usage, dans les *affittanze collettive*, et spécialement dans celles a *conduzione unita*, des machines agricoles, en ce sens qu'elles limitent le travail manuel. A cet emploi des machines, s'oppose le besoin de ne pas diminuer la quantité de travail, et en fait, les travailleurs n'ont pas de propension à adopter, dans les exploitations conduites par eux, les machines agricoles. On trouve dans les *affittanze collettive* de l'Emilia, de la Romagne, et d'ailleurs, des charrues, des herSES, des batteuses, des presses à fourrage, mais nulle part nous n'avons trouvé de moissonneuses. Est-ce que l'usage des machines agricoles, y compris celles qui limitent la main-d'œuvre, est utile dans les *affittanze collettive* ?

La chose doit être examinée sans parti pris. Pour que l'emploi des machines convienne, il y a deux conditions nécessaires : 1° Que l'emploi de la machine, pour l'exécution d'un travail donné, comporte une économie par rapport à ce que coûterait le même travail, avec la simple main-d'œuvre humaine. 2° Que d'autre part, cette main-d'œuvre humaine, qui aurait été employée au travail que l'on exécute avec une

(1) M. Hitier, *Une nouvelle application de la Coopération en Agriculture*, p. 9.

machine, trouve par ailleurs à s'occuper d'une autre façon et soit rétribuée au moins de telle manière, qu'en tenant compte de l'économie apportée par la machine, elle reçoive en définitive une somme supérieure à celle que les travailleurs auraient obtenue, s'ils avaient fait eux-mêmes, à la main, le travail exécuté par la machine.

La question de l'emploi des machines agricoles est beaucoup moins importante pour les *affittanze collettive a conduzione divisa*, car là, le morcellement du domaine en une série de petits lots constitue un milieu techniquement défavorable à l'emploi des machines.

Une autre question capitale pour les *affittanze collettive* et principalement pour celles *a conduzione unita*, est la question de la direction technique. Le problème de la technique agraire a une importance plus grande que partout ailleurs dans l'Emilie, à raison des buts très complexes que poursuivent les associations de travailleurs dans cette région, et notamment celui de combattre le chômage, qui ne peut être atteint complètement qu'en adoptant des systèmes de culture bien appropriés.

Les *affittanze* de l'Emilie se sont vite rendu compte de la nécessité d'une bonne direction technique. Les premières entre toutes, les Coopératives agricoles de *Reggio Emilia*, ont cherché la solution du problème. Au *Congrès du 21 mai 1905*, ces coopératives, dans un vœu présenté par le professeur *Minguzzi*, « considérant que, pour établir l'organisation des classes ouvrières agricoles, de façon à joindre aux avantages de la petite culture, une partie de ceux

de la grande industrie agricole, il manque un organisme à la fois technique et administratif, réclamaient l'institution d'un *Office technique agraire* qui devrait prêter son concours aux Coopératives et aux Sociétés de paysans :

- a) pour les travaux de génie agricole;
- b) pour la direction des domaines ruraux pris en location, pour des expériences, des essais, et pour des conseils pour les acquisitions et les ventes collectives;
- c) pour des études concernant de nouvelles formes de sociétés coopératives, pour des conseils à propos de contrats agricoles, en résumé pour tout ce qui peut servir à mettre les cultivateurs au courant des systèmes modernes de culture, et des idées nouvelles en ce qui concerne l'agriculture et l'économie rurale ».

L'office agraire qui avait été ainsi réclamé par les Coopératives de *Reggio Emilia*, est actuellement en fonction, et un autre office semblable appelé *Ufficio Agrario tecnico legale*, a été institué dans la région de Bologne. Quant à la Coopérative de *Molinella*, elle a mis un agronome à la tête de sa direction technique.

A Modène et à Mantoue, où il y a des métayages collectifs, on ressent moins le besoin d'une direction technique spéciale, la direction de l'entreprise se trouvant convenablement assurée par l'entente entre propriétaires et travailleurs.

On tient grand compte aussi d'une bonne direction technique dans *les affittanze collettive a conduzione divisa*, bien que dans ces sortes d'associations, chaque associé cultive,

indépendamment des autres, son propre lot de terre, et soit lui-même le directeur de sa petite exploitation.

Un directeur technique pour toute l'association n'a pas, dans ces *affittanze*, le même pouvoir exécutif qu'il peut avoir dans les *affittanze a conduzione unita*. Il a plutôt ici une fonction consultative et de contrôle, mais pourtant son action peut être très efficace et très utile, en dirigeant les colons, vers les nouveaux systèmes d'agriculture, en les poussant à s'unir pour procéder ensemble : 1° à l'achat de ce qui leur est nécessaire, machines, engrais, semences, produits contre la maladie de la vigne, etc. ; 2° à la vente des produits ; 3° à l'exercice des industries agricoles (élevage de volailles, fromageries, fabrication du vin, élevage des vers à soie, etc.) ; 4° à l'assurance mutuelle contre les maladies et la mortalité du bétail, contre les incendies et la grêle ; 5° à l'exercice du crédit, caisses agricoles, etc. (1).

(1) A ce sujet, on peut citer l'avis d'un éminent agronome, le professeur Briganti qui écrivait à propos de la *Cooperativa di lavoro di Rivolta d'Adda* : « Je suis d'avis que l'on ne pourra jamais arriver à « une réelle amélioration dans la situation économique des tra-
« vailleurs, si l'on ne pense pas tout d'abord à rendre meilleures les conditions agricoles du domaine, et ce progrès agricole ne sera pas « réalisé tant que l'activité des associés restera sans ligne de con-
« duite, sans discipline, sans une véritable direction technique.

« Le but de la Société, ne doit pas se borner à transformer l'ou-
« vrier en un petit fermier isolé, sans moyen d'action, sans appui
« de personne, et lié à ces méthodes empiriques qu'il a suivies jus-
« qu'ici et qui offrent un contraste frappant avec les progrès réalisés
« dans des exploitations voisines. Si la Société se bornait à cela, le
« but de la coopération serait en partie manqué, et la situation du
« colon ne serait guère améliorée. Dans l'état actuel des choses, les

Dans le *Milanais*, beaucoup d'associations ont une *Commission technique de Vigilance* composée d'associés pris parmi les plus compétents.

Dans la région de *Bergame*, la *coopérative agricole de Calvenzano* a un surveillant des cultures.

La *Société Probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglia di Treviglio* a, à la Direction, outre un *comité directeur* qui surveille l'administration, un *Comité de Vigilance*,

« colons se trouvent dans l'impossibilité d'introduire dans leurs
« exploitations les instruments aratoires trop coûteux, charrues, se-
« moirs, herses, etc.); dans l'impossibilité également de se procu-
« rer des engrais ou des semences de bonne qualité et à des prix mo-
« dérés, et d'autre part, ils sont obligés, pour se faire de l'argent de
« vendre leurs produits trop précipitamment, et souvent au-dessous
« du prix du marché.

« En réunissant en un seul faisceau tant de forces isolées, il serait
« possible de transformer en peu de temps une agriculture qui est,
« malheureusement, encore misérable et pénible. On pourrait alors
« rendre possible l'achat d'instruments perfectionnés, l'acquisition
« de bétail, d'engrais, de semences à des prix raisonnables et avec
« les garanties de qualité nécessaires, etc. etc... Quelques lires ver-
« sées par chaque associé seraient suffisantes pour doter le domaine
« des machines indispensables, qui, au surplus, pourraient être
« payées par versements échelonnés et au moyen des gains qu'elles
« feraient réaliser.

« L'association pourrait du reste, pour ses opérations, demander du
« crédit à la Banque populaire locale.

« C'est seulement avec l'exploitation collective du domaine, qu'on
« pourra entreprendre l'aménagement des prairies nécessaires à
« l'élevage du bétail indispensable à toute exploitation moderne.
« L'amélioration sera graduelle mais incessante, continue et progres-
« sive. Tout se résume à réunir des forces jusqu'ici trop isolées et à
« donner un souffle de vie nouvelle à l'organisation technique de la
« Société. »

un *agent général* pour surveiller les champs, deux *sous-agents* et un *garde* de bois. Ont également un *Comité de Vigilance* la Société *Probi Contadini d'Arcene* dans la province de Bergame, la Société *Probi Contadini* de *Bregano* dans la province de *Côme*, la Société *Affitto Collettivo di Leno* dans la province de *Brescia* et l'*Affittanza Livornese*, de *Livourne* (Piémont), dans la province de Novare.

Mais, est-ce exactement une direction technique qu'exercent les Comités de Vigilance ? Ne sont-ce pas plutôt de simples commissions de contrôle ? Ces comités ont-ils la compétence nécessaire pour, le cas échéant, pouvoir faire adopter par les colons, un mode particulier d'exploitation ? Si l'on s'en rapporte aux Statuts de la Société *Probi Contadini di Castel Cerreto* (1), il semble bien que les Comités de Vigilance ont surtout un rôle de surveillance en ce qui concerne l'administration intérieure des sociétés, la tenue des livres, la comptabilité etc., plutôt qu'une part prépondérante dans la direction technique de l'exploitation agricole.

Pour les conseils techniques à donner aux membres des *affittanze* de la Lombardie, et surtout à ceux des *affittanze a conduzine divisa*, la *Societa Umanitaria* a constitué une section spéciale dans son propre *Office Agraire*, section dirigée par un agronome diplômé, qui remplit ses fonctions avec une méthode analogue à celle suivie par les titulaires de *chaires ambulantes d'agriculture*.

(1) Voir aux documents les statuts de la Société *Probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglie di Treviglio*, art. 29.

En *Sicile*, les conditions générales de l'agriculture sont si défectueuses, que souvent le remplacement du *gabelloto* par une association de travailleurs n'apporte aucune modification ni aucune amélioration au système de culture.

« En effet, dit le professeur *Bruttini* (1), le journalier de-
« venu petit locataire, mais manquant d'animaux et de maté-
« riel, a intérêt seulement à cultiver des fèves et du blé parce
« qu'il en retire des produits qu'il peut vendre prompte-
« ment, et qui peuvent également servir à son alimentation.
« Les prairies naturelles et artificielles, les cultures alter-
« nantes, et l'élevage du bétail ne se rencontrent guère chez
« ces petits exploitants, et la productivité du sol ne se trouve
« guère augmentée, parce que la petite quantité d'engrais
« chimiques dont ils disposent ne suffit pas à assurer
« une amélioration sensible et durable de la produc-
tion. »

Dans toute la *Sicile*, bien peu d'*affittanze collective*, ont du bétail sur les terres qui leur ont été affermées. On peut citer parmi celles qui en ont, la *Società piccola Industria Agricola S. Isodoro di Caltagirone* et la *Coopérativa Agricola di Paceco*.

Les instruments agricoles sont aussi très rares dans ces exploitations, et ceux que l'on trouve sont d'un modèle arriéré. Quelques coopératives pourtant, par exemple, celle de *Paceco* et de *monte S Giuliano* ont une machine à battre qui

(1) *Bollettino quindicinale della Società degli Agricoltori Italiana*, 1904. « Il movimento cooperativo agrario in Provincia di Trapani ».

leur est du reste absolument nécessaire, vu l'étendue de leurs terres cultivées en blé.

On peut conclure de tous ces détails que dans les *affittanze Collettive* de la Sicile, la direction technique, n'est pas ce qu'elle devrait être.

Presque toutes les associations siciliennes ont à leurs gages des *surveillants* chargés de surveiller les *colons*. De plus, les coopératives agricoles de la province de Trapani ont, presque toutes, dans chacun de leurs domaines, un *arpenteur* chargé de partager les terres et de répartir les lots entre les associés. Elles ont aussi un directeur des travaux aidé par un ou deux surveillants.

Dans ces derniers temps, la *Coopérative agricole de Monte S Giuliano* a pris l'initiative de former entre les sociétés semblables de la Province de Trapani, une *Fédération* dans le but d'éviter que les sociétés ne se fassent concurrence pour l'obtention des terres en location, et aussi pour leur faciliter l'acquisition des matières nécessaires à l'agriculture, la vente de leurs produits, et pour satisfaire à tous les besoins en général de l'exploitation.

Nous pouvons dire un mot, en passant, de la *Tenue des Livres* dans les *affittanze collettive*. Un grand nombre d'entre elles ont des écritures suffisamment bien tenues. Quelques sociétés ont un véritable *comptable*. D'autres confient la tenue des livres à un simple *secrétaire*. D'autres enfin sont affiliées à des institutions de crédit ou à des coopératives de consommation, qui se chargent de la tenue des livres.

La Fédération des *Coopératives agricoles* de la province de Reggio Emilia a pourvu à l'institution d'un *office central de Comptabilité* qui permettra aux coopératives agricoles d'avoir une comptabilité uniforme et tenue suivant les progrès modernes.

CHAPITRE VI

LE CRÉDIT DANS LES AFFITTANZE COLLETTIVE

Les associés des *affittanze collettive* sont de simples travailleurs, et leurs organisations naissent avec un capital minime qu'ils ne peuvent généralement réunir que lentement et avec difficulté. Souvent même, ce capital ne peut suffire à tous les besoins nécessités par une mise en exploitation rationnelle des domaines loués. On peut dire que le défaut de capitaux est la raison principale qui fit accueillir avec défiance les premières tentatives d'*affittanze collettive*.

Le professeur *Samoggia* a entrepris de dissiper cette défiance, et voici ce qu'il écrit : « Il est certain que, concéder
« des terres à des travailleurs riches de bonne volonté, mais
« pauvres en ressources pécuniaires, peut ne pas être conforme aux exigences de l'économie rurale moderne, qui
« fait passer en seconde ligne le travail, pour se préoccuper
« surtout du capital et de l'intelligence apportés dans une
« exploitation. Mais, répondrons-nous, une telle objection
« peut-elle avoir de la valeur dans notre pays d'Italie ?

« L'agriculture italienne cultive des terrains en grande

« partie accidentés, et par la même nécessitant beaucoup de
« main-d'œuvre humaine, et peu propices à l'emploi des ma-
« chines. Elle exploite beaucoup de bois, et par conséquent
« doit faire une grande dépense de travail humain. D'autre
« part, nous avons une main-d'œuvre rurale abondante, qui
« relativement aux autres pays, a de modestes prétentions,
« en sorte que souvent, même dans les exploitations privées.
« lorsqu'on introduit quelque machine, on ne renvoie pas
« pour cela des salariés, car ils se contentent de peu de
« chose et ne sont guère une charge. »

Il ne nous semble pas que ces observations du professeur *Samoggia* soient de nature à dissiper la défiance envers les *affittanze collettive*, car les terres sur lesquelles on voit le plus souvent naître ces associations, ne sont pas des terrains accidentés, mais bien des plaines où les machines peuvent être d'un emploi facile et où, étant donnée l'étendue des exploitations, l'usage de ces machines, même des plus coûteuses, comme les machines à battre, est non seulement utile, mais nécessaire. De plus, si on veut faire de l'agriculture moderne, pourvoir aux loyers qu'il y aura à payer, aux dépôts de garantie, aux dépenses indispensables de gestion, il faut toujours un capital important. Cela est si vrai que presque toutes les *affittanze collettive* ont dû contracter, non seulement au moment de leur formation, mais même par la suite, des emprunts importants.

Comment les *affittanze collettive* se procurent-elles les fonds qui leur sont nécessaires ?

Elles s'adressent pour cela . $\left\{ \begin{array}{l} 1^o) \text{ à leurs associés ;} \\ 2^o) \text{ à des particuliers non associés ;} \\ 3^o) \text{ à des institutions de crédit ;} \\ 4^o) \text{ à d'autres associations.} \end{array} \right.$

Crédit fait par des associés.

Les associés font crédit à la Société, ou en déposant dans la Caisse sociale, leurs épargnes ; ou en lui prêtant, en totalité ou en partie, le salaire auquel leur travail leur donne droit.

Les associés des Coopératives agricoles des environs de *Reggio*, notamment de celles de *Fabbrico*, de *S. Vittoria* et de *Brugneto*, commencèrent à former le capital qui leur était nécessaire, en faisant des sacrifices personnels, et en versant à titre de prêt, à la Caisse sociale, leurs petites économies, celles qu'ils avaient faites pendant les mois d'émigration, c'est-à-dire pendant les mois où ils s'étaient rendus à l'étranger, par exemple, en France, pour faire la moisson. Nous avons déjà parlé du Crédit fait par les associés au moyen de leurs salaires quand nous avons expliqué l'organisation de la *Coopérative agricole de Fabbrico*. Toutes les *Coopératives de l'Emilie* recourent à cette forme de crédit. Les associés reçoivent ordinairement, au lieu du salaire entier, ou au moins au lieu d'une partie de ce salaire, un *bon* qui représente la somme dont on leur reste redevable, *bon* qui leur est remboursé dans le courant de l'année, au moment de la vente des récoltes le plus souvent. Nous devons signaler parmi les *affittanze a conduzione divisa*, la Coopérative agricole de *Calvenzano*, dont les associés, dans les premiers temps de sa formation, poussèrent l'esprit de sacri-

fice jusqu'à porter au Mont-de-Piété leurs vêtements pour pouvoir prêter à la Caisse sociale.

Crédit fait par des particuliers.

On trouve quelquefois des amis de l'*affittanza*, qui avancent les capitaux nécessaires. Parfois même ce sont les propriétaires des terrains pris en location qui font ces avances.

Dans les sociétés catholiques de la Lombardie, on a inscrit au nombre des associés, avec le titre d'associés honoraires, des personnes aisées, souvent les curés des communes, qui servent de caution pour la société et de garantie vis-à-vis des particuliers et des institutions de Crédit, facilitant ainsi les emprunts. C'est en partie pour cette raison, qu'on n'a pas jugé nécessaire de donner la forme commerciale aux Sociétés catholiques lombardes.

A *Altedo di Bologna*, la société paye ses membres non pas en argent, mais avec un bon qui est accepté par les commerçants de la localité.

Crédit fait par des Institutions de Crédit.

Les Italiens nous ont devancé dans l'œuvre de l'organisation du Crédit Agricole. Comme en France, ils avaient d'abord tenté d'organiser ce Crédit par en haut, c'est-à-dire avec une Banque générale, mais devant l'insuccès de cette tentative, ils cherchèrent à obtenir le crédit agricole par en bas, au moyen de petites sociétés de crédit locales, et notamment au moyen des *cuiasse rurales* qui sont caractérisées par le concours qui leur est fourni par les Caisses d'épargne. On peut dire que la faculté donnée en Italie aux Caisses d'épargne, de

faire des prêts avec les dépôts qui leur sont confiés, a été d'un puissant secours pour la classe agricole, et a contribué dans une large mesure à la régénération du pays. En Italie, l'institution des Caisses d'épargne est très répandue. On estime à un milliard de liras les dépôts qui leur sont confiés. C'est beaucoup, car la petite épargne est moins développée en Italie qu'en France. Ces Caisses d'épargne sont conçues suivant différents types. Il y a d'abord la *Caisse postale*, qui correspond à la Caisse d'épargne postale française, mais cette caisse qui, en 1900, représentait 350 millions de dépôts, n'a pas la libre disposition de ses fonds ; elle doit les verser à la *Caisse des Dépôts et Prêts*. A côté de cette caisse Postale, il y a les *Caisses d'épargne municipales* et les Caisses fondées par des institutions de bienfaisance. Celles-là peuvent disposer de leurs fonds et donnent une très large part au Crédit Agricole. Pourtant elles ne prêtent pas généralement directement aux cultivateurs. Il y a le plus souvent un organe intermédiaire qui est la *Caisse rurale* ou la *Caisse de Crédit Agricole*. C'est elle qui fera l'enquête sur la moralité de l'emprunteur et, en quelque sorte, le cautionnera vis-à-vis de la Caisse d'épargne. Il y a double avantage dans cette combinaison : plus grande facilité pour contrôler la moralité de l'emprunteur, et garantie donnée à la Caisse d'épargne.

Un certain nombre d'*affittanze collettive* sont affiliées à des Caisses rurales qui leur procurent ainsi le capital nécessaire. Ces caisses rurales sont, par exemple, la caisse rurale de *Cà de Soresini*, dans la province de *Crémone*, la Caisse rurale de *Francofonte*, dans la province de Syracuse, bea

coup d'autres *Caisses*, et le *Piccolo Credito di Rho* dans la province de Milan.

D'autres *affittanze collettive*, spécialement des catholiques, sans être affiliées à des institutions de crédit, comme les *Caisses rurales*, vivent pourtant en excellents rapports avec elles, et en obtiennent facilement des prêts.

Quelques associations ont obtenu aussi des prêts, directement des *Caisses d'épargne*, comme par exemple la *Coopérative Braccianti de Ravenna*. D'autres, comme la *Coopérative agricole de Marsala*, ont eu recours à des *Banques Populaires* (1).

Quant à la *Banque de Sicile*, elle ouvre directement des crédits aux associés des *Coopératives agricoles*, moyennant la garantie de ces coopératives.

Dans la province de *Reggio Emilia*, les *affittanze collettive* trouvent du crédit, non seulement auprès de leurs associés, de particuliers, et des caisses rurales locales, mais aussi auprès de la *Banque des Coopératives* fondée le 11 octobre 1903 par la *Camera di Lavoro* avec la participation d'un certain nombre de coopératives, au capital de 100.000 liras. Cette banque est autorisée à faire des opérations de réescompte, avec l'*Istituto di Credito* établi près de la *Società Umanitaria* de Milan, avec la *Banque de Naples*,

(1) M. Luzzatti fut le promoteur de ces *Banques populaires*. Elles étaient au nombre de 50 en 1890, avec un modeste capital de 15 millions. En 1900, il y en avait 750 avec un capital de 95 millions. Ces *Banques* fonctionnent, non seulement pour les agriculteurs, mais pour les petits industriels et les petits commerçants.

le *Crédit italien*, et la *Banque populaire de Reggio*. Elle fait également des opérations pour plus de 100.000 livres avec les coopératives de production et de consommation.

L'*Istituto di Credito* dont nous venons de parler, et qui a son siège près de la *Società Umanitaria* de Milan, est une coopérative avec un capital actions de 400.000 livres et un fonds de réserve de 1.600 livres. Il fut institué en mai 1904, et commença à fonctionner en juillet suivant. Il fait des opérations de crédit avec les coopératives en général, et depuis sa fondation, jusqu'au 31 décembre 1905, il avança une somme de 74.000 livres à des associations agricoles (1).

Au *Congrès Coopératif de Crémone*, ouvert le 19 septembre 1907, sous la présidence de *M. Luzzatti*, on vota, sur le rapport de *M. Lévi della Vida*, l'organisation à *Plaisance* d'une *Caisse Centrale italienne de Crédit Agricole* au capital de 2 millions, pouvant, d'après les statuts provisoires, être élevé à 10 millions par le Conseil d'Administration.

« Cette Caisse centrale, dit *M. de Rocquigny*, dans son rapport sur le *Congrès de Crémone*, répond à un besoin manifeste de l'agriculture, encore insuffisamment pourvue des moyens de faire appel au crédit, une organisation générale du Crédit agricole lui faisant défaut. »

Crédit fait par d'autres associations.

Les ligues d'amélioration et leurs fédérations ont aussi fait crédit aux *affittanze collettive*. A *Fabbrico*, la Ligue d'amé-

(1) *Periodico l'Umanitaria*, n° del Gennaio, 1906.

lioration locale a fait crédit à la Coopérative agricole de Fabricio. La Fédération des Ligues d'amélioration des environs de Bologne, a, de son côté, fait crédit à la *Coopérative agricole d'Altedo*. Ont fait de même pour les *affittanze* de leur localité, les ligues d'amélioration de *Caravaggio de Bergame*, de *Guastalla*, de Bologne, etc.

Formes de Crédit qui sont les mieux adaptées aux besoins des affittanze collettive.

Pour que les *affittanze* puissent prospérer, il faut de toute nécessité, qu'elles trouvent des capitaux à bon compte, au taux le plus bas possible, et avec des délais suffisants pour le remboursement, car les agriculteurs sont obligés d'attendre les moissons dont la vente leur permettra de rembourser les emprunts qu'ils auront faits. Malheureusement, dans la pratique, on ne trouve à emprunter généralement qu'à un taux trop élevé, et avec des échéances de remboursement trop rapprochées. De plus, il y a de gros frais supplémentaires de timbre, de provisions à verser, etc. Les institutions de Crédit, créées en vue de venir en aide aux coopératives agricoles, ne remplissent pas encore toutes les conditions désirables, et ne satisfont pas aux besoins nécessaires, malgré les excellentes intentions de leurs administrateurs. Elles doivent recourir au réescompte de leur portefeuille, ce qui les force à ne prêter l'argent qu'à un taux élevé, et de plus elles imposent aux *affittanze collettive* des clauses rigoureuses, spécialement en ce qui concerne la garantie. Il est indiscutable que le Crédit ainsi organisé grève lourdement le budget des *affittanze* et ne se prête pas aux conditions des

exploitations rurales, qui ont besoin de faire correspondre leurs échéances avec le moment de la vente des récoltes.

Il faudrait organiser le crédit agricole sur des bases plus faciles, plus commodes et moins coûteuses.

On s'occupa de la question au *Congrès des Coopératives agricoles* tenu le 8 octobre 1905 à Reggio Emilia, et les membres du Congrès demandèrent le vote de dispositions législatives, assurant aux Coopératives légalement constituées, et pouvant se fédérer par province ou par arrondissement, la possibilité de trouver du Crédit rapidement et facilement, à un taux ne dépassant pas 4 0/0. Les prêteurs auraient, comme gage, les exploitations, avec la garantie morale des directeurs des associations agricoles, et ces prêteurs seraient des *Institutions* créées en vue de fournir le Crédit, et auxquelles on donnerait un privilège sur les recettes et sur tous les produits des domaines coopératifs (1).

(1) Dans ce Congrès de Reggio Emilia du 8 octobre 1905, l'honorable *Maffi*, secrétaire général de la Ligue nationale des Coopératives, présenta un projet de loi pour une *Banque coopérative d'Etat*. La Banque devait avoir un capital initial de 3 millions, formé avec le concours de l'*Etat*, de la *Société Umanitaria*, de la *Banque d'Italie*, et des Caisses d'épargne. Son rôle devait être, entr'autres, celui de fournir les moyens financiers pour prendre en location sous forme de fermage ou de métayage, ou même par bail emphytéotique, des terres destinées à être cultivées par des coopératives, et de fournir le crédit nécessaire pour l'exercice de l'industrie agricole aux Coopératives de production agraire, constituées par des ouvriers ou de très petits propriétaires.

Un autre projet de loi fut présenté par l'honorable *Pantano*, à la Chambre des Députés, dans la séance du 8 mars 1906. Il visait la constitution d'un fonds national pour la colonisation à l'intérieur,

La garantie dans le Crédit agricole

Un des plus grands obstacles au crédit, pour les *affittanze collettive*, apparaît lorsqu'on discute leur solvabilité. Quelles garanties peuvent-elles donner aux propriétaires de terres, et à leurs créanciers ? Il est certain que la possibilité de donner une garantie suffisante représente la première condition pour qu'une *affittanza* puisse vivre. Un propriétaire, que ce soit un particulier ou un établissement public, ne peut accepter de céder ses terrains à des associations de travailleurs qui ne lui garantiraient pas, outre une bonne culture, le paiement du fermage ; et d'autre part, une Institution de Crédit ou un particulier ne peuvent prêter leurs capitaux sans une garantie qui leur assure le remboursement. Dans le cas de personnes morales, telles que les Oeuvres Pies, la garantie prend une importance encore plus grande.

fonds qui serait administré par un Comité, sous la surveillance du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. Ce projet de loi contenait des dispositions tendant à procurer le Crédit aux Coopératives de travailleurs ; ainsi le Comité ayant l'administration du fonds national devait faire les opérations suivantes :

a) *Avances* pour le paiement des fermages, pour une durée à déterminer par un règlement, mais qui ne serait en tous cas, pas inférieure à cinq ans. Ces avances seraient remboursables par amortissements, échelonnés dans une période n'excédant pas dix ans.

b) *Prêts* amortissables pour constructions et transformations de constructions agricoles.

c) *Avances et prêts* pour couvrir les frais d'assurances, pour acquisition de matières premières, de bétail et d'instruments.

Les opérations du Comité seraient garanties par des privilèges spéciaux, établis par les lois du 23 janvier 1887, 7 juillet 1901 et 31 mars 1903.

Voici, d'après nos recherches, les formes de garantie offertes par les *affittanze collettive*, lorsqu'elles veulent prendre des terres en location, ou emprunter des capitaux.

D'abord, elles avancent généralement aux propriétaires de terres, à titre de caution, une somme correspondant à une année de fermage. Le montant de cette caution, et les autres capitaux nécessaires à l'exploitation sont, le plus souvent, fournis à titre de prêt, à l'*affittanza*, par des particuliers ou des sociétés s'intéressant à l'Association, sous la garantie de personnes solvables.

La Coopérative agricole de *Fabbrico*, dans un récent contrat de location (1) put résoudre de la façon suivante, le problème de la caution : la garantie du loyer due au propriétaire fut fournie par la Banque des Coopératives de Reggio Emilia, moyennant la signature d'un riche particulier.

La Coopérative agricole de *Molinella* oblige ses associés à participer directement à la formation de la garantie des emprunts contractés par l'association. Elle leur retient dans ce but, une partie de leurs salaires. L'*Istituto di Credito per le Cooperative*, près la Société *Umanitaria* de Milan, fournit des capitaux à cette Coopérative de Molinella, à condition que celle-ci retienne, pour aider au remboursement, 50 0/0 des salaires, et l'*Istituto* s'est réservé le droit, non seulement de s'assurer que la retenue sur les salaires est faite, mais il a voulu encore, pour assurer davantage sa tranquillité, avoir

(1) Contrat par lequel cette Coopérative prend à bail la « Battistona », propriété de Médici.

un droit de surveillance technique et administrative sur le fonctionnement de l'exploitation. Il entend suivre le même mode de procéder avec toutes les *affittanze collettive*, qui s'adresseront à lui dans l'avenir.

Une autre forme de garantie, digne de remarque, est celle demandée aux *affittanze collettive* par quelques OEuvres Pies de la Lombardie. Dans le contrat de louage entre l'administration de l'Orphelinat de garçons de Bergame, et la Société *Probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglie à Treviglio*, cette administration demande :

a) Que les ouvriers déposent, comme tous ses autres locataires et fermiers, une caution égale au double du loyer annuel, et le montant de cette caution se trouve augmenté par le fait que les titres déposés en garantie ne sont acceptés qu'avec un rabais de 1/10 de leur valeur.

b) Que les ouvriers soient constitués légalement en société, et que cette société soit dirigée par 3 personnes capables et riches, acceptées par l'administration de l'OEuvre Pie, et que ces 3 personnes se rendent responsables solidairement et d'une façon illimitée des engagements sociaux envers l'OEuvre Pie, et pour toute la durée de la location. Ces trois mêmes personnes garantissent également le remboursement, par la société dont ils sont les directeurs, des capitaux obtenus à titre de prêt.

Pour terminer, disons un mot de la forme de garantie donnée par la *coopérative agricole* de *Monte S Giuliano* de *Trapani*, aux propriétaires des terres qu'elle a prise en location, et à la Banque de Sicile qui a fait crédit à ses associés.

A quelques propriétaires, la Société de Trapani verse une caution ; à d'autres elle laisse choisir, parmi ses associés, quelques-uns des plus solvables, et ceux-ci donnent la garantie pour toute la société.

Quant à la Banque de Sicile qui consent des avances, non à la société elle-même, mais aux associés pris séparément, elle fait ces prêts moyennant la garantie solidaire des *consiglieri* de la Société, et la garantie de la Société elle-même, qui renonce en faveur de la Banque, à son privilège légal sur les récoltes des terres cultivées par ses associés.

En résumé, le crédit n'a pas manqué aux *affittanze collettive*. Il est arrivé pour ainsi dire par bribes et en détail, dans une proportion pas toujours suffisante pour les besoins du moment, ayant à surmonter des obstacles nombreux, et quelquefois sous des formes un peu extraordinaires ; mais même ainsi, le fait que toutes les associations ont pu obtenir du crédit en donnant les garanties demandées, est très encourageant et est une preuve de la faveur dont commencent à jouir les *affittanze collettive*.

Comme conclusion, et en ce qui touche l'avenir réservé aux *affittanze*, nous ne pouvons pas encore donner une réponse définitive, car nous n'avons encore assisté qu'aux premiers essais de ces Coopératives. Il est cependant hors de doute que cette institution ne pourra prospérer que lorsqu'elle trouvera facilement les ressources suffisantes, non seulement pour payer des salaires normaux, mais aussi pour subvenir à tous les besoins d'une exploitation rurale.

En tous cas, nous ne pouvons que blâmer les tendances

de certaines de ces coopératives qui, trop confiantes en elles-mêmes, et trop hardies, ne craignent pas d'assurer l'exploitation d'un domaine, en consentant un fermage trop élevé. Elles s'exposent ainsi aux plus grandes difficultés et peut-être à l'insuccès final.

Pour réussir, une entreprise de ce genre, doit être avantageuse au point du vue financier, et bien administrée. Elle doit joindre, à une exploitation bonne par elle-même, une organisation rationnelle, et une direction technique intelligente.

Si elle remplit ces conditions, l'*affittanza collettiva* trouvera facilement du crédit, et atteindra le but qu'elle se propose qui est de remédier aux souffrances de l'ouvrier agricole, en lui procurant du travail, en lui donnant un salaire convenable, et en lui assurant ainsi les moyens de gagner sa vie et celle de sa famille.

APPENDICE

Nous allons donner ci-après la liste générale des *affittanze collettive* existant à la fin de 1906; puis nous indiquerons les tendances politiques et religieuses de chacune de ces associations. Enfin nous dirons quelques mots du bilan d'une *affittanza collettiva a conduzione unita* (1), et nous montrerons en un tableau, pour terminer, l'importance des principales *affittanze*, au triple point de vue du nombre des associés, de la quantité d'hectares pris en location et du montant du fermage.

(1) Pour les *affittanze a conduzione divisa*, il ne saurait être question de Bilan. Il faudrait pour être renseigné sur leurs résultats « financiers, avoir la comptabilité de chacune des exploitations autonomes établies sur le domaine loué par la Société, et fractionné ensuite entre ses membres; il n'y faut pas songer. Pas plus en Italie qu'en France, la tenue d'une comptabilité régulière, n'est le fait des petites exploitations. »

M^e Hitier : Une nouvelle application de la Coopération de production en Agriculture : page 14.

LISTE DES AFFITTANZE COLLETTIVE EXISTANT A LA FIN DE 1906

I

Affittanze à conduzione unita.

Emilie, Romagne et régions voisines.

Sept dans la Province de Reggio Emilia.

- | | | |
|------------------|---|-------------------------|
| 1. Brugnato. | } | Coopératives agricoles. |
| 2. Campagnola. | | |
| 3. Fabbriico, | | |
| 4. Rio Saliceto. | | |
| 5. Reggiolo. | | |
| 6. S. Vittoria. | | |
| 7. Bettolino. | | |

Deux dans la Province de Modène.

- 8. Migliarina e Budrione. Coopérative agricole.
- 9. Fossoli. Groupe de travailleurs.

Quatre dans la province de Bologne.

- | | | |
|------------------------|---|-------------------------|
| 10. Altedo. | } | Coopératives agricoles. |
| 11. Molinella. | | |
| 12. Pegola Monticelli. | | |
| 13. Saletto. | | |

Une dans la province de Ravenne.

14. Lavezzola. Cooperativa Braccianti.

Une dans la province de Mantoue.

15. S. Rocco. Ligue d'amélioration.

Trois dans la province de Rovigo.

16. Arquà Polesine. {
17. Boara Polesine. { Caisses rurales.
18. Mardimago, {

D'autres coopératives à *Condizione unita* se sont formées depuis la fin de 1906. ou sont en voie de formation :

Une dans la province de Parme.

19. Borgo S. Donnino. Coopérative agricole.

Quatre dans la province de Reggio Emilia.

20. Aiola.

21. Montecchio,

22. Praticello.

23. S. Bernardino.

Deux dans la province de Bologne.

24. Medicina.

25. Budrio.

II

Affittanze a conduzione divisa.

Emilie et Romagne.

Une dans la province de Reggio Emilia.

1. Cavriago. Coopérative agricole.

Une dans la province de Ravenne.

2. Ravenna. Cooperativa Braccianti.

Une dans la province de Novare.

3. Livorno Vercellese. Affittanza Livornese.

Lombardie.

Neuf dans la province de Milan.

4. Bellinzago. Coopérative agricole.

5. Brugherio. Società Coloni.

6. Magnago. Società Contadini.

7. Muggiano. Società Contadini.

8. Pozzuolo Martesana. Coopérative agricole.

9. Rho. Società Piccolo Credito.

10. Subbiato Inferiore. Cassa rurale di Depositi e prestiti.

11. Vaprio d'Adda. Consorzio agrario fra Contadini dell'Ospedale Cotta Oltrocchi.

12. Vimodrone. Coopérative agricole.

Neuf dans la province de Bergame.

13. Arcene. Società Probi Contadini.

14. Calvenzano. Coopérative agricole.
15. Calvenzano. Union rurale.
16. Caravaggio. Coopérative entre les travailleurs de la terre.
17. Pognano. (Petite affittanza composée seulement de deux familles d'ouvriers agricoles).
18. Sforzatica. Société des Paysans de Vailetta, Sabbio et Sforzatica.
19. Treviglio. Società probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglie.
20. Treviglio. Società Contadini dell' Orfanotrofio femminile
21. Villasola. Società Contadini (1).

Deux dans la province de Côme,

22. Bregano. Società Contadini.
23. Mariano. Union rurale.

Une dans la province de Brescia.

24. Leno. Società affitti Collettivi S. Isidoro.

Trois dans la province de Crémone.

25. Ca' de' Soresini. Cassa rurale di prestito S. Pietro.
26. Rivolta d'Adda. Cooperativa di Lavoro.
27. Vailate, Société agricole : La Madre Terra.

(1) La Société de Villasola est l'*affittanza* ayant le bail de la plus longue durée : Elle a loué pour 30 ans une propriété de 59 hectares au Comte Zozzi.

Ont été formées depuis 1906, ou sont en formation les affittanze suivantes :

Une dans la province de Novare.

28. Fontanetto. Coopérative agricole.

Une dans la province de Bergame.

29. Treviglio. Società affitto Collectivo di Spirano.

Sicile.

Onze dans la province de Palerme.

30. Bisacquino. Ligue coopérative agricole catholique.

31. Bocca di Falco. Fédération agricole des ouvriers.

32. Corleone. Coopérative S. Leoluca.

33. Caltavuturo. Caisse rurale.

34. Campofelice di Fitalia. Coopérative agricole de travail.

35. Giuliana. Ligue coopérative agricole catholique.

36. Partinico. Cooperativa agraria intercomunale di lavoro.

37. Piana dei Greci. Coopérative agricole.

38. Piana dei Greci. Ligue coopérative agricole catholique.

39. Sciarra. Ligue coopérative agricole catholique.

40. S. Mauro Castelveide. Ligue catholique. Coopérative agricole de travail.

Douze dans la province de Trapani.

41. Catalafimi. Ligue coopérative agricole catholique.

42. Calatafimi. Coopérative agricole.

43. Marsala. Coopérative agricole.

- 44. Marsala. Ligue du Peuple.
- 45. Monte S. Giuliano. Coopérative agricole.
- 46. Paceco. Coopérative agricole.
- 47. Salemi. Coopérative agricole.
- 48. Salaparuta. Coopérative agricole.
- 49. Vita. Coopérative agricole.
- 50. Trapani (Ballotta) Coopérative agricole.
- 51. Mazzara del Vallo. Coopérative agricole.
- 52. Marausa. Ligue des Paysans.

Dix dans la province de Girgenti.

- 53. Burgio. Coopérative agricole catholique de travail.
- 54. Cattolica Eraclea. Caisse rurale catholique.
- 55. Casteltermini. Caisse rurale catholique.
- 56. Girgenti. Société agricole catholique.
- 57. Palma Montechiaro. Ligue coopérative agricole catholique.
- 58. Ravanusa. Caisse rurale du Sacré-Cœur.
- 59. Ribera. Coopérative de travail S. Joseph.
- 60. Saint' Angelo Muxharo. Caisse rurale catholique.
- 61. Sciacca. Ligue coopérative agricole catholique.
- 62. S. Stefano Quisquina. Ligue coopérative catholique.

Sept dans la province de Callanisetta.

- 63. Castrogiovanni. Società la Madre Terra.
- 64. Castrogiovanni. Union des Paysans.
- 65. Mazzarino. Société agricole coopérative de production et de travail.
- 66. Niscemi. Piccola Industria S. Maria del Bosco.

- 67. Piétraperzia. Caisse rurale catholique.
- 68. Valguarnera. Ligue coopérative agricole catholique.
- 69. Valguarnera. Ligue agricole et coopérative de production et de consommation.

Une dans la province de Syracuse.

- 70. Francofonte. Caisse rurale catholique de crédit et de travail.

Deux dans la province de Catane.

- 71. Caltagirone. Ligue de résistance.
- 72. Caltagirone. Società Piccola industria S. Isidoro.

Ont été formées depuis 1906, ou sont en formation en Sicile, les affittanze suivantes :

Sept dans la province de Palerme.

- 73. Prizzi. Ligue coopérative agricole catholique.
- 74. S. Giuseppe Jato. Coopérative agricole catholique.
- 75. Vicari. Coopérative agricole catholique.
- 76. Ventimiglia. Coopérative agricole catholique.
- 77. Petralia Sottana. Société agricole.
- 78. Recalmuto. Società Piccola Industria agricola Maria Immacolata.

- 79. Villarosa. Coopérative agricole Regina Elena.

Une dans la province de Trapani.

- 80. Alcamo. Ligue coopérative agricole.

Une dans la province de Caltanissetta.

- 81. Resuttano. Ligue coopérative agricole catholique.

Une dans la province de Girgenti.

82. S. Stefano Quisquina. Ligue coopérative (il en existait déjà une précédemment).

Une dans la Province de Catane.

183. Scordia. L'existence d'une *affittanza collettiva* dans cette localité, est incertaine. Elle est indiquée seulement par M. Pompeo Colajanni dans son livre : *Le Istituzioni cooperative in Sicilia*.

Il y a donc au total 108 *affittanze collettive* dont 25 *a conduzione unita* et 83 *a conduzione divisa*.

TENDANCES POLITIQUES ET RELIGIEUSES DES AFFITTANZE

COLLETTIVE (1)

(1) Nous indiquons ici les tendances politiques et religieuses des *Affittanze Collettive*, mais, dans la généralité des cas, la création de ces Associations n'a pas eu un but politique ou confessionnel. Sans doute, comme nous l'avons vu précédemment, un certain nombre des *Affittanze*, ont été fondées par des socialistes avec des visées d'organisation prolétarienne, mais ces coopératives socialistes sont peu nombreuses, et en résumé, nous pensons que les fondateurs des *Affittanze Collettive* italiennes n'ont eu le plus souvent en vue que l'amélioration du sort de la classe ouvrière agricole, et n'ont nullement voulu faire de ces coopératives une arme destinée à servir tel ou tel parti politique. Les tendances, socialistes pour les unes, catholiques pour les autres, de ces *Affittanze*, sont simplement le reflet des opinions de leurs fondateurs, et il ne faut pas selon nous, y attacher une trop grande importance. En faisant une distinction, entre les *affittanze* catholiques et les *affittanze* socialistes, nous avons seulement voulu montrer que les partis les plus opposés se sont également préoccupés, en Italie, de remédier aux maux qui désolaient le prolétariat agricole.

I

Affittanze a conduzione unita

Sur les 25 *affittanze a conduzione unita*, 15 sont socialistes, 3 sont catholiques et 7 n'ont pas de tendances encore bien connues.

Province de Reggio Emilia.

Les six coopératives de *Brugneto*, *Campagnola*, *Fabbrico*, *Reggiolo*, *Rio Saliceto* et *S. Vittoria*, adhèrent à la Camera del Lavoro de *Reggio Emilia* et ont un caractère socialiste. Quant à la société des Paysans de *Bettolino*, elle a l'intention de se constituer en société anonyme coopérative et s'affiliera également à la Camera del Lavoro.

Province de Modène.

Les deux sociétés de *Fossoli di Carpi* et de *Migliarina e Budrione di Carpi* ont été fondées par des Ligues d'amélioration, et sont socialistes.

Province de Bologne.

Les associations d'*Altedo*, de *Molinella*, de *Pegola Monticelli* et de *Saletto* font partie de la Fédération des Travailleurs de la Terre près la Camera del Lavoro de Bologne, et ont des rapports avec les organisations politiques de caractère socialiste.

Province de Ravenne.

On y compte une seule *affittanza a conduzione unita* celle de Lavezzola, qui a des tendances socialistes.

Province de Mantoue.

Une seule association, celle de *S. Rocco* : Elle est socialiste, et affiliée à la Fédération des travailleurs de la terre de Mantoue.

Province de Rovigo.

Les trois caisses rurales de cette province, à *Arqua Polesine*, *Boara Polesine* et *Mardimago* sont catholiques.

Enfin les sept associations suivantes n'étaient encore que dans la période de formation en 1906, et nous ne connaissons pas leurs tendances d'une manière certaine ; ce sont les coopératives de *Borgo S. Donnino* dans la province de *Parme*, d'*Aiola*, de *Montecchio*, de *Praticello*, de *S. Bernardino*, dans la province de *Reggio Emilia*, de *Budrio* et de *Medicina*, dans la Province de *Bologne*.

II

Affittanze a conduzione divisa.

Sur les 83 *affittanze collettive a conduzione divisa*, 55 sont catholiques, 19 sont socialistes et 9 sont neutres et sans tendances connues.

Emilie et Romagne.

L'*affittanza* de *Cavriago* est socialiste et affiliée à la chambre de travail de *Reggio Emilia*.

Province de Ravenne.

L'*affittanza* de *Ravenne* est socialiste.

Novare.

L'*affittanza* de *Livorno Vercellese* est catholique.

Lombardie.

Province de Milan.

Presque toutes les *affittanze collettive* du Milanais sont catholiques, ainsi celles de *Brugherio*, *Magnano*, *Muggiano*, *Rho*, *Subbiato inferiore*, *Vaprio d'Adda*, *Bellinzago* et *Pozzuolo Martesana*. La seule coopérative agricole qui ne soit pas dans ce cas, est celle de *Vimodrone* qui est socialiste, et a été fondée par la Ligue Nationale des Coopératives qui a son siège à Milan.

Province de Bergame.

Sauf les coopératives agricoles de *Calvenzano* et de *Caravaggio*, qui sont socialistes, toutes les autres *affittanze collettive* de cette région, sont catholiques. Ce sont celles d'*Arcene*, de *Calvenzano* (union rurale catholique qu'il ne faut pas confondre avec la Coopérative agricole du même lieu qui est socialiste), de *Pognano*, de *Sforzatica*, de *Treviglio* (2 associations) et de *Villasola*.

Province de Côme.

Deux associations, toutes les deux catholiques, celles de *Bregano* et *Mariano*.

Province de Brescia.

Une association catholique, celle de *Leno*.

Province de Crémone.

Les associations de *Rivolta d'Adda* et de *Vailate* sont neutres. Celle de *Cà dé Soresini* est catholique.

Sicile.

Province de Palerme.

Les associations de *Bisacquino*, de *Corleone*, de *Callavuturo*, de *Campofelice di Fitalia*, de *Giuliana*, de *Partinico*, de *Piana dei Greci* (coopérative agricole catholique), de *Sciara* et de *S. Mauro Castelverde* sont catholiques.

L'association de *Bocca di Falco* est neutre et quant à la seconde coopérative formée à *Piana dei Greci* nous n'en connaissons pas les tendances.

Province de Trapani.

Parmi les *affittanze collettive* de la province de *Trapani*, une seule est catholique, comme son nom, du reste, l'indique, c'est la coopérative agricole catholique de *Calatafimi*. Quelques-unes ont un caractère franchement socialiste, ce sont celles de *Ballotta*, de *Monte S. Giuliano* et de *Paceco*.

Quant aux autres, si elles ne s'intitulent pas nettement socialistes, on peut supposer cependant qu'elles ont des tendances socialistes, ce sont celles de *Calatafimi* (coopérative agricole), de *Marsala* (coopérative agricole), de *Marsala* (ligue du peuple), de *Salemi*, de *Salaparuta*, de *Vita*, de *Mazzara del Vallo* et de *Marausa*.

Province de Girgenti.

Toutes les associations agricoles de cette province, sont catholiques. Ce sont celles de *Burgio*, *Cattolica Eraclea*, *Casteltermini*, *Girgenti*, *Palma-Montechiaro*, *Ravanusa*, *Ribera*, *S. Angelo Muxharo*, *Sciacca* et *San Stefano Quisquina*.

Province de Caltanissetta.

Parmi les *affittanze collettive* fonctionnant dans cette province, la société Madre Terra de *Castrogiovanni* est socialiste. La ligue agricole, avec coopérative de production et de consommation de *Valguarnera*, est libérale. Nous ne connaissons pas exactement les tendances de la société agricole de *Mazzarino*. Quant aux autres, elles sont toutes catholiques ; ce sont celles de *Castrogiovanni* (Union des paysans) ; *Niscemi*, *Pietraperzia* et *Valguarnera* (Société rurale des paysans).

Province de Syracuse.

Une seule association qui a le caractère catholique celle de *Francofonte*.

Province de Catane.

Il y a deux *affittanze collettive* dans cette province, toutes les deux à *Caltagirone*. L'une, la ligue de résistance, est socialiste. L'autre, la société *Piccola industria S. Isidoro* est catholique.

Enfin nous pouvons signaler treize associations agricoles en voie de formation (en 1906) et qui comptent exploiter leurs domaines pris en location, sous la forme de la *Condu-*

zione divisa. Ce sont les *affittanze* de *Fontanetto Pó* dans la province de Novare (neutre) *Spirano* dans la province de Bèrgame (catholique). *Prizzi*, *S. Giuseppe Iato*, *Ventimiglia* et *Vicari*, toutes catholiques, dans la province de Palerme ; puis, également dans la province de Palerme, celles de *Petralia Sottana* (socialiste) *Recalmuto* (catholique) et *Villarosa* (neutre) ; enfin les coopératives d'*Alcamo* (catholique) dans la province de Trapani ; *Resuttano* (catholique) dans la province de Caltanissetta ; *S. Stefano de Quisquina* (neutre) dans la province de Girgenti, et *Scordia* (tendances inconnues) dans la province de Catane.

BILAN D'UNE AFFITTENZA COLLETTIVA A CONDUZIONE UNITA
DU BILAN DE LA COOPÉRATIVE AGRICOLE DE FABBRICO

La coopérative agricole de Fabbrico, dans la province de Reggio Emilia, commença à diriger des exploitations agricoles le 11 novembre 1902, et elle fut constituée légalement en 1903. Elle a 471 associés et leur nombre a tendance à augmenter. Le capital souscrit est de 11.622 liras dont 9.472 versées. Cette coopérative comme nous l'avons vu précédemment, a en location et exploite à titre de fermage, trois domaines ; la *Donata*, propriété Guidotti, de 80 hectares ; la *Scaglietta* propriété Righi de 31 hectares et la *Vallicella*, propriété de la commune de Fabbrico, de 25 hectares, soit au total 136 hectares. Elle paye pour la *Scaglietta*, 1.800 liras de fermage ; pour la *Donata*, 6.500 ; et pour la *Vallicella*, 800, et elle a versé une caution de 8.200 liras. De

plus, la Société a pris aussi en location un quatrième domaine, la *Battistona bassa*, propriété de Médici, sur le territoire de *Reggiolo*, commune voisine de *Fabbrico*, mais seulement temporairement, et pour mettre fin à une grève. La location de ce dernier domaine est faite pour 3 ans, avec droit de résilier à l'expiration de ces trois années. A la fin du bail, la coopérative de *Fabbrico* laissera la place à la société *Contadini di Bettolino*, qui a déjà en location la *Battistona Alta*, propriété du marquis Pallavicino. En attendant, la coopérative de *Fabbrico* laisse travailler les ouvriers de *Reggiolo* sur la *Battistona bassa* à concurrence de 70 0/0 des journées de travail nécessaires, ne se réservant pour ses associés que 30 0/0 des journées. Le domaine de la *Battistona bassa* a environ 105 hectares, loués 6.250 liras, et ce loyer est garanti par la banque des coopératives de Reggio.

La *Vallicella* est aménagée la moitié en rizières, et l'autre moitié en prairies. La *Scaglietta* est cultivée en froment, orge, prairies artificielles, etc. La *Donata*, en blé, riz, prairies, etc. Les trois domaines sont divisés en deux exploitations : la *Scaglietta* d'une part, et la *Donata* et la *Vallicella* de l'autre. Sur la *Scaglietta* et la *Donata*, il y a environ 40 têtes de bétail. On trouve comme matériel de ces exploitations, deux charrues, une machine à battre et une machine pour l'épuisement des eaux.

Cette société de *Fabbrico* est assez prospère, non pas que ses bénéfices nets soient très importants, mais elle a réalisé le but qu'elle s'était proposé, celui de donner du travail aux

ouvriers agricoles victimes du chômage : « Il ne faut pas oublier une chose essentielle, dit M. Hitier (1), c'est que ces associations ou *affittanze collettive*, se sont fondées, la plupart, pour assurer du travail à leurs membres, et non en vue de solder leurs bilans avec de gros bénéfices. En fait, dans leurs dépenses, la grosse somme se rapporte au paiement de la main-d'œuvre. Probablement, elles auraient pu diminuer cet élément de dépenses, notamment en employant les machines, et l'excédent de recettes se serait, du même coup, accru sensiblement. Mais alors le but même qu'on s'était proposé, en essayant le nouveau régime, se serait trouvé manqué. Il faut bien comprendre que ces exploitations n'opèrent pas dans les conditions habituelles ; leur but est d'assurer le maximum de travail possible aux associés, sous la seule condition d'équilibrer leurs recettes et leurs frais. Elles ne cherchent pas le bénéfice proprement dit à titre principal. »

A Fabbrico, le bilan de 1903-1904 donnait les chiffres suivants : 66.650 l. 24 à l'actif, et 65.434 l. 84 au passif, soit un solide actif de 1.215 l. 40.

Pour ce même exercice 1903-1904, l'association paya 17.602 livres pour main-d'œuvre (11.734 journées correspondant à une moyenne de 32 journées d'ouvriers par jour).

Les dépenses agricoles (acquisitions de matières pre-

(1) M. Hitier : *Une nouvelle application de la Coopération de production en Agriculture*, page 14.

mières), s'élevèrent à 9.000 liras, et les dépenses non agricoles (loyers, intérêts, etc.) à 9.578 liras.

En 1904-1905, le bilan se soldait par 53.559 l. 18 à l'actif, et 51.276 l. 94 au passif; soit un solde actif de 2.282 l. 24. De plus, cette année là, l'association paya 20.404 l. 92 pour main-d'œuvre; 5.591 l. 64 pour dépenses agricoles, et 14.953 l. 71 pour dépenses non agricoles.

En comparant ces résultats, on s'aperçoit que le solde actif a augmenté dans d'assez fortes proportions : 1.215 liras en 1903-1904, et 2.282 liras en 1904-1905. La Société est donc dans une situation financière satisfaisante, mais ce qui est surtout à signaler, c'est que la somme distribuée pour payer la main-d'œuvre, est passée de 47.602 liras en 1903, à 20.404 liras en 1904. C'est là un résultat appréciable, et qui montre que le but désiré, celui de développer l'emploi de la main-d'œuvre, et d'augmenter sa rémunération, a été atteint.

IMPORTANCE DES PRINCIPALES AFFITTANZE COLLETTIVE

	Associés	Hectares	Fermege annuel
			LiRES
Coopérative agricole de Fabbrico	471	136	9 100
» agricole de Molinella	557	476	41 900
» de Ravenna	3 010	260	23 400
» Brâccianti di Rho	286	1 500	62 800
» agricole de Calvenzano	141	116	19 600
Société Probi Contadini di Tréviglio	120	541	48 000
Coopérative agricole de Piana dei Greci	?	1 800	50 700
» agricole catholique de Piana dei Greci	?	1 175	25 000
» agricole de Marsula	520	3 389	176 206
» agricole de Monte S Giuliano	1 283	3 292	135 000
Société la Madra Terra di Castrogiovanni	722	895	25 815
Piccole Industrie di S Isidoro di Caltagirone	117	750	36 500

« Il est à remarquer, dit M. Hitier (1), qu'il n'y a pas une
« proportion constante entre l'étendue du domaine loué, et le
« chiffre des associés. Certaines *affittanze* à surface res-
« treinte comptent, proportionnellement, beaucoup plus d'as-
« sociés que des *affittanze* opérant sur des milliers d'hectares .
« Cela tient à la nature de la culture pratiquée. C'est ainsi
« que les *affittanze* en rizières de la Lombardie, ont, propor-
« tionnellement à leur étendue totale, trois ou quatre fois
« plus de membres que certaines *affittanze* de Sicile qui
« font des céréales ou des fourrages qui n'exigent pas la
« même main-d'œuvre que le riz. »

(1) M. Hitier, *Une nouvelle application de la Coopération de produc-
tion en agriculture*, p. 13.

DEUXIÈME PARTIE

ROUMANIE

CHAPITRE VII

OBSTE OU ASSOCIATIONS AGRICOLES COOPÉRATIVES POUR L'AFFERMAGE DES TERRES

Durant ces dernières années, des révoltes de paysans ont désolé la Roumanie, et entravé momentanément l'essor de ce vaillant petit peuple. Si l'on recherche la cause de ces révoltes, on la trouve dans la misère dont souffrait la classe paysanne opprimée par les grands fermiers et ruinée par les usuriers (1).

(1) « L'usure, dit M. Tasca dans son ouvrage *La Question agraire*, page 135, à toutes les époques et pour tous les peuples, a toujours « été considérée comme un danger social et économique. On a toujours pris des mesures contre cette vile spéculation. La Roumanie « est un des rares pays qui n'aient pas encore une loi prohibant « l'usure. Plusieurs projets de lois ont été proposés, mais jusqu'à « présent, ils n'ont pas été transformés en lois. Non seulement « l'usure doit être prohibée, mais encore elle doit être frappée par-

« La Révolution, dit M. Léon Bourgeois, naît des colères
« lentement accumulées, du sentiment des injustices obscu-
rément aperçues, de l'impossibilité où sont les uns et les
« autres, de mesurer ce qui est dû et ce qui est payé ; et
« alors, de ces souffrances accumulées, naît à un moment
« donné, le cri de violence et de haine. Faisons la justice,
« et la haine se taira. Faisons la justice, et la paix ré-
« gnera ! »

Faire la justice, c'est l'œuvre à laquelle d'éminents Rou-
mains, aidés et soutenus par leur gouvernement, se sont con-
sacrés. Pour venir en aide aux paysans et les sortir de la mi-
sère, ils leur ont conseillé de s'unir, de se grouper, et à leur
voix, un important mouvement coopératif s'est dessiné. Déjà,
des résultats appréciables ont été obtenus, et nous ne pou-
vons mieux faire, pour montrer ce qui a été fait jusqu'à pré-
sent, que de redire ici ce que disait M. Duca, membre de la
Caisse Centrale des Banques Populaires et des Coopératives

« tout où on la rencontre, sous quelque forme qu'elle se présente.
« Car s'il y a usure lorsque, pour une somme prêtée en argent, on
« demande un taux d'intérêt exagéré, il y a tout aussi bien usure
« quand, pour la somme prêtée, on demande des intérêts exagérés
« en nature, au lieu d'argent ; de même, et à plus forte raison, il y
« a usure quand le fermier qui a loué une terre à raison de
« 25 francs l'hectare, vient la sous-louer à raison de 150, 200 ou
« 250 francs l'hectare ; ici l'usure est déguisée sous forme de sous-
« location, de libre convention agricole, entre le fermier et le paysan,
« mais elle est d'autant plus dangereuse, et l'intervention du législa-
« teur est d'autant plus nécessaire. Donc, une loi qui règlera
« le taux d'intérêt sera forcément une loi qui fixera le taux maximum
« des Conventions agricoles. ».

rurales de Roumanie, aujourd'hui député au parlement roumain, dans son rapport présenté au 7^e Congrès de l'Alliance Coopérative internationale, tenu à Crémone (Italie), du 22 au 25 septembre 1907.

« Le mouvement Coopératif rural a acquis une très grande
« importance par les Banques Populaires (1) qui, placées
« sous le Contrôle de l'Etat, et disposant de l'aide financier
« et moral de la Caisse Centrale, continuent à faire de grands
« progrès, et sont déjà parvenues à occuper dans l'Economie
« nationale et dans la vie des villages roumains, une impor-
« tance qui va chaque jour en augmentant.

« Quelques chiffres nous en donneront du reste, la preuve,
« bien mieux que tout commentaire :

Banques Populaires

Nombre		Capital souscrit		Capital entièrement versé	
31 Déc. 1905	31 Déc. 1906	31 Déc. 1905	31 Déc. 1906	31 Déc. 1905	31 Déc. 1906
1 849	2 021	16 786 036	20 035 054	12 665 824	18 509 519

« Ces Banques ont engendré des Sociétés Coopératives, et
« ont servi de pivot et de point de départ à tout un mouve-

(1) Les Banques populaires roumaines ont été constituées d'après les prescriptions de la loi du 29 mars 1903. Au dessus des Banques locales, se trouve une Caisse Centrale. Le Crédit agricole Roumain contrôle les opérations de ces Banques et met son capital à leur disposition, en escomptant leurs effets et en leur accordant des prêts.

« ment coopératif, laiteries et boulangeries coopératives, so-
« ciétés coopératives, pour l'achat en commun de machines
« agricoles, pour la culture maraîchère et l'exploitation
« des forêts, sociétés coopératives aussi de consumma-
« tion.

« Mais, de toutes ces sociétés coopératives, aucune n'a,
« pour le développement futur du pays, l'importance et la
« gravité des sociétés coopératives pour l'affermage des
« terres. La moitié à peu près de l'étendue arable de la Rou-
« manie est entre les mains des grands propriétaires. Ces
« grands propriétaires dont le nombre ne dépasse pas cinq
« mille, possèdent plus de trois millions d'hectares, et là-des-
« sus, plus de 50 0/0 ne sont pas cultivés en régie, mais don-
« nés à ferme à des fermiers qui, la plupart du temps sont
« des étrangers (1).

(1) Voici ce que dit à ce sujet M. Georges Tasca dans son ouvrage :
« *La Question Agraire*, tome I, page 125.

« On sait que la gangrène qui ronge le paysan, le véritable dé-
« sastre de la propriété rurale en Roumanie, c'est le fermier exploi-
« teur, le fermier capitaliste. Fermier pour quelques années, lui-
« même chargé quelquefois d'un prix de fermage exorbitant, son
« seul désir, son unique but, est de prendre, d'extorquer, autant
« qu'il lui est possible, la terre et le paysan y habitant, sans rien
« restituer des forces perdues, ni à l'un ni à l'autre. Ce système
« d'exploitation, n'existe nulle part ailleurs.

« Le fermier est un usurier qui, ne pouvant faire ses affaires dans
« les villes, afferme une terre, et y installe son bureau d'usurier ;
« son client est le paysan. L'intérêt peut être payé, soit en argent,
« soit en nature ; quant au taux, il n'y a pas de limite : ordinaire-
« ment il varie entre 100 et 300 0/0. Le fermier est étranger ; générale-
« ment c'est un israélite venu de *Bukovine* ou de *Russie*. Pour mieux

« Il est évident que ces fermiers, dont les baux sont relativement courts, ne songent qu'à faire fortune le plus vite possible, et que, pour y parvenir, ils ont recours moins à une culture rationnelle qui entraîne des frais, ou à des améliorations profondes dont ils ne sont pas destinés à rester les bénéficiaires, qu'à l'exploitation des paysans. Ce qui leur rend cette exploitation encore plus facile, c'est d'abord le fait que le paysan roumain ne dispose pas d'une étendue de terre suffisante pour sa subsistance et celle de sa famille, de sorte qu'il est plus ou moins obligé d'accepter les conditions du fermier ; et ensuite, la façon de cultiver qui est en vigueur autant en *Moldavie* qu'en *Valachie*. En effet, en *Valachie*, on cultive les terres en distribuant la plus grande partie des terrains aux paysans qui, en échange, partagent les produits de la part qu'ils reçoivent, avec le fermier, et cultivent sans rémunération la partie que le fermier s'est réservée pour lui.

« En *Moldavie*, c'est à peu près la même chose ; seulement, au lieu de partager les produits, les paysans payent leurs lots en travail évalué selon un tarif très réduit. Ces systèmes, aussi anarchiques que primitifs permettent, par

« exploiter, il a introduit le système des *trusts* qui fait que le paysan trouvera le même accueil et la même usure, de quelque côté qu'il se tournera. Ces *trusts* ont accaparé la *Moldavie* entière et une partie de la *Valachie*. Voilà ce qu'on appelle fermier en Roumanie. »

M. Haret ministre de l'Instruction publique en Roumanie, dit de son côté, qu'il a vu un fermier obliger les paysans à lui payer 240 francs par *salcées* (unité de surface) de terre, tandis que lui payait au propriétaire 12 francs.

« la complexité même des rapports qu'ils impliquent, et par
« leur imprécision fatale, toutes les fraudes, sans compter
« qu'ils transforment de fait le fermier, beaucoup plus en
« collecteur d'impôts, qu'en un véritable agriculteur, et le
« rendent ainsi un intermédiaire plutôt inutile, ou en tous
« cas, par trop coûteux, entre le propriétaire et les paysans. »

« Dans ces conditions, il était naturel que les paysans
« essayent de se débarrasser de cet intermédiaire qui encais-
« sait des bénéfices considérables à leurs dépens, et c'est
« ainsi que, de la nature même des choses, naquirent en
« Roumanie des sociétés coopératives pour l'affermage et
« l'exploitation des terres.

« On en compte aujourd'hui 106 (1).

« Elles payent un fermage qui monte à plus d'un million
« de francs. Naturellement, elles ont soulevé contre elles de
« nombreuses et très grandes critiques. Elles touchaient à
« trop d'intérêts pour qu'il en fut autrement ; et de plus,
« elles firent leur apparition à un moment où, par suite
« d'une série de causes que nous n'avons pas à examiner ici,
« la question agraire entraînait en Roumanie dans une phase
« aussi aiguë que grave. Nous ne nous dissimulons, ni les
« difficultés que rencontrent ces sociétés, qu'on nomme *Obste*,
« ni leurs imperfections d'organisation. Il est évident que,
« prendre des paysans routiniers, la plupart du temps in-
« cultes, et n'ayant que des notions assez rudimentaires de
« toute agriculture un peu rationnelle, pour, du jour au len-

(1) Depuis, leur nombre a augmenté : Il était de 146 en avril 1903.

« demain, les grouper, les organiser, leur confier de grandes
« exploitations, et tout cela au milieu des fermiers menacés,
« mais encore tout puissants, n'est pas chose facile.

« Il fallait compter avec les obstacles et même avec les
« déboires. L'expérience n'est d'ailleurs pas assez avancée
« pour qu'on puisse se prononcer. Sept à peine de ces so-
« ciétés, ont fonctionné depuis plus d'une année. Les autres
« viennent seulement de prendre possession de leurs terres,
« et n'ont pas encore complètement achevé une campagne
« agricole. Les résultats enregistrés jusqu'à ce jour, sont
« plutôt satisfaisants. Là où cela a marché difficilement, la
« faute en est beaucoup plus aux intrigues ourdies par les
« fermiers pour détruire la discipline et l'organisation nais-
« sante de ces sociétés, qu'à l'incapacité même des paysans.
« Si, par suite des réformes agraires que les révoltes de ce
« printemps 1907 ont rendu nécessaires, les sociétés coopé-
« ratives pour l'affermage et l'exploitation des terres, sont
« mises à l'abri des périls extérieurs, il ne leur sera pas dif-
« cile d'affermir leur organisation, de fortifier leur discipline,
« et de donner bientôt tous les résultats que ceux qui ont
« poussé à leur développement, en attendent. Voici comment
« ces sociétés fonctionnent : la terre est divisée entre les
« membres, proportionnellement à la part pour laquelle
« chacun a contribué au versement de la garantie, et au
« nombre de bras dont ils disposent, Tous sont obligés
« d'effectuer les travaux aux mêmes époques, d'employer
« les mêmes espèces de semences, et de vendre leurs pro-
« duits en commun. Ils payent leurs lots en argent, selon un

« prix qui est calculé de façon à couvrir le fermage, les frais
« d'administration, plus un tant pour cent destiné à la créa-
« tion d'un fonds de réserve. Tout le reste constitue leurs
« bénéfices. Afin d'obtenir d'eux une culture plus rationnelle,
« on place, à la tête de ces associations, des agronomes,
« comme administrateurs, et les statuts de la société pré-
« voient des conditions déterminées d'exploitation, et des
« pénalités assez sévères en cas de non obéissance.

« Comme il y a là surtout une œuvre d'éducation à faire,
« elle sera forcément longue, mais étant donné es avantages
« que les paysans en retirent, et la façon dont ils se sont
« comportés jusqu'à maintenant, il n'y pas de raisons pour
« que les progrès ne soient pas certains. Il y a évidemment
« à craindre aussi que certains paysans se servent, au début,
« de ces associations, pour exploiter les plus faibles, et deve-
« nir des fermiers déguisés. Contre ce danger qui est réel,
« la Caisse Centrale peut lutter dès maintenant par le droit
« de contrôle qu'elle a sur ces associations, et elle pourra
« lutter encore plus efficacement et plus victorieusement le
« jour où l'on modifiera la loi actuelle, qui ne lui confère pas
« des pouvoirs assez précis, ni assez étendus.

« Comme on le voit, la Roumanie est aujourd'hui en
« pleine effervescence coopérative. De tous côtés, c'est à la
« coopération qu'on s'adresse pour résoudre les problèmes
« qui préoccupent et agitent la population rurale. Devant
« cet hommage rendu par ce petit pays à la coopération,
« nous avons, ce me semble, le droit de revendiquer pour
« lui, la gloire d'avoir, pendant ces dernières années, accom-

« pli, dans cette voie, sinon les progrès les plus éblouissants, « tout au moins les plus intéressants et les plus méritoires. »

Nous donnons, dans la partie de cet ouvrage réservée aux documents, le modèle des statuts de ces coopératives roumaines dont parle le rapport de M. *Duca*, qui ont pour but de prendre en commun le fermage des domaines ruraux et qui ont été organisées par la loi du 9 février 1904. Depuis leur fondation, le gouvernement roumain n'a cessé de favoriser ces coopératives et, déjà en mai 1905, le ministre des finances d'alors, M. *Take Jonesco*, faisait voter une loi pour dispenser des patentes, les associations paysannes dont le but serait l'exploitation des immeubles ruraux, et qui auraient un minimum de vingt-cinq membres.

Les statuts des coopératives ou *Obste*, après nous avoir donné, dans le titre I, des indications sur le but et la forme de la société, dont tous les membres sont responsables d'une façon solidaire et illimitée, sur tous leurs biens présents et futurs, des obligations contractées par la société, s'occupent au titre II, de l'organisation de l'exploitation agricole, et de la division en lots du domaine loué, chaque lot étant attribué à un associé, et ne pouvant dépasser une contenance de dix hectares.

Le titre III concerne les procédés de culture, la préparation et l'ensemencement des terres, l'assurance obligatoire contre la grêle et l'incendie, la récolte et la vente en commun des moissons, etc. La question très importante des moyens à employer pour se procurer les fonds nécessaires à l'exploita-

tion, est ensuite traitée. Les statuts prévoient que si les sommes fournies par les associés sont insuffisantes pour assurer la marche de l'entreprise, l'*Obste* pourra recourir, pour emprunter, à la Banque populaire, dans les limites fixées par l'Assemblée générale des associés.

Un fonds de réserve sera constitué de façon à assurer, en cas de mauvaise année, le payement des fermages, des impôts, et autres dettes de la société.

Les statuts indiquent ensuite la manière dont la société sera dirigée par des administrateurs, sous le contrôle de Censeurs, et aussi de l'Assemblée générale des associés.

Les administrateurs procèdent au partage du domaine en lots, font l'attribution de ces lots par voie de tirage au sort, fixent le prix du fermage, veillent à la bonne exécution des travaux, assurent la culture des lots délaissés par leurs possesseurs par suite de décès ou d'exclusion de la société, etc.

Chaque année, le compte de gestion des administrateurs, accompagné d'un rapport des censeurs, sera soumis à l'assemblée générale qui sera convoquée avant le 1^{er} mars. Cette Assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration qui a, pour assesseurs, le secrétaire du Conseil, et le plus jeune des associés. L'Assemblée a les droits les plus étendus et prononce souverainement sur toutes les affaires concernant la société. Elle ratifie notamment les dépenses d'exploitation, ainsi que les emprunts contractés par les administrateurs. Elle se prononce sur les appels formés par les associés exclus par les administrateurs, et enfin peut

enjoindre à ces derniers, de prendre toutes mesures propres au développement et à la prospérité de la société.

A l'expiration du bail du domaine pris à ferme, c'est l'Assemblée générale qui décide si le bail sera renouvelé, ou si, au contraire, la société sera mise en liquidation.

Les Roumains ont parfaitement compris tous les avantages de ces associations coopératives agricoles, et depuis le rapport présenté par M. le *Député Duca* au Congrès de Crémone, et qui présentait déjà la situation comme très favorable, de nouveaux progrès ont été réalisés. Dans une lettre qu'il nous adressait le 27 août 1908, M. *Duca* écrivait que si la loi agraire en vigueur en Roumanie, n'a pas encore été modifiée dans le sens désiré si ardemment par tous les amis de l'agriculture et des paysans, pourtant presque toute la session parlementaire de l'hiver 1907-1908, a été consacrée à des réformes agraires : « Nous avons pu obtenir, dit-il, en
« ce qui concerne les associations paysannes, et en dehors
« du droit de contrôle que signalait déjà le rapport présenté
« au Congrès de Crémone :

« 1° Le droit, pour la Caisse Centrale, d'éliminer les administrateurs d'associations pour l'affermage des terres, qui seraient de mauvaise foi.

« 2° Le droit aussi, pour la Caisse Centrale d'accorder des prêts directement à ces associations. Auparavant, les associations ne pouvaient emprunter à la Caisse Centrale que par l'intermédiaire de la banque locale.

« 3° L'interdiction faite à la Caisse Centrale de venir en aide aux Associations qui n'ont pas été en état de réunir par

« leurs propres moyens, la moitié au moins du cautionnement demandé par le propriétaire.

« 4° La faculté pour la Caisse Centrale, de mettre à la tête de toutes les associations, un agronome choisi par elle, et que seule elle pourra révoquer. Cet agronome n'aura que la direction technique de l'entreprise. »

En terminant sa lettre, M. *Duca* ajoutait que le nombre des associations a beaucoup augmenté depuis le Congrès de Crémone, et que le mouvement donne d'excellents résultats à tous les points de vue.

TROISIÈME PARTIE

FRANCE

CHAPITRE VIII

GÉNÉRALITÉS. — SOCIÉTÉ AGRICOLE DE PRODUCTION AUDIOISE

Jusqu'ici, nous n'avons pas en France d'associations de production agricole, fondées par des ouvriers et ayant spécialement pour but l'affermage collectif des terres (1). Les deux grandes causes qui ont déterminé la création de ces

(1) On peut pourtant citer la « Coopérative des Petits Vignerons » de *Mudaison* (Hérault), association ouvrière qui avait loué pour quelques années une terre appartenant à la Commune, et avait même réalisé des bénéfices, mais cette société ne dura pas. Les « Petits Vignerons » voulurent trop entreprendre et l'association dut être rompue avant la fin du bail.

Nous ne dirons rien de « l'Emancipatrice paysanne de Maraussan », dans l'Hérault également, société coopérative d'exploitation agricole fondée le 27 août 1905, par le Syndicat des Travailleurs de terre. Cette société a bien pour but la culture collective des terres, mais ces terres ne sont pas affermées et appartiennent à la société. Cette association ne rentre donc pas dans le cadre de notre étude.

sortes d'associations en Italie et en Roumanie, si elles existent, sont du moins fortement atténuées dans notre pays.

D'abord le *Chômage* qui a motivé la fondation des *affittanze collettive* dans la plupart des provinces italiennes, ne présente pas en France les mêmes inconvénients, car il n'est qu'accidentel et passager, résultant soit d'une crise, comme celle amenée il y a quelques années dans le midi par l'apparition du phyloxéra, ou comme celle plus récente, qui a eu pour cause la mévente des vins ; mais, en règle générale, il y a plutôt, en France, un manque de main-d'œuvre, et l'on connaît l'incessante plainte des propriétaires : L'Agriculture manque de bras ! Cela est vrai dans le Nord aussi bien que dans le Midi. Dans le Nord, notamment dans les pays houillers du Nord et du Pas-de-Calais, l'ouvrier préfère aller travailler dans les Mines, où il gagne de cinq à six francs par jour, plutôt que de s'embaucher chez des agriculteurs qui, sous peine de se ruiner, tant leurs frais généraux sont considérables, ne peuvent lui donner qu'un modeste salaire quotidien de trois francs cinquante. Dans le Midi, surtout dans la région viticole, il y a également pénurie de main-d'œuvre agricole. Les travaux des villes, les constructions de chemins de fer, les créations d'usines, ont dépeuplé les campagnes de l'Ariège, du Tarn, de la Lozère, de l'Aveyron, de l'Ardèche et de la Haute-Loire (1), et ce manque de main-d'œuvre se fait d'autant plus vivement sentir dans ces régions de vignobles que,

(1) Michel Augé-Laribé, *Le problème agraire du socialisme*, p. 70. Paris, Giard et Brière, 1907.

pendant qu'un hectare de céréales demande en moyenne trente journées de travail par an, il en faut plus de cent pour l'entretien d'un hectare de vignes.

Les ouvriers agricoles de France ne peuvent pas non plus se plaindre des exactions des fermiers généraux de grands domaines, comme en Sicile ou en Roumanie, car s'il existe des fermiers généraux, notamment dans les régions de métayage, le type du *gabelloto* sicilien, usurier et exploiteur, est heureusement inconnu dans notre pays. Du reste, la grande propriété a plutôt tendance à diminuer en France, et ce sont les petites exploitations rurales qui se développent de plus en plus. D'abord, les règles de la transmission héréditaire contrarient le développement et même le maintien des grandes propriétés (1). Puis, la crainte de voir appliquer un impôt sur le revenu, impôt qui frappera forcément, surtout la propriété foncière, empêche les grands propriétaires français d'accroître leurs domaines, et les incitent même à en vendre une partie.

Nous n'aurions donc pas parlé de la France, à propos de la formation d'associations agricoles de production puisque aucune des associations qui s'y sont formées ne se rapproche du type que nous avons successivement étudié en Italie et en Roumanie, mais nous avons eu connaissance d'un essai récemment tenté dans le département de l'Aude, et qui nous a paru si intéressant que nous n'aurions pas voulu le passer sous silence.

(1) M. Michel Augé-Laribé.

De tous temps, la partie du Languedoc qui forme aujourd'hui le département de l'Aude, a été un pays essentiellement agricole. M. de Ballainvilliers, intendant de la province de Languedoc, écrivait en 1788 : « Les principales récoltes du « diocèse de Narbonne consistent en blé, dont le superflu est « le grand objet du commerce ; en vins, qui deviennent quel- « quefois à charge au propriétaire... Les montagnes du dio- « cèse de Carcassonne produisent du seigle, des avoines, « beaucoup de châtaignes et de fruits ; dans la plaine, on ré- « colte du froment, du seigle, du gros millet ou maïs, de « l'orge, des légumes de toute espèce, et du vin (1). »

C'est dans ce département de l'Aude que s'est fondée, dans le courant de 1907, une Association agricole que nous pourrions appeler association mixte, puisqu'elle se compose de propriétaires, de fermiers et d'ouvriers agricoles, et qui présente, dans ses principes directeurs certaines particularités, qu'il nous a paru utile de signaler, et que M. Barbut, professeur départemental d'agriculture, examine dans le « Progrès agricole et viticole de Montpellier ». C'est à lui que nous empruntons les détails qui vont suivre :

Cette Société fondée à *Bram* (Aude) par M. de Guillebert des Essars, sous le nom de Société agricole Audoise, s'est formée par une durée de 25 ans, entre les propriétaires, fermiers, ouvriers agricoles, et généralement toutes personnes exerçant une profession se rattachant à la production, la con-

(1) G. Barbut, *Historique de la culture des Céréales dans l'Aude, de 1783 à 1900*. Carcassonne. Gabelle, 1900.

servation, la transformation ou la vente des produits agricoles.

L'association a pour but :

1° De mettre en valeur des terres, matériel, usines, magasins, compétences techniques, et concours quelconques (y compris les capitaux), mis à sa disposition par les Coopérateurs, ou loués, affermés, empruntés par la Société en vue de la production, de la transformation, de la conservation, du transport ou de la vente des produits de la terre.

2° De louer à cet effet des terres aux sociétaires ou à des étrangers, de préférence par des baux, suivant la loi du 25 juin 1902.

3° De créer des usines, des magasins, des constructions quelconques destinées à favoriser la production, la transformation etc... des produits agricoles.

Cette société de production Audoise, créée en juillet 1907, au capital de 56.700 francs, susceptible d'augmentation, exploite actuellement plus de 600 hectares de terres, situées dans la vallée de la Vixiège, et dans les communes de Plaigne, Cahuzac, Lafage etc. Ces terres sont groupées en neuf grandes exploitations que surveillent quatre régisseurs, eux-mêmes placés sous les ordres d'un chef de culture.

Le personnel gagé comprend 52 hommes repartis sur les divers domaines.

Le but que se sont assigné les promoteurs de cette intéressante association, est :

1° De faire de la culture économique, par le travail obtenu sur de grandes surfaces, à l'aide de personnes compétentes,

et en mettant en œuvre tous les moyens modernes de production intensive : défoncements, labours profonds, engrais, machines etc.

2° De rendre la culture rémunératrice, par la suppression des intermédiaires, en produisant assez de matières premières pour alimenter une usine, ou conclure de très importants marchés.

3° D'assurer le succès des cultures, en intéressant les travailleurs aux bénéfices de la production. Trente pour cent sont mis annuellement à la disposition du conseil d'administration pour être répartis entre la direction, le personnel, et la main-d'œuvre.

Il est incontestable qu'il y a là pour l'ouvrier, un excellent stimulant qui, tout en assurant une relation effective entre l'effort produit et le résultat obtenu, lui permet d'accroître très notablement son salaire, et d'améliorer sa situation,

La Société Audoise a surtout en vue, du moins pour ses débuts, la production des fourrages, leur vente, en même temps que leur consommation par des animaux de l'espèce bovine qui pourront, à leur tour, être transformés en conserves de viande dans une usine coopérative.

Le principe de la souscription est original : il réside dans une unité de mesure unique, que les organisateurs appellent *une unité de force*, mise à la disposition de la Société.

C'est ainsi :

1° Qu'une surface affermée au prix net de 60 francs l'hectare, correspondant au capital de 1.200 francs.

2° Qu'une somme de 1.200 francs versée dans la Caisse

sociale, pour une durée de dix ans, et rapportant un intérêt de 5 0/0.

3° Qu'une compétence technique, ou un matériel de travail estimé à 1.200 francs, donnent droit à la souscription d'une action de 100 francs, dont le 1/10 seul est versé, en souscrivant, et le surplus à l'appel du Conseil.

Le prix de base adopté de 60 francs l'hectare, qui donne droit à une action, peut, en réalité, suivant la nature, la situation des terres, et l'estimation du Conseil d'Administration porter sur plus ou moins d'un hectare.

L'actionnaire ayant donné à bail des terres à la Société, et vendant son bien, demeure à l'égard de l'Association, seul porteur d'actions, à moins que l'acquéreur ne soit agréé en son lieu et place.

Celui qui cesse de faire partie de la Société reste, pendant cinq ans, responsable de toutes les dettes, jusqu'à concurrence du montant des actions par lui souscrites.

En créant cette Association, ses promoteurs, M. Henri de Guillebert des Essars et M. Etienne de Rocous de Cahuzac, ont accompli un effort considérable et méritoire, et il est à souhaiter que leur tentative soit couronnée de succès, pour le plus grand bien des populations rurales de l'Aude.

La seule réserve que l'on puisse faire au sujet de cette tentative si intéressante, concerne *l'unité de force* dont il est parlé plus haut. Vouloir mesurer sur les mêmes bases les différents concours apportés à la Société : terre, travail, compétence technique, nous semble de prime abord un peu risqué. Il nous paraît difficile que cette manière de procéder

n'amène pas des difficultés et des discussions entre les administrateurs de la Société, chargés d'apprécier et d'évaluer les concours apportés, et ceux qui prêtent ces concours.

Espérons qu'il n'en sera rien, et que la Société coopérative de production Audoise, non seulement connaîtra des jours de prospérité, mais encore pourra servir de type et de modèle à d'autres associations du même genre (1).

(1) Jusqu'ici, il n'est pas possible d'indiquer des résultats pratiques obtenus par la Société Audoise. Elle n'a en effet commencé à fonctionner que le 1^{er} novembre 1907, ainsi que nous l'écrit M. de Guillebert des Essars, dans une lettre du 2 avril 1908.

DOCUMENTS

ITALIE

**Questionnaire adressé par la Federazione italiana dei
Consorzi Agrari, aux différentes affittanze collettive. —
1906.**

1. En quelle année la Société a-t-elle été constituée?
2. Dans quel but? Qui peut en être adhérent?
3. Quelles causes ont décidé la Société à assumer la direction d'exploitations agricoles?
4. Quand a-t-elle commencé à diriger des exploitations agricoles?
5. Quel était le nombre des associés quand l'exploitation a commencé? Quel est ce nombre actuellement?
6. Comment est constituée la Société? En société anonyme coopérative par actions, ou en Société civile?
7. Quel est le montant des actions?
8. Quels sont les organes administratifs et directeurs de la Société?

9. A combien se monte le capital souscrit? Combien a-t-on versé sur ce capital?

10. L'exploitation ou les exploitations agricoles dirigées par la Société, sont-elles la propriété de la Société, ou bien la Société les a-t-elle louées, sous la forme du fermage ou du métayage?

11. Comment s'appellent les exploitations dirigées par la Société? Quel est le propriétaire de chacune d'elles? Quelle est la contenance de chacune? En quelle année furent-elles prises en location?

12. A combien s'élève, s'il s'agit d'un bail, le loyer annuel? En combien de termes est-il payé?

13. S'il s'agit de métayage, quelles sont les conditions conclues avec le propriétaire?

14. La Société a-t-elle dû verser une caution? A combien se monte cette caution?

15. Le capital de la Société a-t-il été suffisant pour la mise en marche de l'exploitation?

15. Sinon, comment la Société a-t-elle obtenu du crédit? A combien se monte la dette contractée?

17. Comment le domaine ou les domaines sont-ils cultivés? Par lots ou collectivement!

18. Si le domaine est cultivé par lots, ces lots sont-ils loués aux seules familles des associés ou aussi à des familles de non associés?

19. Quelles sont les conditions faites aux familles qui reçoivent un lot en sous-location?

20. Si le domaine est exploité en commun, est-il cul-

tivé par les seuls associés ou aussi par des étrangers ?

21. Comment le travail est-il rétribué ? Par acomptes sur les profits futurs, ou par un salaire fixe réglé par un tarif ?

22. Dans l'un et l'autre cas, quel peut-être le salaire journalier dans les divers mois de l'année ? Y a-t-il un tarif spécial pour les femmes et les vieillards ?

23. Par comparaison, à combien se monte, toujours dans les différents mois de l'année, le salaire journalier dans les autres exploitations locales ?

24. Y a-t-il sur le domaine un personnel fixe ? Quel salaire reçoit-il ? Quel est son emploi ?

25. La Société a-t-elle prévu un horaire de travail pour les travailleurs ? Quel est-il ?

26. Quelles sont les conditions de chaque domaine : bois, vignes, prairies ?

27. Quelles sont les plantes cultivées dans chaque domaine (blé, froment, riz, prairies artificielles, prairies naturelles, vignes, etc.) ?

28. Quelle est l'importance de chacune de ces cultures dans chaque domaine ?

29. Pouvez-vous, pour chacune de ces cultures, indiquer le rendement moyen annuel, par unité de mesure locale ? Si le domaine est un vignoble, pouvez-vous nous indiquer la production moyenne annuelle ?

30. Existe-t-il dans vos domaines des industries agricoles (fabrication du vin, laiteries, élevage des vers à soie ou des abeilles, etc.) ?

31. Combien avez-vous de têtes de bétail dans chaque

domaine ? Combien de taureaux, de bœufs, de vaches ?

32. Dans chaque domaine, y a-t-il des machines agricoles ? Charrues, semoirs, faucheuses, herbes, moissonneuses, presses à fourrage, pressoirs pour le vin, etc. ?

33. Quels sont les profits annuels pour chaque domaine ?

34. Quelles sont les causes qui ont pu influer sur le résultat de l'année (maladies, grêle, incendie, etc.) ?

35. La Société est-elle assurée contre l'incendie, les épidémies et la mortalité du bétail ? De quelle façon ?

36. Outre les profits en argent, la Société a-t-elle obtenu d'autres avantages ? Lesquels ?

37. Comment les profits sont-ils répartis ?

38. Pourriez-vous nous envoyer vos Statuts et tous autres renseignements que vous pourriez avoir à nous donner ?

39. Savez-vous s'il existe d'autres *affittanze collettive*, comme la vôtre, dans votre région ? Où ?

Statuts de différentes affittanze collettive

1° Statuts de la Coopérative agricole de *Fabbrico* (Reggio Emilia) qui est à *Conduzione unita* et a un caractère socialiste.

2° Statuts de la Coopérative agricole de *Calvenzano* (Province de Bergame) qui est à *conduzione divisa* et également à tendances socialistes.

3° Statuts de la Société *Probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglie di Treviglio* (Bergame) qui est à *conduzione divisa* et catholique.

4° Extraits des statuts de la *Cooperativa di Lavoro S. Giuseppe in Ribera* (Girgenti), qui est à *Conduzione divisa* et catholique.

5° Extraits des statuts de la *Società Agricola Cooperativa « La Madre Terra » di Castrogiovanni* (Caltanissetta) qui, d'après ses propres déclarations, a des tendances collectivistes.

Coopérative agricole de Fabbrico

TITRE PREMIER

CONSTITUTION, SIÈGE, BUT, DURÉE DE LA SOCIÉTÉ
DÉSIGNATION DES JOURNAUX CHARGÉS DE LA PUBLICATION
DES ACTES SOCIAUX

Article premier. — Il est constitué une société anonyme par actions qui prend la dénomination de Société Anonyme Coopérative d'Amélioration, entre les travailleurs de la terre de Fabbrico.

Art. 2. — La Société a son siège à Fabbrico.

Art. 3. — Elle se propose d'améliorer progressivement la condition économique et morale des travailleurs de la terre, en leur procurant du travail, et les habituant à la prévoyance.

Art. 4. — Pour remplir son but, la Société, autant du moins que ses moyens le lui permettront.

a) assumera la direction de fonds ruraux, dont la culture sera confiée aux associés et à leurs familles.

b) Exercera le commerce des produits agricoles, et d'articles nécessaires à l'agriculture (engrais, soufre, sulfates, instruments, machines, etc.)

c) Entreprendra des travaux publics ayant pour but l'amélioration des terres (travaux d'amendement des terres, de viabilité, de défrichement, etc.)

d) Répandra, au moyen de conférences et de distributions de brochures, l'instruction agricole parmi les associés.

e) Instituera une caisse pour secourir les associés en cas de maladie ou d'indigence.

Art. 5. — Les rapports entre associés sont réglés sur le pied de la plus parfaite égalité.

Art. 6. — La société aura une durée de 25 ans, à partir du jour de sa constitution légale, avec faculté de prolongation.

Art. 7. — Seront désignés pour la publication des actes sociaux, les journaux *La Giustizia* de Reggio Emilia, et *La Cooperazione italiana* de Milan.

TITRE II

PATRIMOINE DE LA SOCIÉTÉ

Art. 8. — Le patrimoine de la Société est constitué :

a) Par le capital social

b) Par le fonds de réserve

c) Par le fonds de secours.

Art. 9. — *Le capital social* est illimité, et divisé en actions, chacune de la valeur nominale de 12 liras.

Les actions sont nominatives. Elles ne peuvent être cédées, ni données comme gage, sans le consentement du Conseil d'administration. On déroge ici aux dispositions de l'article 144, et de l'article 165, § 3 du Code de commerce.

Art. 10. — Le fonds de réserve est constitué :

a) Par 30 0/0 prélevés sur les bénéfices nets du bilan annuel.

b) Par une prime versée par les actions nouvelles, et dont le montant sera fixé chaque année par le Conseil d'administration.

Quand le fonds de réserve aura atteint le quart du capital social souscrit, la part des bénéfices nets, dont il est parlé à la lettre *a*), sera versée au fonds de secours.

Si le fonds de réserve, après avoir atteint le chiffre fixé, se trouve diminué pour une raison ou pour une autre, son montant devra être atteint de nouveau par les mêmes procédés.

*Art. 11. — Le fonds de secours est illimité, et sert au but qui lui a été fixé par la lettre *e* de l'article 4.*

Il est formé :

a) Par les taxes d'admission.

b) Par 30 0/0 des bénéfices nets annuels.

c) Par la part des dits bénéfices dont il est parlé dans l'avant-dernier paragraphe de l'article précédent.

d) Par les versements des associés exclus.

e) Par les ressources extraordinaires, donations, etc.

TITRE III

ASSOCIÉS

Admission.

Art. 12. — Peuvent faire partie de la Société, les terrassiers, bouviers, journaliers, etc., résidant dans la commune de Fabbrico. Sont exclus les fermiers, même s'ils travaillent eux-mêmes la terre, et les métayers. On fait exception pour quelques fermiers et métayers qui cultivent très peu de terres, et sont libres de cultiver les terres d'autrui au moins pendant la moitié de l'année.

Art. 13. — Ceux qui n'ont pas été admis au moment même de la constitution de la Société, devront, pour être admis dans la suite, en faire la demande au Conseil d'administration qui en délibèrera.

Dans le cas du rejet de sa demande, le candidat peut en appeler à l'Assemblée générale des associés qui décidera définitivement.

Art. 14. — L'admission des nouveaux associés est accompagnée de leur signature apposée par eux personnellement, ou par leur mandataire, sur le registre des Associés, conformément à l'article 226 du Code de commerce.

Art. 15. — Les personnes ayant une capacité juridique limitée, comme les femmes mariées, les mineurs, etc., ne seront admises comme associées que si leur capacité juridique est suffisante, conformément aux termes de la loi.

Obligations.

Art. 16. — Chaque associé est tenu :

a) A verser au moment de son admission la taxe de une lire.

b) A acquérir deux actions au moins, si c'est un homme, et au moins une action si c'est une femme.

c) A répondre, jusqu'à concurrence du montant des actions acquises, pour toutes les obligations prises par la Société.

d) A observer les présents statuts et règlements approuvés par l'assemblée des associés ou par le Conseil d'Administration, chacun en ce qui le concerne, ainsi que les décisions valablement prises par les diverses autorités de la Société.

Droits.

Art. 17. — L'associé a droit :

a) D'assister aux séances de l'assemblée générale, mais sans avoir le droit de vote s'il n'a atteint 21 ans.

b) D'être électeur et éligible s'il a atteint 21 ans.

c) De participer aux bénéfices et dividendes sociaux, en proportion des actions qu'il a souscrites, à condition qu'il possède ces actions, conformément à l'article 15, dès l'année financière précédant celle à laquelle se rapporte le bilan.

d) D'acquérir ses deux actions si c'est un homme et son unique action si c'est une femme, par versements mensuels de 1 lire pour les hommes et de 0,50 pour les femmes.

Exclusion. — Démission. — Expulsion. — Mort.

Art. 18. — L'associé qui est en retard pour ses versements mensuels, encourra un avertissement après trois mois de retard, et au bout du quatrième mois sera suspendu des droits inhérents à sa qualité d'associé.

S'il continue à être en retard pour ses versements pendant six autres mois, il sera exclu de la société.

On fait exception pour les associés malades, ou ceux qui se trouvent en état de chômage forcé, auquel cas le Conseil d'administration devra prendre une décision. Durant son service militaire, l'associé a droit de suspendre ses versements, tout en conservant sa qualité et ses droits d'associé.

Art. 19. — On admet la démission de l'associé qui n'appartient plus à aucune des catégories indiquées à l'article 12, ou qui transporte sa résidence habituelle en dehors de la commune de Fabbrico. La démission est alors de droit.

Art. 20. — L'associé reconnu coupable d'avoir sciemment causé du dommage à la Société, ou qui serait condamné à une peine infamante, serait expulsé de la Société.

Art. 21. — On restituera à l'associé démissionnaire, dans les six mois de la démission, les versements effectués pour l'acquisition d'actions, défalcation faite de sa quote part dans les pertes subies par la société au jour de la démission, si ces pertes n'ont pas été récupérées à ce jour.

Art. 22. — L'avertissement, la suspension, l'expulsion, seront prononcés par le Conseil d'administration dans une séance à laquelle l'associé, présumé passible d'une de ces

peines, sera invité à comparaître, par lettre recommandée, afin qu'il puisse présenter sa défense. L'associé aura 30 jours à partir de la notification, pour en appeler à l'assemblée générale de la décision du Conseil. L'assemblée statuera définitivement.

Art. 23. — En cas de mort d'un associé, les héritiers continuent à jouir du droit du défunt, et désignent un des leurs chargé de les représenter. Si la personne désignée par eux n'accepte pas, ou n'est pas dans les conditions voulues pour faire partie de la société, celle-ci dans les six mois qui suivront l'avis qu'elle aura reçu du décès de l'associé, remboursera à ses héritiers les versements effectués par lui, sous la déduction mentionnée à l'article 21.

TITRE IV

BILAN ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

Art. 24. — L'année financière va du 11 novembre d'une année, au 11 novembre de l'année suivante.

Art. 25. — Le bilan annuel devra contenir, divisé en catégories, l'état actif et passif de la Société, ainsi que les comptes des dépenses et recettes de l'exercice.

Art. 26. — Les bénéfices nets annuels seront répartis comme suit :

- a) 30 0/0 au fonds de réserve ;
- b) 30 0/0 au fonds de secours ;
- c) 40 0/0 aux associés, proportionnellement au nombre de

leurs actions, et conformément à la lettre c de l'article 17, et aux prescriptions de l'article 16 touchant l'acquisition des actions sociales.

Art. 27. — Le bilan sera présenté au mois de janvier aux Syndics pour qu'ils l'examinent dans un délai de 10 jours, et en fassent rapport à l'Assemblée des Associés.

Art. 28. — Le bilan et le rapport des Syndics seront déposés au Siège Social à la disposition des associés, pendant les 8 jours qui précéderont l'Assemblée Générale convoquée pour l'approbation des complets et du bilan.

TITRE V

ORGANES DE LA SOCIÉTÉ

Art. 29. — Les organes de la Société sont :

- 1° l'assemblée générale des associés ;
- 2° le Conseil d'administration ;
- 3° le Comité des Syndics.

Assemblée générale.

Art. 30. — L'assemblée générale comprend tous les associés inscrits, sauf les exceptions de l'article 18.

Art. 31. — Les séances de l'Assemblée sont ordinaires et extraordinaires. La séance ordinaire aura lieu chaque année au mois de février, et le bilan de l'année financière précédente, y sera présenté, pour être discuté et approuvé. On procédera à la nomination des titulaires des charges de la

Société; et on y traitera de tous les sujets de la compétence de l'assemblée, pourvu qu'ils aient été portés à l'ordre du jour par décision du Conseil, à la demande du Comité des Syndics, ou à la demande d'un tiers au moins des associés. La demande faite par les associés devra être transmise par écrit au Conseil, le 31 décembre au plus tard.

Art. 32. — Les séances extraordinaires auront lieu quand le Conseil d'administration le croira nécessaire, ou lorsqu'il en sera fait demande par écrit par le Comité des Syndics, ou par un dixième des associés, avec indication du sujet à traiter.

Art. 33. — Le Président de la Société convoquera l'Assemblée, par un avis publié au moins 6 jours à l'avance dans le journal *La Giustizia* de Reggio Emilia, et par des affiches ou tout autre mode choisi par le Conseil. Dans l'avis de convocation, on indiquera les sujets à l'ordre du jour, le lieu et la date de la réunion.

Art. 34. — L'assemblée peut délibérer valablement, et quel que soit le nombre des associés présents, une heure après celle fixée pour l'ouverture de la Séance.

Art. 35. — Lorsqu'il s'agit de modifications aux Statuts, ou de changements dans le but de la Société, ou de modifications dans sa direction, l'Assemblée ne peut délibérer valablement que si un tiers au moins des associés ayant droit de vote sont présents. A la seconde convocation, l'Assemblée peut délibérer quel que soit le nombre des Associés présents.

Art. 36. — Les délibérations sont prises à la majorité abso-

lue des voix. Quand 20 associés au moins le demandent, on vote à scrutin secret. En cas d'égalité des voix, le vœu est considéré comme repoussé. Les associés doivent assister en personne aux Assemblées générales. Il n'y a que dans le cas de maladie, ou d'absence de la commune, qu'un associé a la faculté de se faire représenter par un autre associé, en lui donnant une lettre que celui-ci présentera au Président de l'Assemblée. Chaque associé n'a qu'un seul vote quel que soit le nombre de ses actions. Aucun mandataire ne peut représenter plus d'un associé dans la même assemblée.

Art. 37. — La Présidence de l'Assemblée est dévolue au Président du Conseil d'administration. Le secrétaire du Conseil remplit la même fonction près de l'Assemblée.

Art. 38. — Les scrutateurs sont nommés par le Président et choisis parmi les associés présents.

Art. 39. — Si l'ordre du jour ne peut être épuisé dans la même journée, l'Assemblée pourra être prolongée par le Président, mais pas au delà de 7 jours, moyennant une simple déclaration faite en séance, sans autre publication. Dans les séances qui suivent la première, on pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents, pourvu qu'il s'agisse toujours des sujets indiqués à l'ordre du jour primitivement établi, et sauf la disposition de l'article 35.

Art. 40. — Les procès-verbaux de l'Assemblée, sont approuvés par le Conseil d'administration et signés par le Président et le Secrétaire.

Conseil d'administration.

Art. 41. — Le Conseil d'administration est composé d'un Président et de 8 conseillers. Ils restent en charge 2 ans et sont rééligibles.

Art. 42. — Les Conseillers sont renouvelés par moitié chaque année. La première année, ceux à remplacer sont désignés par le sort, et les années suivantes par ordre d'ancienneté.

Art. 43. — Le Président et les Conseillers sont dispensés de fournir caution, et n'encourent, par suite de leur gestion, d'autre responsabilité, vis-à-vis des tiers, que celle déterminée par le Code de commerce.

Art. 44. — Le Conseil d'administration se réunit ordinairement tous les 15 jours, et extraordinairement, quand le Président le juge nécessaire, ou à la demande d'au moins 4 conseillers.

Art. 45. — Le Conseil d'administration délibère valablement quand 5 au moins de ses membres sont présents à la réunion. Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix. A égalité de voix dans les votes à scrutin public, la voix du Président est prépondérante. Dans les scrutins secrets, l'égalité des votes entraîne le rejet de la proposition.

Art. 46. — Les votes sont à bulletin ouvert ou secret. Ce dernier mode devra toujours être observé quand la demande en sera faite, même par un seul des Conseillers ou des Syn-

dics, ou s'il s'agit de personnes ou d'affaires intéressant directement ou indirectement un des membres du Conseil.

Le membre du Conseil qui sera ainsi intéressé dans l'affaire devra s'abstenir de voter.

Art. 47. — Les réunions du Conseil sont présidées par le Président.

Art. 48. — Le Conseil accomplit tous les actes ordinaires et extraordinaires d'administration, contracte les emprunts, passe les contrats de location, conclut des engagements, et accomplit en général tous les actes qui, par décision des présents statuts, ne sont pas confiés à un autre organe de la société. Il nomme, s'il le juge nécessaire un directeur technique, le secrétaire comptable, le caissier, et tous autres employés et salariés qu'il croit utiles à la bonne marche de l'entreprise sociale ; il en détermine les attributions, en fixe le salaire ou le traitement, les suspend et les révoque.

Art. 49. — Les procès-verbaux des séances du Conseil sont signés par le président et le secrétaire, et sont approuvés par le conseil lui-même, à la séance suivante.

Art. 50. — Le Président du Conseil d'administration est aussi le Président de la Société, et comme tel a la signature sociale et représente la société devant les tribunaux et ailleurs.

Art. 51. — En cas d'absence ou d'empêchement du Président, il est remplacé dans ses fonctions, et de plein droit, par le conseiller le plus ancien.

Comité des Syndics.

Art. 52. — Il y a 3 syndics titulaires et 2 suppléants. Leurs fonctions sont gratuites.

Ils restent en charge un an et sont rééligibles.

Peuvent être élues syndics, des personnes étrangères à la société.

Art. 53. — Les syndics veillent à la stricte observation des statuts, du règlement et des décisions sociales et remplissent toutes les fonctions qui leur sont attribuées par la Loi.

TITRE VI

DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ

Art. 54. — La dissolution anticipée de la société devra être décidée par l'Assemblée générale des Associés, composée des deux tiers au moins des Associés ayant droit de vote. La société sera dissoute de plein droit dans le cas où le nombre des associés se trouverait réduit à dix.

Art. 55. — Dans le cas de dissolution anticipée, comme dans le cas de dissolution par l'expiration du terme fixé pour sa durée, l'Assemblée nomme un ou trois liquidateurs, et détermine le mode de liquidation et de répartition de l'actif social.

Tarif

Tarif adopté par la Coopérative de Fabbrico dans ses rapports avec les associés.

Horaire de la journée de travail.

La journée de travail en novembre, décembre, janvier et février, commence une demi-heure après le lever du soleil et finit au coucher du soleil. Le travail cesse pendant une heure pour le repas, et pendant une heure également pour le repos de midi.

En mars, avril, septembre, octobre, la journée de travail commence une demi-heure après le lever du soleil et finit au coucher du soleil. Le travail cesse pendant une heure pour le repas, et pendant une heure et demie pour le repos de midi.

En mai, juin, juillet, août, la journée de travail commence une demi-heure après le lever du soleil et finit au coucher du soleil. Le travail cesse pendant une heure pour le repas, et pendant deux heures et demie à partir de midi pour le repos.

Salaires

Novembre-Décembre-Janvier-Février . . .	Lire 1 fr. 25 par jour	
Mars-Octobre	» 1 fr. 50	»
Avril-Septembre	» 1 fr. 60	»
Août	» 1 fr. 70	»
Mai-Juin-Juillet	» 1 fr. 90	»

Suppléments de salaire pour travaux spéciaux. — Pour les travaux de la taille de la vigne et des arbres et arbustes,

le travailleur recevra, comme supplément de salaire, deux fagots ds bois par jour ou 0,15 centimes par jour.

En toute saison, le travailleur recevra de la boisson. Aux mois de juin et août, il recevra un litre de vin ou 0,25 centimes par jour. Il est bien entendu que le vin devra être de bonne qualité. Le vin et la boisson (piquette) ne seront pas dus, si, par suite de gelées, ou d'autres accidents, la récolte de la vigne a manqué.

A l'époque de la récolte et du battage du blé, le travailleur recevra 1 l. 35 de salaire par jour, plus la nourriture. S'il n'est pas nourri, son salaire sera de 2,60 par jour plus un litre de vin et la piquette et l'ail d'usage.

Les tarifs ci-dessus, quand il s'agit d'enfants ou de vieillards sont réduits en proportion de l'âge.

Salaires des femmes. — Dans les rizières, le tarif du salaire des femmes est fixé de la façon suivante : mai, L. 1,20, — juin et juillet L. 1,40. La journée de travail est de 10 heures.

Pour les travaux ordinaires, les femmes touchent par jour :

En Janvier, Février, Novembre et Décembre . . .	Lire 1 fr. 10
Mars, Septembre, Octobre	» 1 fr. 20
Avril, Mai, Juin, Juillet, Août.	» 1 fr. 30

Au moment de la moisson, les femmes, si elles ne sont pas nourries, reçoivent L. 2,30 par jour avec une bouteille de vin. Si elles sont nourries, elles reçoivent 0,75 de moins, soit L. 1,55.

Statuts de la Coopérative agricole de Calvenzano
Province de Bergame

CHAPITRE PREMIER

Constitution. — Durée. — But de la Société.

Art. premier. — Il est constitué une Société coopérative de travail, production et consommation, à capital illimité, sous la dénomination : Société coopérative agricole de Calvenzano, avec siège à Calvenzano (Bergame).

Art. 2. — La société a une durée de 50 ans, à dater de sa constitution légale (18 décembre 1887), avec faculté de prolongation si l'Assemblée, après délibération, le juge utile.

Art. 3. — Le but de la société est le développement de l'industrie agricole et le bien-être des associés, grâce à la Coopérative.

CHAPITRE II

Opérations de la Société

Art. 4. — Les principales opérations de la société sont les suivantes :

a) Acheter ou prendre en location des biens immeubles, pour les louer ensuite par petits lots aux associés, ou exceptionnellement les donner en métayage, ou enfin les cultiver pour le compte de la société.

b) Entreprendre des travaux agricoles ou des travaux de viabilité pour procurer du travail aux associés.

c) Acheter des machines agricoles, des instruments aratoires, des semences, du bétail, des engrais, des objets de consommation, pour les répartir entre les associés à des prix moindres que ceux du marché.

d) Favoriser et aider la vente des produits obtenus par les associés.

e) Etablir des magasins de consommation, pour procurer aux associés les objets de première nécessité.

f) Développer et encourager les industries accessoires de l'agriculture.

g) Amener par tous les moyens possibles le bien-être intellectuel, moral et matériel des associés, spécialement au moyen de conférences agricoles, de livres et de journaux traitant de l'agriculture.

Art. 5. — Est interdite toute opération, de spéculation, ou étrangère au but que la société se propose.

CHAPITRE III

Capital social. — Actions.

Art. 6 — Le capital social est illimité et constitué :

a) Par des actions de 50 Lires chacune.

b) Par le fonds de réserve.

c) Par les taxes d'admission et de transmission, dont le

taux sera fixé par le Conseil, mais ne pourra être supérieur à 50 Lires par action, et même moins pour les descendants des associés, auxquels on pourra accorder une taxe de faveur.

d) Par les propriétés mobilières et immobilières de la société et leurs revenus.

e) Par le profit des opérations dont il est parlé à l'article 4.

f) Par les versements sur les actions qui, conformément aux articles 14 et 17, seront acquis à la société, en cas de non continuation de ces versements.

g) Par tout autre gain ou profit de la Société.

Art. 7. — Les propriétés sociales ne peuvent être vendues ni hypothéquées sauf circonstances spéciales à déterminer par l'assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration.

Art. 8. — Les actions sont personnelles et nominatives. Leur prix d'émission sera établi chaque année par l'assemblée. Les actions ne peuvent jamais être données en gage, ni cédées à autrui, sans le consentement préalable du Conseil d'administration.

Art. 9. — Les actions sont engagées partiellement ou en totalité, dès leur acquisition par l'associé, en faveur de la société, et comme garantie des obligations que l'associé peut avoir envers elle.

Le Conseil peut valablement décider la reprise au profit de la Société d'une partie ou de toutes les actions d'un associé qui, malgré un rappel par lettre recommandée, ne payerait

pas dans les 15 jours qui suivent, le montant de son loyer, ou toute autre dette dont il serait redevable envers la Société. L'associé devra renoncer à tous ses droits sur les actions ainsi reprises.

Art. 10. — Personne ne peut posséder plus de 50 actions. L'associé, à qui il en viendrait un plus grand nombre par suite de succession ou d'adjudication, devra aliéner l'excédent dans un délai d'un an, à moins que le Conseil ne préfère lui en payer le montant, et annuler un nombre correspondant d'actions.

Art. 11. — Si une action devient la propriété de plusieurs personnes, la Société ne sera tenu d'inscrire, et de reconnaître le transfert, que lorsqu'on lui aura désigné un unique titulaire, et que celui-ci aura été agréé par le Conseil d'administration.

CHAPITRE IV

Associés

Art. 12. — Le nombre des associés n'est pas limité. Pour faire partie de la société, il faut en adresser la demande au Conseil d'administration, et avoir au moins 18 ans. Si la demande est repoussée, le Conseil n'est pas tenu d'en indiquer les motifs, mais le candidat évincé a droit d'en appeler aux Prudhommes. Les femmes peuvent être associées.

Art. 13. — L'admission dans la Société oblige :

a) A verser au moment de l'inscription, la taxe d'admission, et la surtaxe de réserve.

b) A payer le montant des actions souscrites, qu'on peut acquitter par petits versements successifs, de 10 livres au moins par an pour chaque action. Dans des cas spéciaux, le conseil pourra accorder des délais ou une réduction du nombre d'actions souscrites.

c) A répondre, jusqu'à concurrence du montant des actions souscrites, de toutes les obligations contractées par la société.

Art. 14. — Le retard dans le payement des versements sur les actions non encore libérées, fait perdre à l'associé le droit d'assister aux assemblées, et de participer aux bénéfices, et il peut être cause de la perte du montant des versements déjà effectués. Le conseil en décidera lorsqu'il se sera écoulé un mois depuis l'avis d'avoir à payer envoyé par lettre recommandée.

Art. 15. — L'associé a le droit de participer aux opérations et aux bénéfices de la société, et de voter dans les assemblées. Il peut être élu aux fonctions sociales lorsqu'il a atteint sa majorité. Il ne peut prétendre obtenir des terres et un logement que lorsqu'il y en a de disponibles, et cela sera laissé à l'appréciation de l'administration.

Art. 16. — La qualité d'associé se perd, outre le cas de cession des actions, pour d'autres causes telles que la démission ou l'exclusion de la société. La démission peut être acceptée par le Conseil, si l'associé en fait la demande basée sur de justes motifs.

L'exclusion peut être prononcée par le Conseil d'administration, dans les cas suivants :

a) Pour cause d'actes ou de faits entraînant une condamnation infamante.

b) Pour cause d'actes ou de faits, préjudiciables aux intérêts ou à la réputation de la Société, ou tendant à en troubler l'existence.

c) Pour cause d'attitude offensante ou provocatrice vis-à-vis de l'administration.

d) Dans le cas où l'associé exerce pour son propre compte, sans le consentement du Conseil, et en concurrence avec la Société et à son préjudice, les opérations mentionnées à l'art 4 lettre a, opérations qui seraient déjà exercées notoirement par la société elle-même.

L'exclusion est prononcée, après délibération de l'Assemblée générale sur une demande motivée et signée par au moins un quart des associés inscrits, et approuvée par les trois quarts des membres présents à l'assemblée.

Les actions des associés exclus, leur seront remboursées à leur valeur nominale, sauf la disposition de l'article 9.

Il appartient au Conseil d'administration de juger si les faits ou les actes reprochés à un associé, rentrent dans la catégorie de ceux pour lesquels, d'après le présent article, l'exclusion peut-être prononcée.

L'associé exclu peut en appeler au Comité des Prudhommes.

Art. 17. — En cas de mort de l'associé, son héritier est tenu de vendre les actions dont il hérite, à moins qu'il soit

lui-même associé, ou qu'il demande à le devenir, aux termes de l'article 12.

Lorsque l'héritier non associé, n'aura pas vendu dans un délai de deux ans, les actions reçues en héritage, on lui supprimera les dividendes y afférant.

Après 5 ans, si les actions ne sont pas encore vendues, on les annulera, et leur montant passera au fonds de réserve sociale. Les délais courent de la date de la mort.

Art. 18. — Par le fait de son inscription, l'associé accepte toutes les dispositions des présents statuts qui font loi pour la Société, se soumettant pour le reste aux règles établies par le Code de commerce.

CHAPITRE V

Fonctions sociales

Art. 19. — Les fonctions sociales sont exercées :

- a) Par l'assemblée générale des associés.
- b) Par le Conseil d'administration.
- c) Par le Collège des Syndics.
- d) Par le Comité des Prudhommes,
- e) par des employés.

Assemblée générale des associés

Art. 20. — L'assemblée générale ordinaire des associés est convoquée dans le premier trimestre de l'année, et outre l'ordre du jour.

1^o Elle discute, approuve ou modifié le bilan qui lui est soumis, et qui est préalablement établi par le Conseil d'administration et le Comité des Syndics.

2^o Elle remplace les administrateurs sortants.

3^o) Elle nomme les Syndics et les Prudhommes.

Art. 21. — Les assemblées générales extraordinaires, sont convoquées chaque fois que le Conseil ou les Syndics le jugent nécessaire, et aussi sur la demande, motivée et par écrit, du quart au moins des associés. La convocation doit se faire dans le mois de la demande.

Art. 22. — Les assemblées sont convoquées au moyen de circulaires adressées à chaque associé et expédiées au moins huit jours avant celui fixé pour l'assemblée. De plus un avis est affiché dans les mêmes délais, au siège de la société.

Le journal *La Cooperazione italiana* de Milan est l'organe officiel pour les publications légales.

L'avis de convocation doit indiquer les sujets à traiter par l'assemblée.

Art. 23. — L'assemblée générale est valablement constituée, quand la moitié au moins des associés y assistent, ou s'y font représenter. Si une heure après l'heure fixée pour l'ouverture de la séance, ce nombre n'est pas atteint, l'assemblée est renvoyée à 8 jours plus tard, et alors elle délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 24. — Les associés, en cas d'empêchement légitime peuvent se faire représenter à l'Assemblée par un autre associé, moyennant un pouvoir écrit portant la signature auto-

graphe de l'associé représenté. Chaque associé ne peut émettre qu'un seul vote, quel que soit le nombre de ses actions. Il ne peut aussi représenter qu'un seul associé, et dans ce cas, il aura deux voix y compris la sienne.

Art. 25. — Les votes se font ordinairement à mains levées. Cependant, à la demande d'un dixième au moins des membres présents, on peut décider le vote par appel nominal. Lorsqu'il s'agit de questions intéressant des personnes, ou quand la moitié des membres présents le demandent, le vote doit se faire au scrutin secret.

Les décisions se prennent à la majorité absolue des voix. En cas d'égalité des voix le projet est considéré comme repoussé.

Les votes par acclamation sont interdits.

Art. 26. — Les modifications aux statuts, et la dissolution de la société doivent être approuvées par les trois quarts des votants.

Art. 27. — L'assemblée nomme chaque fois un Président. Celui-ci choisit le secrétaire qui doit rédiger le procès-verbal, et trois scrutateurs.

Art. 28. — Les membres du Conseil d'administration, ne peuvent voter sur l'approbation du bilan, ni sur les autres matières où leur responsabilité est engagée.

Conseil d'administration.

Art. 29. — Le Conseil d'administration se compose du Président, du Vice-Président, et de cinq Conseillers élus par

l'Assemblée. Ils sont nommés pour deux ans et sont rééligibles. Le Conseil d'administration, après la première année, se renouvellera par moitié par voie de tirage au sort. Dans la suite on suivra l'ordre d'ancienneté.

Art. 30. — S'il vient à manquer trois membres du Conseil, on devra convoquer l'Assemblée dans un délai d'un mois, pour des élections complémentaires. Les nouveaux membres nommés resteront en charge jusqu'aux élections suivantes.

Les administrateurs sont dispensés de fournir caution. Leur responsabilité est déterminée par le Code de commerce.

Art. 31. — Le Conseil se réunit chaque fois que le Président, ou celui qui le supplée, le juge nécessaire, ou quand trois Conseillers, ou le Comité des Syndics, ou celui des Prudhommes en font la demande par écrit. Les séances du Conseil ont lieu valablement, lorsque quatre au moins des membres en fonction y assistent.

Art. 32. — Les votes sont publics ou secrets. Ce second mode de vote doit toujours être adopté lorsqu'il s'agit de questions de personnes, ou quand la demande en est faite, même par un seul des Conseillers ou des syndics.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents. A égalité de voix, la proposition est repoussée, à moins qu'on ne décide le renvoi à une séance ultérieure.

Art. 33. — Les séances du Conseil sont présidées par le Président, ou, en l'absence de celui-ci, par le Vice-Président, ou, si ce dernier est également absent, par le conseiller le

plus âgé, sauf quand le conseil préfère confier ces fonctions à un autre conseiller.

Art. 34. — Seront considérés comme démissionnaires, les administrateurs qui, sans motifs suffisants n'auront pas assisté à quatre séances consécutives du Conseil.

Art. 35. — Le Conseil administre la Société et la représente vis-à-vis des tiers.

La signature sociale appartient au Président, ou à celui qui en remplit les fonctions, conjointement avec un membre du Conseil.

Le Conseil peut aussi déléguer la signature sociale, pour certaines affaires déterminées, à un des administrateurs.

Art. 36. — Le Président ou celui qui en remplit les fonctions, représente la Société devant la justice. Toutefois, le Conseil aura le droit, quand il le jugera opportun, de déléguer, pour le représenter, un autre membre de l'administration.

Tous les membres du Conseil sont solidairement responsables de l'administration sociale.

Art. 37. — Les attributions du Conseil d'administration sont les suivantes :

a) Délibérer sur l'admission, la démission ou l'exclusion des associés.

b) Fixer les dépenses de l'administration.

c) Nommer, suspendre, révoquer les employés, fixer leurs attributions, traitements et gratifications.

d) Etablir les règlements nécessaires pour la marche régulière de tous les services.

e) Administrer les biens mobiliers et immobiliers de la Société.

f) Délibérer sur les acquisitions de terres, sur les locations, sur les contrats à passer, sur les travaux à exécuter, et en général sur tout ce qui concerne les opérations de la Société.

g) Intenter et soutenir les procès, se désister, former appel, aller en cassation, transiger, faire nommer des arbitres, enfin s'occuper de tout ce qui concerne les affaires contentieuses.

h) Etablir les bilans annuels, le montant des bénéfices nets, en proposer la répartition à l'assemblée.

i) Convoquer les assemblées et remplir tous les actes ordinaires et extraordinaires d'administration qui ne sont pas réservés expressément, par les présents statuts, à un autre organe de la Société.

k) Délibérer avant la réunion de l'assemblée, pour consentir des gages ou des hypothèques, consentir et opérer des inscriptions, des radiations, des réductions, des transferts, etc. ; faire des déclarations de toutes sortes dans les registres des hypothèques, dans les registres des contributions, dans le Grand-Livre de la Dette publique.

Art. 38. — Les actes du Conseil sont signés par le Président ou par celui qui le représente ou par le secrétaire.

Syndics.

Art. 39. — A chaque assemblée ordinaire, on nomme à la

majorité absolue des voix trois syndics titulaires et deux suppléants.

Ils peuvent être choisis même parmi des personnes non associées. Ils restent en charge un an, sont rééligibles, et nomment eux-mêmes leur Président.

Art. 40. — Les syndics ont mandat spécial de surveiller les opérations sociales et de vérifier les bilans, les livres, la caisse, les valeurs, les écritures, et en général de veiller à ce que les prescriptions des statuts et les décisions du Conseil et des assemblées soient observées.

Art. 41. — Les syndics peuvent assister aux séances du Conseil, mais n'ont pas voix délibérative. Ils peuvent faire inscrire dans les ordres du jour du Conseil et des assemblées les propositions qu'ils croient utiles.

Ne peuvent être syndics les parents des administrateurs jusqu'au 4^e degré.

Prudhommes.

Art. 42. — Les Prudhommes, au nombre de trois, sont élus chaque année, et peuvent être choisis même en dehors des associés, par l'assemblée ordinaire.

Ils restent en charge un an et sont rééligibles. Ils nomment eux-mêmes, et parmi eux, leur Président.

Art. 43. — Les Prudhommes statuent, sans appel possible, sur toutes les difficultés concernant l'admission, la démission ou l'exclusion des associés. En outre, si on le leur demande, ils peuvent trancher les différends des associés entre eux, et

des associés avec l'administration, en ce qui concerne les affaires de la Société.

Art. 44. — Le Comité des Prudhommes doit se réunir dans les 15 jours qui suivent la demande qui lui en est adressée par écrit, et il doit statuer avec la plus grande rapidité possible. Il communique ses décisions par écrit aux parties intéressées. Les Prudhommes peuvent réclamer tous les documents, et entendre toutes les personnes qu'ils croient utile de citer. Le Conseil d'administration est tenu de leur fournir toutes les explications, et de leur soumettre tous les documents qu'ils demanderont.

Employés.

Art. 45. — Les employés dépendent directement du Président et du Conseil d'administration. Leurs attributions et leur traitement sont fixés par un règlement approuvé par le Conseil.

Le caissier doit fournir caution dans la mesure et dans la forme voulues par l'administration.

Un règlement intérieur donnera l'ordre de service des employés, indiquera la discipline qu'ils doivent observer, ainsi que les pénalités qu'ils peuvent encourir.

CHAPITRE VI

Fermiers et métayers.

Art. 46. — Les fermiers et métayers qui sont associés ont

le devoir de remplir, avec ponctualité, les obligations qu'ils ont assumées dans leur contrat de fermage ou de métayage. Leur qualité de fermier ou de métayer se confond avec celle d'associé et ils répondent sur leurs actions de l'exact et ponctuel accomplissement de tous leurs engagements.

Art. 47. — Les fermiers et métayers qui ne sont pas associés doivent observer exactement tous les termes de leurs contrats de fermage ou de métayage, sous peine d'immédiate caducité de ces contrats. On n'admet pas de retard dans les paiements, sauf moyennant une garantie sérieuse.

Art. 48. — Les métayers qui ne donneraient pas satisfaction au Conseil, seraient immédiatement privés de leur métairie.

Art. 49. — En cas de maladie d'un associé, le Président fera appel à la philanthropie des autres associés, par un appel inséré dans le Bulletin de la société, invitant les compagnons agriculteurs à assurer la culture des champs de l'associé malade. On insérera dans le Bulletin les noms des associés qui auront ainsi offert leur aide en pareille circonstance.

CHAPITRE VII

Bilan, Réserve, Répartition des bénéfices.

Art. 50. — Le bilan indique la situation du patrimoine, l'actif et le passif de la société, le nombre des actions et des actionnaires, le capital effectivement versé, l'importance du fonds de réserve, l'état des recettes et des dépenses de

l'exercice, les bénéfices réellement obtenus ou les pertes subies.

Art. 51. — Le fonds de réserve est constitué par un prélèvement annuel d'au moins 20 0/0 sur les bénéfices nets, par les taxes d'admission et de transmission, les dividendes non recouvrés, et les autres gains éventuels. Quand la réserve aura atteint la moitié du capital social, on pourra cesser le prélèvement sur les bénéfices, ou au moins en limiter le pourcentage. Si la réserve venait à diminuer, on aurait de nouveau recours à un prélèvement de 20 0/0 sur les bénéfices, jusqu'à ce que la réserve atteigne de nouveau la moitié du capital social.

Art. 52. — Les bénéfices nets indiqués par le bilan seront répartis comme suit :

- a) Prélèvement de 20 0/0 pour le fonds de réserve.
- b) Prélèvement de 20 0/0 pour les associés travailleurs de la terre, à titre d'intérêt, et proportionnellement à l'étendue des terres qu'ils cultivent.
- c) Prélèvement de 20 0/0 pour les actionnaires, pourvu que ce prélèvement n'excède pas 5 0/0 du capital des actions.
- d) Prélèvement de 5 0/0 pour les employés, répartis dans des proportions qui seront établies par le Conseil.
- e) 5 0/0 à répartir entre les membres de l'administration et les syndics.
- f) 5 0/0 pour un fonds de secours pour les familles des associés les plus pauvres ou leurs héritiers.
- g) 5 0/0 pour le fonds d'Instruction et d'Ecoles du soir.

h) Le solde des bénéfices servira à l'amortissement du passif.

Quand il n'y aura pas de passif à éteindre, ou quand la réserve aura atteint la moitié du capital social, les prélèvements indiqués aux lettres a) et g) seront employés à obtenir une diminution proportionnelle des loyers des associés, ou serviront pour des œuvres utiles à la société.

Art. 53. — L'Assemblée qui est toujours souveraine, peut, sur la proposition du Conseil, ordonner une répartition des bénéfices autre que celle indiquée à l'article précédent, à condition qu'on ne touche pas au pourcentage fixé pour le fonds de réserve, ni qu'on n'augmente pas celui attribué à l'intérêt sur le capital des actions.

Art. 54. — Pour le calcul des dividendes et des intérêts, l'année est divisée en quatre parties, en quatre trimestres.

Les dividendes non touchés sont versés au Fonds de Réserve au bout de cinq ans.

CHAPITRE VIII

Dissolution de la société.

Art. 55. — La Société pourra se dissoudre au bout de 50 ans (art. 2) ou quand elle aura perdu la moitié du capital social (art. 26), sauf délibération préalable des Associés dont l'Assemblée peut décider la reconstitution du capital.

En cas de dissolution, l'Assemblée déterminera la forme de liquidation et nommera des liquidateurs.

L'Actif social qui restera disponible après le paiement du Passif, sera partagé entre les Associés en proportion de leurs versements sur les actions.

CHAPITRE IX

Dispositions diverses

Art. 56. — Les présents statuts auront leur effet du jour de leur publication, et annulent ceux établis précédemment en date du 18 décembre 1887.

Art. 57. — Des Règlements spéciaux, approuvés par l'Assemblée, régleront le fonctionnement des magasins de consommation, et aussi les fournitures qui devront être faites par la Société (lettre *c* de l'article 4).

Extraits du Règlement général pour la Location des biens ruraux, de la Coopérative agricole de Calvenzano.

Art. 1. — La durée de la location est de 12 ans, c'est-à-dire du 11 novembre 1901 au 10 novembre 1913.

Celui qui n'est pas muni d'un bail régulier, est considéré comme locataire à l'année.

Art. 3. — Le paiement du loyer se fera en deux termes égaux, à l'échéance du 29 juin et du 11 novembre de chaque année.

Art. 5. — La caution à fournir est égale au montant d'un

semestre de loyer, et devra être déposée, en argent comptant, avant le 11 novembre 1901, sous peine pour le locataire de ne pouvoir entrer en possession.

Art. 7. — Il est absolument défendu de sous-louer, en totalité ou en partie, les terres, comme aussi de les faire cultiver par des personnes étrangères, que ce soit comme métayers ou autrement.

La sous-location des habitations est également interdite.

Art. 10. — Le locataire s'engage à planter gratuitement, dans les trois premières années de sa location, un mûrier par chaque pertica (1000 m. c.) de terrain. Il s'oblige également à faire gratuitement la plantation et la greffe des mûriers que l'Administration lui fournira au compte de la Société.

Art. 11. — Les fourrages et les engrais devront être consommés et employés exclusivement sur le fonds loué par la Société. Ils ne pourront, sous aucun prétexte, être vendus ni destinés à d'autres fonds.

Art. 15. — On ne tiendra pas compte au locataire, à la fin du bail, des améliorations non autorisées par un écrit de l'administration. Ces améliorations profiteront de plein droit à la société.

Art. 16. — Le locataire est obligé de respecter les limites de son fonds, ainsi que les servitudes de passage. Il doit maintenir en bon état les canalisations d'eau.

Art. 17. — Le locataire est obligé de fournir gratuitement la main-d'œuvre nécessaire pour l'exécution des améliorations décidées par l'administration, sur le fonds qui lui est loué.

Art. 20. — A la fin du bail, un expert sera chargé de dresser un état des lieux, afin d'établir d'une façon, sans appel pour les deux parties, le détail des améliorations autorisées, ainsi que des réparations dont il faudra tenir compte au moment du départ du locataire actuel.

Statuts de la Société
Probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglie di Treviglio
(Bergame).

I

Constitution. — But et Durée de la Société.

Art. 1. — Les comparants (les statuts donnent une liste des comparants) constituent entre eux une Société civile particulière avec domicile et siège à Treviglio.

Art. 2. — Cette Société sera appelée : Società dei Probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglie.

Art. 3. — La Société a pour but :

a) De prendre en location et d'exploiter les terrains des domaines de *Castel Cerreto* et de *Battaglie*, ancienne propriété de la défunte Comtesse Piazzoni, née Woyna, de Bergame, et appartenant actuellement à l'orphelinat de garçons de Bergame ; de prendre en location d'autres immeubles, et aussi d'en acquérir, toujours dans le but de les exploiter.

b) D'appliquer à la culture de ces immeubles les méthodes agricoles les plus rationnelles et les plus modernes.

c) D'améliorer les conditions morales, religieuses, sociales et économiques des associés.

Art. 4. — La Société durera depuis sa constitution jusqu'à l'expiration des baux en cours et de ceux qui seront renouvelés. Si la Société devient propriétaire d'immeubles, sa durée sera de 99 ans. Elle aura toujours la faculté de se prolonger.

II

Associés. — Leurs droits et leurs devoirs.

Art. 5. — Les obligations qui seront contractées par la Société, conformément au présent acte, seront garanties par tous les associés, d'une façon solidaire et illimitée vis-à-vis des tiers.

Dans les rapports entre associés, la responsabilité sera partagée proportionnellement à la part de chacun dans l'exploitation, conformément à la répartition des terrains qui sera faite d'après un règlement ultérieur.

Art. 6. — Font partie de droit de la Société, les Révérendissimes Prêtres : Mgr Alessio Nazari, Ambrogio Portaluppi, chanoine théologal, Pompeo Ghezzi, et les autres personnes qui, lorsqu'ils quitteront la Société par suite de décès ou de démission, seront désignées pour les remplacer, par elles-mêmes ou par les survivants. Cette disposition s'appliquera également aux remplaçants jusqu'à la dissolution de la Société.

Font partie également de la Société les paysans chefs de

famille qui acceptent les présents statuts, et s'obligent à les observer et à les faire observer rigoureusement.

Le chef de famille aura droit de déléguer un membre de sa famille, pour le représenter dans les rapports avec le Comité directeur et la Société. A la mort du chef de famille, ses descendants prennent collectivement sa place dans la Société.

Peuvent être admis à faire partie personnellement de la Société, les descendants du chef de famille, ou quelques-uns d'entre eux, et aussi d'autres personnes sur la demande faite au Comité directeur, et après avis donné par les associés réunis en Assemblée générale.

Les nouveaux associés devront, par un acte public régulier, accepter les statuts de la Société et s'obliger à leur scrupuleuse observance.

Art. 7. — Les nouveaux associés répondront, comme les anciens, de toutes les obligations sociales, même de celles contractées antérieurement à leur admission, conformément à la disposition du second § de l'article 5.

Art. 8. — Les associés actuels et futurs cesseront de faire partie de la Société :

a) Par suite de décès, de diminution ou de perte de la capacité juridique, mais seulement dans le cas où l'associé n'aurait pas de famille pouvant continuer à s'occuper de la culture de ses terres.

b) Par démission, laquelle ne pourra être donnée que moyennant un avis préalable, donné au moins un an avant la clôture d'une année agricole, et avec le consentement du Comité directeur.

c) Par exclusion pouvant être prononcée :

1° Pour fautes contre la religion, les institutions publiques, les personnes, l'ordre et la propriété, et en général pour des faits entachant l'honneur et la réputation de l'associé, ou de quelqu'un de sa famille, ou qui pourraient porter un préjudice moral ou économique à la Société.

2°) Pour violation des statuts et des règlements sociaux ; pour violation ou inobservance des clauses du contrat de louage ; pour transgression des devoirs sociaux, pour retard dans les paiements ; pour inobservance des dispositions établies par le comité directeur.

Art. 9. — L'exclusion des associés peut être prononcée par le président seul, ou en son absence par le vice-président et par deux conseillers dans les cas prévus au n° 1 de l'article précédent. Elle devra, au contraire, être ordonnée par le comité directeur et par la commission de vigilance à la majorité absolue des voix, dans les cas prévus au n° 2 du § C du précédent article 8.

Art. 10. — La démission d'un ou plusieurs associés n'entraînera pas la dissolution de la Société qui continuera à exister avec ceux qui resteront.

Art. 11. — En cas de mort d'un associé laissant une famille, celle-ci sera considérée comme un seul associé quel que soit le nombre de ses membres, sauf la disposition indiquée à l'article 6.

Art. 12. — Chaque associé a le devoir :

a) De répondre dans les limites indiquées à l'article 5, solidairement avec les autres associés, et vis-à-vis

des tiers, des obligations contractées par la Société.

b) De s'employer, ainsi que les personnes de sa famille en état de travailler, à la culture de la portion de terres qui lui aura été confiée ; d'observer les prescriptions de la loi concernant le travail des femmes et des enfants.

c) D'appliquer, dans les travaux agricoles, les méthodes, les systèmes et les règles qui seront indiqués et établis par le comité directeur ou le directeur technique.

d) D'user consciencieusement, et avec le soin voulu, sous peine d'être obligé de réparer les dommages, des machines et instruments qui lui seront confiés, et dont il aura la jouissance pour le compte de la Société.

e) D'informer le comité directeur des abus et des dommages que des associés ou des tiers pourraient causer à l'entreprise sociale ou aux droits des propriétaires.

f) D'observer et de faire observer à sa propre famille le contrat de location, les présents statuts et les autres règles et prescriptions qui seraient imposées par la majorité des associés dans les assemblées, et par le comité directeur.

g) D'aider les autres associés qui, par suite d'empêchements légitimes, ne pourraient pas accomplir leur travail.

Art. 13. — Chaque associé a droit, autant du moins que les immeubles pris en location ou achetés le comportent, à une partie des bâtiments à habiter, et des terres à cultiver correspondant au nombre de membres de sa famille et à leur capacité de travail. La répartition sera faite par le comité directeur. La Société ne s'engage pas à augmenter, par de nou-

velles constructions, le nombre des locaux habitables s'ils devenaient insuffisants.

Art. 14. — Chaque associé a le droit et en même temps le devoir d'aider personnellement, et par sa famille, à la bonne marche et à la prospérité croissante de la Société, de surveiller les opérations sociales, d'assister aux réunions ou assemblées des associés et d'y voter, sous peine d'une amende de une lire pour chaque absence non justifiée.

III

Patrimoine. — Capital social.

Art. 15. — Le capital social est constitué par des quote-parts de 20 litres chacune que chaque associé devra verser dans la caisse sociale, même par versements successifs, avant le 11 novembre de l'année 1901. Ces quote-parts resteront acquises à la Société et constitueront la première partie de son capital et de sa réserve. Une quote-part égale devra être versée par tout associé qui serait admis dans la Société après sa constitution.

Les sommes nécessaires pour les dépenses occasionnées par les contrats de location, par les cautions, par la mise en train et le développement des travaux agricoles, et par tous les autres besoins sociaux, seront empruntées, pour le compte et au nom de tous les associés, par le comité directeur, dans la forme et avec les garanties que celui-ci jugera convenables.

Art. 16. — Feront partie du patrimoine de la Société, les machines, instruments aratoires, et tout ce qui sera acquis pour le compte commun, ainsi que les sommes destinées aux fonds de garantie et de réserve, et les bénéfices éventuels de la Société.

Art. 17. — Le patrimoine social, exception faite pour les quote-parts indiquées à l'article 15, sera, à la dissolution de la Société, réparti entre les associés, conformément aux dispositions de l'article 5. La part de patrimoine revenant à l'associé qui cesse de faire partie de la Société pour les motifs énoncés à la lettre *a*) l'article 8, lui sera versée, à lui ou à ses héritiers, à la fin du bail qui les lie. L'associé qui cesse de faire partie de la Société pour les motifs énoncés à la lettre *b*) de l'article 8, recevra sa part diminuée de 25 0/0 ; et celui qui quitte la Société pour les motifs énoncés à la lettre *c*) ne recevra rien. Sa part fera retour à la Société.

Les quote-parts de 20 lires, versées par les associés à leur entrée dans la Société, et les parts retenues aux associés sortants ou exclus dans les conditions indiquées dans le § précédent, seront, après délibération de l'assemblée générale des associés, consacrées à des œuvres d'économie sociale analogues à l'œuvre présente, qui existeraient ou seraient sur le point de se former sur le territoire de Treviglio ; à défaut d'œuvres d'économie sociale, ce serait des œuvres de bienfaisance qui en profiteraient.

IV

Opérations sociales.

Art. 18. — Aussitôt que la Société aura la jouissance des immeubles pris en location, le comité directeur les répartira entre les associés, assignant à chacun des bâtiments et des terres, conformément à l'article 13.

Le comité directeur pourra réserver des champs d'expérience, à la culture desquels devront concourir tous les associés.

Art. 19. — Les acquisitions de machines, instruments, bestiaux, semences, et en général de tout ce qui est nécessaire pour les travaux agricoles, seront faites par le comité, qui effectuera également la vente de tous les produits qui ne seraient pas laissés en nature aux associés.

Art. 20. — Le montant du loyer annuel, ainsi que les redevances accessoires convenues avec les propriétaires, le tout majoré de 15 0/0 pour les frais généraux d'administration, sera réparti par le comité entre les associés, proportionnellement à la part d'immeubles assignée à chacun, et payé par les associés suivant le mode et aux échéances fixés par le comité.

Art. 21. — Les associés ne pourront, sans le consentement du comité, exploiter d'autres terres, en location ou en métayage, que celles qu'ils auront reçues au début de leur bail.

V

Assemblées générales.

Art. 22. — Les assemblées générales des associés seront convoquées, ordinairement une fois tous les six mois, et extraordinairement chaque fois que l'administration le jugera opportun, ou que la demande en sera faite par la commission de vigilance ou par un cinquième des associés.

Art. 23. — La convocation sera faite par le président, moyennant un avis communiqué aux associés et affiché au siège social, et dans les localités de Castel Cerreto et de Battagliè, avec l'indication des sujets à traiter, au moins cinq jours avant celui choisi pour l'assemblée.

Art. 24. — Les décisions se prennent à la majorité des voix des associés présents. A égalité de voix, la proposition est considérée comme repoussée. Une heure après celle fixée pour la réunion, les associés présents délibèrent valablement, quel que soit leur nombre.

La mise à exécution des décisions qui n'auraient pas obtenu le vote favorable de la majorité de tous les associés, pourra être empêchée par la commission de vigilance, statuant à l'unanimité des voix de ses membres, dans les huit jours suivants.

Art. 25. — Les décisions des Assemblées générales ont force de loi pour tous les associés indistinctement, présents, absents, favorables ou opposés. Les procès-verbaux des

délibérations seront signés par le président ou par le vice-président, et contresignés par cinq associés, trois de Castel-Cerreto et deux de Battaglie, ne faisant pas partie du comité directeur.

VI

Administrateurs

Art. 26. — L'administration de la Société est confiée à un Comité Directeur composé comme suit :

a) *Président honoraire* avec voix délibérative, Mgr Alessio Nazari, curé de Treviglio, ou la personne qui, en cas de renonciation de sa part, sera désignée par lui, par le Président effectif, et par le Vice-Président ; ou celle qui, en cas de mort de Mgr Nazzari, serait désignée pour lui succéder, par le Président effectif et le Vice-Président.

b) *Président effectif*, le Révérend chanoine Ambrogio Portaluppi, ou la personne qui, en cas de renonciation de sa part, serait désignée par lui, par le Président honoraire et et par le Vice-Président. En cas de mort du chanoine Portaluppi, son remplaçant serait désigné par le Président honoraire et le Vice-Président.

c) *Vice-Président*, le Révérendissime prêtre Pompeo Ghezzi, ou la personne qui serait désignée pour le remplacer, en cas de renonciation de sa part, par lui-même et par les deux Présidents, et en cas de mort par ces deux derniers.

En cas de mort ou de renonciation des remplaçants, on procéderait de la même façon.

d) *Quatre membres* nommés par les associés, et choisis parmi les paysans de Castel Cerreto.

d) *Trois membres* nommés par les associés, et choisis parmi les paysans de Battaglie.

Les membres élus seront renouvelés chaque année. On commencera par remplacer ceux qui auront obtenu le moins de voix. A égalité de voix, on tiendra compte de l'âge, et ensuite on suivra l'ordre d'ancienneté.

Les membres défunts ou démissionnaires seront remplacés en suivant les mêmes procédés qui auront été suivis pour l'élection de ces membres défunts ou démissionnaires. Les remplaçants ne resteront en charge que jusqu'à l'expiration du mandat de la personne qu'ils remplacent.

Tous ces membres devront être choisis par l'Assemblée, sur une liste établie par les deux Présidents et le Vice-Président, et comprenant un nombre de noms triple du nombre à élire.

Art. 27. — Le Président effectif, et en son absence le Vice-Président, convoque et préside les réunions des associés, et du Comité directeur ; représente la Société et agit pour elle en justice ; délivre et certifie conformes les copies des délibérations prises, tant par le Comité directeur que par les Assemblées des associés.

Art. 28. — Le Comité directeur a, parmi les attributions qui lui sont conférées par les présents statuts, ou qui peuvent lui être conférées par les associés réunis en Assemblée générale, les suivantes :

a) Il peut acquérir, aliéner, administrer les biens mobi-

liers et immobiliers de la Société ; contracter des emprunts sous quelque forme que ce soit ; accepter, émettre et endosser des lettres de change, et autres effets de commerce ; consentir des gages et hypothèques, ainsi que des inscriptions, des main levées, des réductions, des subrogations, des radiations, etc., et autres déclarations de toutes sortes dans les registres publics des hypothèques, des contributions, et dans le Grand-Livre de la Dette publique ; transiger et nommer des arbitres, soutenir des procès, en intenter, se désister, former appel, se pourvoir en cassation, déférer et prêter serment ; donner des procurations ; élire domicile, etc.

b) Déterminer l'emploi des capitaux sociaux.

c) Nommer, suspendre, révoquer le Directeur, les agents, les employés de la Société, fixer les émoluments, ainsi que les cautions à fournir.

Les obligations contractées par le Comité ne lieront la Société, que si elles sont votées par la majorité absolue des voix des membres de ce Comité, et que si les actes qui s'y rapportent sont signés par trois membres de ce Comité, dont le Président, ou à son défaut le Vice-Président.

VII

Commission de Vigilance

Art. 29. — Pour surveiller la marche de la Société, il est institué une *Commission de Vigilance* composée d'un Président, de deux membres titulaires et de deux suppléants qui

peuvent être choisis même parmi les non-associés, pourvu qu'ils ne soient pas parents ou alliés, jusqu'au 3^e degré inclusivement, des administrateurs. Leurs fonctions durent un an. Ils sont rééligibles.

Outre les fonctions qui lui sont dévolues par les articles 7, 24, 33 des présents statuts, la *Commission de Vigilance* doit :

a) Indiquer, d'accord avec le Comité directeur, les livres à tenir par l'administration sociale, fixer le mode d'administration et de comptabilité, la forme et l'époque du rapport annuel, de l'inventaire, et du bilan à soumettre à l'approbation des associés.

b) Faire à l'improviste de fréquentes inspections et des examens de la comptabilité, de la caisse, des titres, valeurs, marchandises, produits, etc.

c) Vérifier l'exactitude de l'inventaire annuel, dire si les comptes peuvent être acceptés, reconnaître l'existence des valeurs qui y sont mentionnées.

d) Assister aux Assemblées générales des associés et aux séances du Conseil d'administration, faire ajouter aux ordres du jour les propositions opportunes.

e) Vérifier le bilan annuel et faire un rapport à son sujet aux Assemblées générales.

f) Veiller à ce que les administrateurs observent les dispositions des présents statuts, et en rendre compte aux associés dans les Assemblées générales.

g) Délibérer sur les opérations et sur les contrats que certains administrateurs voudraient faire et passer avec la Société.

h) Juger, en qualité d'arbitres, les difficultés qui pourraient surgir entre un associé et les administrateurs au sujet d'affaires intéressant la Société.

VIII

Employés.

Art. 30. — La Société aura un directeur technique chargé de diriger et de surveiller l'exploitation agricole, un caissier et un comptable. Le directeur technique pourra être en même temps comptable.

Les attributions, ainsi que le traitement de ces employés, seront fixés par le Conseil directeur.

IX

Dispositions diverses.

Art. 31. — Les fonctions des membres du Comité directeur et de la Commission de vigilance sont gratuites.

Art. 32. — Les modifications aux présents statuts ne seront valables qu'à la condition d'être approuvées par les $\frac{3}{4}$ au moins des associés, en Assemblée générale.

Art. 33. — La liquidation de la Société sera faite dans la forme déterminée, et par les personnes choisies par le Comité directeur, de concert avec la Commission de vigilance.

Art. 34. — Les paysans établis sur les fermes de *Castel*

Cerreto, Forchina, Fornasetta, Pelesa, Castellana, Avanzata di Sopra, Avanzata di Sotto, Guardiola et Cappuccini appartiennent à la section de *Castel Cerreto*.

Les paysans établis sur les fermes de *Battaglie, Monache, Santa Maria, Fornaci, Cascinassa, Berlona* et *Franzaga* appartiennent à la section de *Battaglie*.

**Extraits des statuts de la Coopérative de travail
S. Giuseppe in Ribera (Girgenti).**

Art. 1^{er} — Il est fondé, à *Ribera*, une Société de travailleurs, sous le nom de *Cooperativa di lavoro di S. Giuseppe*.

Art. 2. — Le but de la Société est d'améliorer la condition matérielle et morale de ses associés, en leur procurant un juste salaire de leur travail, les débarrassant de la dépendance des entrepreneurs et spéculateurs de toute sorte, grâce à la Constitution d'un fonds social qui permettra à la Société de prendre l'entreprise de la plus grande partie des travaux publics et privés de la ville de *Ribera* et de ses environs.

La Société étudiera aussi toute question intéressant la bonne exécution des travaux, et l'amélioration du sort de l'ouvrier.

Art. 3. — L'association ne s'occupera pas de politique.

Art. 4. — Les associés faisant partie de la société sont membres : *a*) effectifs, *b*) participants, *c*) honoraires.

Art. 5. — Pour la fixation des salaires, et pour tout ce qui concerne l'entreprise, la préparation et l'exécution des travaux sociaux, il y aura des règles établies par le Comité directeur, règles qui seront obligatoires après leur approbation par l'Assemblée générale des associés.

Art. 6. — Le Conseil d'administration ou Comité directeur peut admettre dans l'association :

a) Comme membres effectifs : les personnes s'adonnant aux travaux agricoles, les maçons, les charpentiers, et en général tous ceux qui travaillent de leurs mains, à quelque métier qu'ils appartiennent.

b) Comme membres participants : tous ceux qui n'appartiennent pas à la classe des travailleurs pourvu que :

1° Ils aient été acceptés par l'Assemblée générale des associés, sur la proposition du Conseil.

2° Ils adhèrent aux présents statuts.

3° Ils s'engagent à participer à la constitution du fonds social, par leur souscription à une ou plusieurs actions, renonçant expressément à toute part dans les bénéfices, et se contentant d'un intérêt à fixer par l'Assemblée générale et pouvant varier de 3 à 6 0/0.

Les membres participants ont des droits et des devoirs comme les associés effectifs.

c) Comme membres honoraires : tous les bienfaiteurs de la présente coopérative. Ces bienfaiteurs, élus membres honoraires à l'unanimité des voix de l'Assemblée générale des associés, ne sont astreints à aucune obligation.

Art. 7. — Les membres de la Société, qu'ils soient effectifs, participants ou honoraires, doivent :

a) Etre domiciliés à *Ribera* ou dans la commune voisine de *Calamonaci*.

b) Avoir atteint l'âge de 17 ans.

c) Jouir de leurs droits civils.

d) Offrir des garanties de moralité et de probité.

e) Etre bons catholiques et soumis au gouvernement existant.

Art. 8. — La qualité d'associé se perd :

a) Par démission.

b) Par exclusion.

c) Par changement de résidence.

Art. 9. — Sera exclu l'associé qui, par son inconduite, se rendra indigne d'appartenir à la Société.

Art. 10. — L'égalité la plus complète règne entre associés. Chaque associé a droit de vote, de proposition et d'interpellation dans les Assemblées. Il a droit également à la solidarité de tous les associés pour toute entreprise approuvée par la Société.

.
.

*Art. 16.** — Les bénéfices comprennent les intérêts des capitaux possédés par la Société, et les profits sur les travaux exécutés.

Art. 17. — On prélèvera sur les bénéfices :

a) Les dépenses de la Société.

b) Les primes à attribuer chaque année, par le Président

d'accord avec les syndics, aux associés qui, de quelque manière que ce soit, auront le mieux mérité de la Société. En aucun cas, ces primes ne devront dépasser le dixième des bénéfices.

c) L'intérêt, variant de 3 à 6 0/0, à servir aux actions des membres participants.

Art. 18. — La moitié des bénéfices restant sera consacrée à augmenter le capital social, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint la somme de 20.000 liras. L'autre moitié sera attribuée aux associés effectifs, en proportion de leurs actions libérées.

Quand le fonds social aura atteint le chiffre de 20.000 liras, les bénéfices de l'association seront distribués pour 9/10 aux actions libérées des associés effectifs, et pour 1/10 au fonds social.

Art. 19. — Tant que le fonds social n'aura pas atteint 20.000 liras, les associés effectifs répondront sur tout leur avoir, et solidairement, vis-à-vis des tiers, des obligations de la Société, mais seulement jusqu'à concurrence de 15.000 liras.

.
.

Art. 25. — Le Conseil d'administration répartit les associés en sections, composées d'un nombre indéterminé d'associés, selon les travaux à exécuter et les circonstances locales.

Chaque section se choisit un chef dont elle soumet la nomination à l'approbation du Conseil.

Cette approbation obtenue, le chef de la section se charge de recueillir les cotisations mensuelles, de surveiller et de diriger les travaux de la section. La réunion de plusieurs sections en une seule, et la division d'une section en plusieurs fractions, doivent toujours être approuvées par le Conseil d'administration.

Art. 26. — Le Comité technique est composé d'un ingénieur, ou d'un géomètre et de deux experts.

Art. 27. — Le Comité technique est chargé d'étudier préalablement les conditions dans lesquelles se présentent les travaux à effectuer, et de faire un rapport. Il fixe pour chaque travail le salaire dû aux ouvriers, en tenant compte des circonstances locales et des prix d'adjudication. Il surveille et dirige les travaux en cours d'exécution, et présente un rapport à l'Assemblée sur ces travaux, quand ils sont terminés.

Art. 28. — Le Président ou celui qui en remplit les fonctions :

a) Représente l'association dans les adjudications publiques ou privées.

b) Assume l'entreprise de travaux pour le compte de la Société et en surveille la bonne exécution.

c) Peut, si cela est nécessaire, et tant que le fonds social n'a pas atteint 20.000 liras, recourir à un emprunt ne dépassant pas 15.000 liras. Il donnera, dans ce cas, la garantie prévue à l'article 19, et payera des intérêts qui ne devront pas dépasser 7 0/0.

d) Peut infliger aux associés des amendes variant de une

à cinq lires, selon les fautes commises. Ces amendes, après approbation par le Conseil d'administration, seront versées au fonds social.

Extraits du règlement intérieur de la Coopérative

S. Giuseppe.

Travaux.

Art. 1^{er}. — Pour être associé de la Coopérative de travail S. Giuseppe, il faut :

a) Remplir les conditions requises par les statuts de la Société.

b) Veiller à ce que ses propres enfants, et les enfants de ceux qui sont sous sa dépendance reçoivent une éducation selon la morale chrétienne.

c) Se conduire chrétiennement, soi et sa famille.

Art. 3. — Chaque associé doit assister aux Assemblées générales. Chaque absence non justifiée sera punie d'une amende de une lire, au bénéfice du fonds social.

.

Art. 6. — Chaque associé doit tenir les engagements pris au moment de son admission comme associé. Il doit respecter et suivre les prescriptions de la Présidence et de l'Assemblée générale. S'il ne s'y conforme pas, il sera exclu de la Société, car toutes les décisions de la Présidence et de l'Assemblée sont obligatoires pour tous les associés.

Art. 7. — Le premier devoir de chaque associé est d'em-

ployer, de préférence à d'autres, ses coassociés, qu'ils soient effectifs, participants ou honoraires, selon ses besoins et la profession, l'art ou le métier de chacun, et de les payer selon le prix local ou le tarif établi par la Société. Celui qui ne se conformerait pas à ces prescriptions, serait exclu.

Art. 8. — L'associé qui se rend passible de l'exclusion, est avisé d'avoir à comparaître en personne devant le Conseil directeur, pour se disculper. S'il ne comparaît pas, sans motif légitime, il sera jugé par contumace, et on lui notifiera le jugement, en lui donnant la raison pour laquelle il ne fait plus partie de la Société. L'exclusion sera décidée, si elle est votée à bulletin secret, par la moitié plus une, des voix des membres du Conseil directeur. L'associé exclu peut en appeler à la Commission des syndics. L'associé exclu perd tous les avantages dont il jouissait en sa qualité d'associé.

.
. ,

Assistant ecclésiastique.

Art. 20. — Un assistant ecclésiastique est nommé par l'Ordinaire du diocèse. Il veille à la situation religieuse et morale de la Société. Il a droit de vote dans les questions intéressant la religion et la morale.

L'assistant ecclésiastique doit être convoqué pour toutes les réunions du Conseil, de la commission des syndics, et des associés.

.

Lotissement des terres.

Art. 23. — La société assume collectivement les travaux d'amendement et d'amélioration des terres. Les terres sont divisées en lots qui sont concédés aux associés cultivateurs, à un prix de location à fixer par l'office technique. Les lots sont désignés par le sort.

Art. 24. — Les terres peuvent être aussi données sous la forme du métayage, ou sous toute autre forme, pourvu que l'administration veille toujours à une juste répartition des lots.

Art. 25. — Les terres non cultivables, et celles qui demandent une culture spéciale, sont concédées avec des formes particulières et appropriées aux divers cas.

Art. 26. — La Société assume collectivement l'entreprise de travaux publics dans la commune et dans la province. Les travaux à exécuter sont divisés par lots et confiés aux associés pour un prix fixé par l'office technique.

Les lots seront tirés au sort entre les associés concurrents.

Art. 27. — La Société achète en gros le bois, le cuir, le fer, et autres matières nécessaires aux travaux des associés charpentiers, cordonniers, forgerons, etc... Ces matières sont déposées dans les magasins de la société, et se vendent au détail aux associés, au prix fixé par la Présidence.

.
.

Art. 29. — La Société, si elle a des fonds suffisants, peut

fournir aux associés les machines agricoles nécessaires, le bétail etc. Elle peut aussi leur procurer les instruments aratoires, des animaux de trait, et peut créer des bergeries, étables, laiteries pour le compte de la Société.

Secours et avances.

Art. 30. — La Société fait des avances aux associés pour leur permettre de cultiver les terres de la Société, ou d'entreprendre les travaux publics que la Société, prend en adjudication.

Art. 31. — L'associé qui veut obtenir un secours ou une avance, doit en faire la demande, par écrit, à la Présidence en indiquant :

- a)* La somme qu'il désire.
- b)* L'usage qu'il compte en faire.
- c)* La garantie qu'il offre.
- d)* L'époque à laquelle il compte opérer le remboursement.

Art. 32. — Les secours, avances, et ventes à crédit de bois, cuir, fer et autres matières, aux associés, seront garantis par un gage ou une hypothèque.

Art. 33. — Les secours en argent, les avances de semences, et les ventes à crédit de bois et autres matières, consentis par la Société aux associés, seront remboursés et payés, en y ajoutant des intérêts dont le taux sera fixé chaque année par l'Assemblée générale des associés.

Art. 34. — Les ventes à crédit seront faites pour une durée de deux mois, et tant que ses premiers achats à crédit ne

seront pas soldés, l'associé ne pourra pas en faire d'autres.

Art. 35. — Les secours et avances doivent être remboursés, et le loyer des lots de terres payé, avant l'époque de la moisson. Si un associé ne satisfait pas à cette obligation, la Présidence pourra saisir une partie des récoltes de cet associé, d'une valeur suffisante pour assurer le paiement du loyer et le remboursement des avances. Ces récoltes, après un certain délai, et en employant les formes légales, seront vendues par le Conseil d'administration aux frais et risques de leur propriétaire.

Art. 36. — Les secours et avances consentis aux terrassiers et maçons pour l'exécution des travaux entrepris pour le compte de la Société, à la suite d'adjudications publiques, seront remboursés à la date fixée par la Présidence.

Art. 37. — Tout associé qui voudra un secours ou une avance, devra en indiquer le motif avec sincérité. La Présidence fera une enquête, et si le motif indiqué n'est pas conforme à la vérité, le secours ou l'avance seront refusés, ou si la Présidence les a déjà accordés, elle en exigera la restitution immédiate, même par voie de justice.

Art. 38. — Tout associé qui ne se présente pas au jour fixé pour le remboursement des secours et avances, ou pour le paiement des ventes à crédit, sera frappé d'une amende de une lire. Si, le jour suivant, il ne se présente pas encore, on lui enverra une sommation par huissier.

Art. 39. — Par exception, des délais pourront être accordés, s'ils sont demandés en temps opportun.

Art. 40. — Le paiement des amendes sera exigé rigou

reusement, pour habituer les associés à la ponctualité.

Art. 41. — Les opérations de caisse, c'est-à-dire les paiements et les remboursements, seront effectuées le 1^{er} et le 15 de chaque mois.

Art. 42. — L'intérêt des avances est payable d'avance. On rendra une partie des intérêts versés, à l'associé qui opérera le remboursement avant l'échéance fixée.

Extraits des statuts de la Société agricole coopérative: La Madre Terra di Castro Giovanni (Caltanissetta) (1).

Art. 1. — Il est constitué, à Castro Giovanni, une Société coopérative anonyme, sous le nom de « Società agricola cooperativa La Madre Terra », avec siège à Castro Giovanni.

(1) Cette Société, d'après sa propre déclaration formulée dans sa réponse au questionnaire qui lui avait été adressé, a des tendances collectivistes, et ces tendances se manifestent nettement dans l'article 2 de ses statuts. Pourtant, dans la pratique, elle a dû se soumettre à des nécessités que l'honorable Colaïanni indique magistralement dans une lettre, pleine de sages conseils, adressée à la Société, et que celle-ci a publiée, comme Préface de ses statuts. En réalité, les tendances collectivistes de la Société ne se trouvent pas réalisées dans son mode de fonctionnement. Elle a adopté en effet le système de la *conduzione divisa* qui est essentiellement individualiste puisque, dans ce système, chaque famille de paysans a, en propre, un lot de terres qu'elle doit cultiver.

Voici ce qu'écrit, à ce sujet, l'honorable Colaïanni, dans un article paru le 2 avril 1906, dans le *Giornale di Sicilia* : « La majeure partie « des *affittanze collettive* de la province de Reggio Emilia, cultivent « leurs terres en commun, les paysans reçoivent un salaire conve-

Art. 2. — La Société a pour but :

a) D'assurer aux cultivateurs de la terre une part toujours plus grande des richesses qu'ils produisent.

b) De constituer un patrimoine croissant dont les associés ne pourront jamais consentir l'aliénation ni le partage, et dont seuls ils doivent avoir la jouissance.

c) De prouver par des faits que le bien et le progrès du bien dérivent de la solidarité, et non de la concurrence et du conflit des intérêts individuels.

.

Art. 4. — La Société pour atteindre son but :

a) Prendra en location des fonds ruraux, pour les donner ensuite en sous-location aux associés suivant le mode qui sera fixé par les Conseils d'administration et de vigilance qui élaboreront un règlement à ce sujet. Un lot de terres, très

nable, et les bénéfices vont en totalité au fonds social. Au contraire, « *La Madre Terra de Castro Giovanni, en Sicile*, partage les terres « qu'elle a louées, entre ses associés, en augmentant le prix du fermage d'un léger pourcentage qui va au fonds social et sert à « l'augmentation du patrimoine, aux dépenses d'administration, « aux secours, aux associés, aux dépenses funéraires, etc., etc. « la famille de l'associé qui meurt, reçoit 0 fr. 60 centimes de « chaque associé. Cette année, il y a eu une bonne innovation. La « Société a pris à son compte environ 40 hectares de l'ancien fief « *Pasquasia*, et les a cédés à titre de métayage à des familles de « journaliers. Certainement l'*affittanza collettiva*, telle qu'elle est pratiquée dans la province de Reggio Emilia, et spécialement par la « Société de *Fabbrico*, se rapproche plus de l'idéal socialiste, mais « le système individualiste de culture et d'appropriation des produits, « qui prévaut dans la *Madre Terra*, et dans toutes les autres sociétés « démocratico-chrétiennes de *Sicile*, s'adapte mieux à la mentalité « et au degré d'évolution morale de nos travailleurs ! »

fertiles et bien appropriées à la culture rationnelle intensive, sera cultivé en commun pour le compte de la Société.

b) Prendra, dès que cela sera possible et utile, des fonds ruraux à bail emphytéotique, ou les acquerra en pleine propriété. Le mode de jouissance de ces biens sera, en temps voulu, déterminé par les Conseils d'administration et de vigilance, avec l'approbation de l'Assemblée des associés.

c) Exercera le crédit en faveur des seuls associés : au moyen de prêts sur gages, d'avances sur certificats de dépôt de denrées dans les magasins sociaux ; d'avances sur récoltes sur pieds ; et exceptionnellement, et avec la responsabilité des autorités qui accorderont les avances, de prêts sur simple écrit ou même sur parole. Les règles à employer pour ces différentes formes de crédit seront établies par un règlement élaboré par les Conseils d'administration et de vigilance.

d) Achètera en gros et collectivement, pour le compte des associés, des marchandises agricoles, et vendra également, au nom de la Société, les denrées et marchandises provenant de la production sociale, avec le consentement des associés intéressés, et aux époques fixées d'un commun accord.

Un règlement, concernant ces opérations diverses, sera également élaboré.

e) Établira, d'après la situation du marché, le prix de la main-d'œuvre et des transports.

f) Produira elle-même, autant que cela sera possible, les denrées de première nécessité nécessaires aux associés.

g) Acceptera en dépôt, des capitaux appartenant aux associés et à des tiers, en suivant les règles établies par les Conseils d'administration et de vigilance.

h) S'associera à d'autres associations coopératives analogues, et cherchera à établir entre ces diverses institutions des rapports économiques et moraux.

i) Accomplira tous les actes pouvant contribuer à atteindre le but poursuivi par l'association.

.
.

Art. 5. — Pourront être admis comme associés, tous les agriculteurs qui ont leur domicile, leur résidence ou le siège de leurs intérêts et de leurs affaires à Castro Giovanni. Quand cela sera possible et utile, l'Assemblée, à la majorité absolue des voix, pourra décider l'admission des femmes dans la Société.

Les fils des associés pourront aussi être admis dans la Société, même s'ils ne sont pas agriculteurs.

.
.

Art. 7. — A la section des journaliers, les Conseils d'administration et de vigilance pourront faciliter les admissions, en exonérant cette catégorie d'associés des taxes sociales ordinaires. — On déterminera les obligations et les droits spéciaux de ces associés journaliers.

.

Art. 11. — La qualité d'associé, avec les droits et obligations qu'elle comporte, est transmissible, tant par acte entre

vifs que par testament, en faveur des personnes qui remplissent les conditions voulues pour être associées, et qui acquièrent cette qualité dans les formes prescrites pour l'admission des associés nouveaux.

.

Art. 13. — Les associés, à titre de contribution aux dépenses d'administration, payeront 6 livres par an.

Le Conseil d'administration, lorsqu'il le jugera convenable, diminuera ou supprimera complètement cette contribution.

.

Art. 16. — Les associés, dans les deux mois qui suivront la constitution de la Société, seront répartis entre les sections suivantes :

1°) *Section des locataires* formée par les associés s'adonnant principalement à la culture des fonds ruraux, à titre de fermiers ou de métayers, ou à quelque autre titre donnant à l'exploitant le droit de propriété sur les produits du fond rural, ou sur une partie seulement de ces produits.

2°) *Section des journaliers*, formée par les associés fournissant la main-d'œuvre et recevant un salaire journalier.

3°) *Section des voituriers*, formée par les associés possédant une ou plusieurs bêtes de bât ou de trait qu'ils louent à la Société.

4°) *Section des bergers*, formée par les associés s'adonnant principalement à l'élevage ou à la garde des troupeaux.

5°) *Section des ouvriers à gages*, formée par les associés se louant à l'année et recevant des gages.

.

Art. 18. — Le Patrimoine social est formé :

1^o) Par le capital de fondation.

2^o) Par les droits payés par les associés nouveaux.

3^o) Par les bénéfices de gestion, diminués de la part dont le Conseil d'administration aura disposé conformément à l'article suivant.

4^o) Par les contributions annuelles établies par l'article 13, et par les amendes, ainsi que par toute autre recette ordinaire ou extraordinaire.

Art. 19. — Le Conseil d'administration pourra décider qu'une partie des bénéfices de gestion, ne dépassant pas toutefois le quart de ces bénéfices, sera consacrée à des dépenses d'intérêt social.

.
Art. 43. — Les Conseils d'administration et de vigilance élaboreront un règlement pour la gestion des biens sous-loués ; un règlement pour l'exercice du crédit ; un règlement pour le service de la caisse. — Des dispositions seront également prises pour régler la marche de tous les autres services de la Société.

ROUMANIE

Modèle des statuts des Sociétés coopératives de production (Obste)

I

Nom, forme et but de la Société.

Art. 1. — Les soussignés, membres de l'*obste*..... constituent une Société coopérative sous le nom de..... ayant pour but d'exploiter le domaine pris en fermage par contrat immatriculé sous le N°..... au tribunal de.....

Art. 2. — Le capital social est formé des sommes versées comme garantie du fermage, et des cotisations de chaque associé.

Les parts de chaque associé ne pourront être supérieures à 5.000 francs, ni inférieures à 20 francs.

Les souscripteurs de parts devront, au moment de leur souscription, verser au moins 10 0/0 de la somme souscrite.

Art. 3. — La durée de la Société sera de.....

Art. 4. — Les membres de la Société seront responsables, d'une façon solidaire et illimitée, sur tous leurs biens pré-

sents et futurs, des obligations contractées par la Société, ses délégués ou ses administrateurs.

Art. 5. — Sont nommés *administrateurs* de la Société, et pour toute sa durée, MM.....

Art. 6. — Sont nommés *censeurs* pour contrôler la gestion des administrateurs, MM..... et *suppléants des censeurs*, MM.....

Les censeurs sont nommés pour un an.

Art. 7. — Quand une place d'administrateur deviendra vacante par suite de décès, destitution ou démission, la Société nommera un nouvel administrateur, conformément à la loi du 11 février 1904.

Chacun des membres de l'Obste peut demander au juge de Paix la convocation des associés pour procéder à cette nomination.

Art. 8. — Quand une ou plusieurs places de censeurs deviendront vacantes, les fonctions des censeurs manquants seront remplies par leurs collègues jusqu'à la prochaine Assemblée générale.

II

Organisation de l'exploitation agricole.

Art. 9. — Pour faciliter l'exploitation, tout le terrain non boisé du domaine sera aménagé soit en terres à céréales, soit en prairies et pâturages.

Art. 10. — On aura soin, pour ne pas appauvrir les terres

à céréales; de ne pas cultiver les mêmes produits sur les mêmes terrains deux années de suite.

Art. 11. — Les cultures de même nature seront autant que possible réunies.

Art. 12. — Les terres seront divisées en lots, d'après la qualité du terrain et la nature de sa production.

Art. 13. — Les lots seront attribués aux membres de la Société, par voie de tirage au sort.

Art. 14. — Les lots seront en nombre égal à celui des sociétaires. Leur contenance pourra varier selon le nombre de personnes composant la famille de chaque associé.

En aucun cas, les lots ne pourront dépasser une contenance de 10 hectares.

Art. 15. — Les lots attribués aux administrateurs et aux censeurs ne pourront être plus importants que ceux des autres associés.

Art. 16. — Le lot attribué à un associé restera à cet associé pendant toute la durée du bail du domaine.

Art. 17. — Les associés devront convenablement graisser leurs terres, avec des fumiers ou des engrais chimiques.

Art. 18. — Si les terres cultivables du domaine sont trop étendues, et dépassent la contenance pouvant être attribuée à chaque associé, le surplus pourra être donné à bail à des cultivateurs, sociétaires ou non, aux conditions usitées dans la localité.

On agira de même pour les prairies et pâturages.

Art. 19. — La division en lots des prairies et pâturages se fera d'après les mêmes règles.

Art. 20. — L'exploitation des pâturages se fera dans des conditions qui seront spécifiées plus tard.

III

Procédés de culture.

Préparation des terres et ensemencement.

Art. 21. — Les labourages devront être faits dans de bonnes conditions, et en temps voulu. Les terrains destinés aux semences d'automne, devront être préparés et labourés de façon à pouvoir être ensemencés au plus tard au 20 octobre.

Les terrains semés l'année précédente en maïs, seront laissés en jachère.

Art. 22. — Les administrateurs de la Société veilleront à ce que tous les travaux de même nature soient exécutés en même temps sur les terres de chaque lot.

Art. 23. — Pour faciliter la vente en commun des produits, les associés seront obligés d'employer la même qualité de semences. Les semences ne seront employées qu'après avoir été nettoyées et débarrassées de tous corps étrangers.

Art. 24. — L'ensemencement se fera, autant que possible, avec des semoirs mécaniques achetés par la Société qui les mettra à la disposition des associés cultivateurs.

.

Art. 25. — Les procédés de préparation et d'ensemence-

ment des terres, employés à l'automne, seront également observés pour les cultures de printemps.

Art. 26. — Les semailles de maïs seront faites à l'époque la plus propice, et autant que possible avant la fin du mois d'avril. La moitié au moins de ces semailles seront faites en maïs précoce.

Art. 27. — Le nettoyage des cultures et l'arrachage des mauvaises herbes et autres plantes parasites se fera, avec le même soin, et aux mêmes époques, par tous les associés cultivateurs.

Art. 28. — Le sarclage du maïs se fera avec tout le soin possible, et autant de fois que cela sera nécessaire, et, en tous cas, pas moins de deux fois.

Art. 29. — Si l'un des associés cultivateurs n'exécute pas, en temps voulu, les travaux indiqués ci-dessus, les administrateurs ont le droit, si l'on est encore à l'époque des labou-rages, de donner le lot du retardataire à un autre cultivateur, en l'expulsant de la Société, ou de faire exécuter les travaux en retard aux frais du retardataire. Si, au contraire, on se trouve à une époque postérieure aux ensemencements, ou à la saison des moissons, les administrateurs engageront des ouvriers supplémentaires aux frais du retardataire, pour exécuter les travaux que celui-ci n'aura pas accomplis.

Assurances et moissons.

Art. 30. — Toutes les cultures, soit d'hiver, soit d'été,

seront assurées contre la grêle, dans le courant du mois d'avril et au plus tard au 15 mai.

Les plantations de maïs seront assurées dans le courant de mai.

L'assurance sera contractée par les soins des administrateurs. La valeur des cultures sera estimée par demi-hectare et même par quart d'hectare si cela est jugé utile.

Art. 31. — En cas de ravages causés par la grêle, les indemnités seront distribuées à chaque cultivateur, en proportion des pertes subies, et défalcation faite du montant des primes payées pour l'assurance.

Art. 32. — Après la moisson, les récoltes mises dans les granges, ou laissées en meules sur les champs, seront assurées de la même façon contre l'incendie, par les soins également des administrateurs.

En cas de sinistre, les indemnités accordées seront distribuées de la manière indiquée à l'article précédent. Si les récoltes de plusieurs associés se trouvaient mélangées dans les meules ou les granges ou magasins, les indemnités seraient partagées au prorata de la quantité appartenant à chacun.

Art. 33. — Le battage des récoltes se fera avec des batteuses achetées ou louées, pour le compte de la Société, par les administrateurs ou par la Banque populaire. En cas de location, le prix de cette location sera pris sur le prix de vente des récoltes. En cas d'achat, on déduira seulement, du prix des récoltes, une certaine somme chaque année, de façon à amortir la dépense nécessitée par l'achat, en plusieurs annuités.

*Moyens employés pour se procurer les fonds nécessaires
à l'exploitation.*

Art. 34. — Toutes les sommes versées par les membres de l'*Obste*, à quelque titre que ce soit, seront déposées, pour rapporter intérêts, jusqu'au jour où on en aura besoin, à la Banque populaire de... ou à la succursale du Crédit agricole.

On versera aussi à la succursale du Crédit agricole, ou à la Banque populaire toutes les sommes provenant de la vente des récoltes.

Art. 35. — Si les sommes versées par les associés sont insuffisantes pour couvrir les dépenses de l'*Obste*, soit pour le paiement du fermage, soit pour les garanties à fournir, soit pour le paiement des impôts, soit pour la marche de l'exploitation, etc., l'*Obste* pourra recourir à un emprunt près de la Banque populaire de... ou de la Banque agricole. Chaque année, l'Assemblée générale fixera le maximum de la somme qui pourra être empruntée par les administrateurs, en une ou plusieurs fois. Si, dans le courant de l'année, le besoin d'un emprunt plus considérable se fait sentir, il ne pourra être contracté que moyennant une autorisation préalable donnée par l'Assemblée générale, à la majorité absolue des voix.

Art. 36. — La Banque qui consentira un emprunt aura pour garantie les récoltes et les bestiaux appartenant aux membres de la Société.

Système de location des lots.

Art. 37. — Le prix du fermage que chaque associé devra payer à la Société pour le lot qui lui a été attribué, sera établi d'après la qualité des terres. Ce prix sera proportionnel à la part représentée par le lot dans les dépenses de la Société pour fermage, garantie, impôts dus à l'Etat, au district, et à la commune, etc. De plus, ce prix sera majoré dans une certaine proportion, dans le but de faire face aux dépenses d'administration et de constituer un fonds de réserve.

Art. 38. — Pour les prairies et pâturages, le prix de location sera proportionnel au nombre des têtes de bétail admis au paturage par hectare.

Récolte et vente en commun des céréales.

Art. 39. — Les récoltes des céréales seront toutes réunies pour être battues dans un même lieu. On tiendra compte à chaque associé de la quantité de céréales apportée par lui.

Art. 40. — Après le battage, on réservera la quantité de grain nécessaire à chaque associé, pour sa consommation et pour les semailles. Le reste sera mesuré, pesé et vendu pour le compte commun, par la Banque populaire. La Banque, par l'intermédiaire des administrateurs, pourra avancer aux associés une partie de la valeur des céréales mises ainsi en vente.

Art. 41. — Les administrateurs feront transporter les céréales vendues, ou destinées à être vendues, chez l'acheteur, ou sur wagons, ou dans les docks appartenant à l'Etat à *Braïla* ou à *Galatz*.

Art. 42. — Les produits destinés à la vente seront mesurés ou pesés par hectolitre ou par quintal. On les inscrira sur un registre contenant le nom de chaque associé, et on mentionnera au nom de chaque associé, la quantité de produits qu'il aura fournis, et aussi les avances qu'il aurait pu recevoir de la Banque populaire.

Art. 43. — Sur la somme revenant à chaque associé cultivateur, de la vente de ses produits, on retiendra les avances qui lui auront été faites par la Banque populaire. On déduira également le prix de fermage du terrain cultivé.

Fonds de réserve.

Art. 44. — Le fonds de réserve se compose :

1° Des sommes prévues à l'article 37.

2° Des revenus de ces sommes.

Art. 45. — Dès que le fonds de réserve atteindra le double de la somme nécessaire pour payer le fermage et les impôts annuels, on réduira la retenue prévue à l'article 37 dans une proportion que fixera l'Assemblée générale des associés.

Art. 46. — Le fonds de réserve sera placé, à intérêts, à la Caisse centrale des Banques populaires, ou sera employé en achats de valeurs publiques.

On pourra prendre sur le fonds de réserve, à condition de

ne pas entamer la somme nécessaire pour le paiement du fermage et des impôts, les fonds destinés à acheter les machines et instruments agricoles qui seront loués par la Société aux associés.

La Société louera ces machines et instruments aux associés, de façon à retirer de la location l'intérêt de l'argent qu'elle aura dépensé pour leur achat, plus une majoration destinée à assurer l'amortissement et à couvrir les dépenses d'entretien.

Art. 47. — Le fonds de réserve est destiné à assurer, en cas de disette, le paiement des fermages, des impôts, et des autres dettes de la Société.

Art. 48. — Si la Société se dissout à la fin du bail du domaine pris en location, ou si elle entre en liquidation pour un motif quelconque, le fonds de réserve sera partagé entre les associés, proportionnellement aux sommes versées par chacun d'eux. A cet effet, un registre de tous les versements opérés par les associés sera tenu par l'administration.

Art. 49. — La part du fonds de réserve revenant à chacun des associés, ne leur sera pas remise, mais versée en leur nom à la Banque populaire, qui leur servira des intérêts. Ces parts constitueront un fonds pouvant servir à d'autres entreprises. Mais si, en cas d'entreprise nouvelle, un associé refusait d'y participer, sa part lui serait remboursée.

Administration de la Société.

Art. 50. — L'administration de la Société est confiée aux

personnes mentionnées à l'article 5. Les administrateurs sont chargés, sous le contrôle des censeurs et de l'Assemblée générale, de la direction de toutes les affaires de l'Association et de la défense de ses intérêts.

Art. 51. — Les administrateurs sont responsables d'une façon solidaire et illimitée, vis-à-vis de la Société et des tiers, pour tous les emprunts contractés par eux, au nom de la Société, sans l'autorisation préalable de l'Assemblée générale. Ils encourent la même responsabilité pour tous les préjudices causés à la Société, du fait de leur administration, et pour les pertes qui pourraient résulter des emprunts, même contractés avec l'autorisation préalable de l'Assemblée générale.

Art. 52. — Les principales attributions des administrateurs sont :

- a)* De procéder au partage des terres en lots.
- b)* D'attribuer ces lots par voie de tirage au sort, avec le concours des censeurs.
- c)* De fixer, avec l'assentiment des censeurs, le prix de location des lots, terres, pâturages, etc.
- d)* De veiller à la bonne exécution de tous les travaux de labourage, ensemencement, culture et récolte.
- e)* D'assurer les cultures et les récoltes contre la grêle et l'incendie.
- f)* De pourvoir à la culture des lots délaissés par leurs possesseurs, ou que ceux-ci ne cultiveraient pas conformément aux prescriptions des statuts et aux règles d'une bonne exploitation.

En cas de mort d'un associé, si celui-ci laisse des enfants

mineurs, les administrateurs veilleront à l'institution d'une tutelle, et prendront les mesures nécessaires pour que le lot attribué aux mineurs soit cultivé conformément aux présents statuts.

g) De procéder, de concert avec les censeurs, à l'exclusion des associés qui, mis en demeure d'exécuter les travaux nécessaires pour la bonne exploitation de leur lot, ne voudraient pas se soumettre.

Les associés ainsi exclus ont droit d'en appeler à l'Assemblée générale ordinaire de la Société.

h) De procurer aux associés, en cas de besoin, les machines et instruments nécessaires pour l'exploitation agricole.

i) De prendre les mesures nécessaires pour rassembler les produits, les vendre au compte de la Société, et les livrer aux acheteurs, ou les déposer dans les magasins de la Banque populaire.

k) De trouver les fonds nécessaires au payement des dettes de la Société; de contracter dans ce but des emprunts, de préférence avec la Banque populaire.

l) De représenter la Société devant toutes les juridictions administratives et judiciaires, et à tous les degrés.

D'intenter des procès chaque fois que les intérêts de la Société le réclameront, mais avec l'autorisation des censeurs.

m) De veiller à la bonne tenue de la comptabilité de la Société.

n) A la fin de chaque année, et au plus tard le 1^{er} février

de l'année suivante, les administrateurs doivent clôturer leur compte de gestion et le présenter aux censeurs pour qu'ils le vérifient. Ce compte, après la vérification des censeurs sera déposé au siège administratif et mis à la disposition des associés qui pourront l'examiner.

o) Le compte de gestion de l'administration et le rapport des censeurs, seront soumis à l'Assemblée générale de la Société, qui sera convoquée avant le 1^{er} mars de chaque année.

Art. 53. — Les administrateurs choisiront parmi eux un Président pour diriger les débats du Conseil. Ils nommeront aussi un secrétaire-comptable qui pourra également être choisi par des administrateurs. Ce secrétaire-comptable pourra être rétribué.

Art. 54. — Le secrétaire-comptable, à condition d'offrir des garanties, pourra être nommé à la fonction de caissier. S'il n'offre pas les garanties suffisantes, la fonction de caissier sera remplie par un des administrateurs.

Art. 55. — Les résolutions du Conseil d'administration doivent être prises à la majorité des voix.

Aucune résolution ne pourra être prise sans que tous les administrateurs et tous les censeurs aient été convoqués. Aucune séance du Conseil ne pourra se réunir sans la présence de la majorité des administrateurs et des censeurs.

Art. 56. — La rémunération des administrateurs sera fixée à la fin de chaque année, par l'Assemblée générale. Elle ne dépassera jamais 10 0/0 des revenus nets de la Société, après paiement du bail, des impôts, et de toutes les autres dépenses sociales.

Art. 57. — Les censeurs sont chargés de convoquer l'Assemblée générale des actionnaires, si les administrateurs négligent de le faire.

Assemblée générale.

Art. 58. — L'Assemblée générale ordinaire de la Société se réunira une fois par an, dans la seconde moitié de février, un dimanche ou un jour de fête.

Les administrateurs convoqueront, à cet effet, les associés dans les cinq premiers jours du mois, leur communiqueront l'ordre du jour de l'Assemblée, en même temps qu'un résumé des comptes d'administration.

Art. 59. — L'Assemblée générale ne se réunira que 15 jours au moins après la date de la convocation, et de l'affichage de cette convocation à la porte de la Mairie de la commune, et à la porte de la Société.

Il sera dressé un procès-verbal mentionnant la date de l'affichage. Ce procès-verbal sera signé par les administrateurs, les censeurs et le maire de la commune.

Art. 60. — L'Assemblée générale sera légalement constituée, quand la moitié des sociétaires seront présents, sauf le cas prévu à l'article 35, § 3.

Elle sera présidée par le Président du Conseil d'administration ou par le plus ancien des administrateurs, ou à leur défaut, par le plus ancien des censeurs.

Le Président aura pour assesseurs, le secrétaire du Conseil d'administration et le plus jeune des associés. Les as-

sesseurs surveilleront la régularité des votes de l'assemblée. Les membres du Bureau de l'Assemblée signeront le procès-verbal de la séance.

Art. 61. — L'Assemblée générale a les droits les plus étendus. Elle se prononce sur toutes les affaires intéressant la Société qui auront été inscrites à l'ordre du jour. L'Assemblée générale ordinaire prend connaissance du compte rendu des administrateurs, et se prononce sur les comptes de gestion et sur le rapport des censeurs.

Elle ratifie les dépenses d'exploitation, ainsi que les emprunts contractés par les administrateurs.

Elle se prononce sur les appels formés, cinq jours au moins avant la date de l'Assemblée, par les associés exclus par les administrateurs.

Elle prend connaissance des réclamations formulées contre l'administration de la Société, et peut décider de tenir une séance supplémentaire pour délibérer sur ces réclamations.

Enfin, elle peut enjoindre aux administrateurs de prendre toutes mesures propres au développement de la Société.

Art. 62. — Lorsque l'ordre du jour de l'Assemblée générale aura été épuisé, chaque associé aura le droit de présenter des observations, et de proposer les mesures qu'il croira utiles à la bonne marche de la Société, et concernant, soit le mode d'exploitation et de culture des terres, soit l'administration de la Société.

Art. 63. — Les censeurs sont élus par l'Assemblée générale. Ils peuvent être réélus.

Art. 64. — Si, après une première convocation, l'As-

semblée ne réunit pas la moitié des associés, on fera une seconde convocation, dans un délai de quinze jours. Après cette seconde convocation, l'Assemblée pourra délibérer, quel que soit le nombre des membres présents.

La convocation se fera au moyen d'une invitation envoyée au domicile de chaque associé, et par un affichage à la mairie de la commune et aux bureaux de l'administration.

Art. 65. — Les décisions de l'Assemblée se prendront à la majorité des membres présents.

Art. 66. — Toutes les décisions de l'Assemblée générale concernant la gestion des administrateurs, le bilan et le compte des profits et pertes, la rémunération à accorder aux administrateurs, seront soumises à l'administration centrale des Banques populaires, pour lui permettre d'exercer son droit de contrôle.

Art. 67. — S'il s'agit de modifier les statuts, il faut que les trois quarts au moins des membres de la Société soient présents à l'Assemblée générale, et que les modifications soient votées par les deux tiers des membres présents.

La convocation de l'Assemblée, quand il s'agit de modifier les statuts, peut être faite directement par les administrateurs, avec le consentement des censeurs, ou à la demande d'un tiers au moins des associés. Les modifications projetées doivent être soumises aux associés en même temps que la convocation.

Dispositions générales.

Art. 68. — En dehors des membres actuels de la Société, d'autres associés pourront être admis, par les administrateurs avec le consentement des censeurs, mais seulement à titre provisoire jusqu'à la première Assemblée générale qui statuera définitivement sur leur admission.

Art. 69. — Toute demande d'admission contiendra l'adhésion aux présents statuts, et l'indication du montant de la somme versée à la Société par le nouvel adhérent, avec le numéro de la quittance.

Art. 70. — Les membres ne pourront prendre part aux délibérations de l'Assemblée générale, avant d'être admis définitivement par un vote de cette Assemblée.

Art. 71. — Les membres exclus par les administrateurs pourront prendre part aux travaux de l'Assemblée générale s'ils ont formé appel contre la décision des administrateurs, et tant que cet appel n'aura pas été repoussé par l'Assemblée générale.

Art. 72. — A l'expiration du bail du domaine loué par la société, la liquidation de l'exploitation sera opérée par les administrateurs et les censeurs, et soumise à l'approbation de la dernière Assemblée générale de la Société.

Art. 73. — Si le bail est renouvelé, la Société, pour continuer d'exister, n'aura à faire qu'une simple déclaration aux autorités compétentes, accompagnée d'une copie des présents statuts signée par tous les membres de la Société.

FRANCE

Statuts de la Société agricole coopérative de Production Audoise (1) S. A. C. P. A.

Société anonyme à capital et personnel variables, au capital de
56.700 francs.

TITRE PREMIER

FORMATION DE LA SOCIÉTÉ — SON OBJET — SA DÉNOMINATION
SA DURÉE — SON SIÈGE

Art. 1. — Il est formé entre les propriétaires, fermiers, ouvriers agricoles, et généralement toutes personnes exerçant une profession se rattachant à la production, la transformation, la conservation, le transport, ou la vente des produits agricoles, qui adhéreront aux présents statuts, par la possession ou la souscription de une ou plusieurs actions qui seront créées, une Société anonyme coopérative à capital et personnel variables, qui sera régie par les lois du 24 juillet 1867 et 1^{er} août 1893. L'accès de la Société est ouvert aux

(1) Nous devons la communication de ces statuts à M. de Guilbert des Essars que nous sommes heureux de remercier de son aimable obligeance.

femmes ou aux veuves majeures ; toutefois elles ne peuvent faire partie du bureau, ni de la commission de surveillance.

Tous les sociétaires, à l'exclusion de ceux visés par les §§ 2, 3 et 4 de l'article 7 ci-après, s'engagent, dès que l'utilité en sera reconnue, à faire partie d'un syndicat agricole professionnel et d'une caisse de crédit rurale, pour bénéficier des lois sur le crédit agricole.

Art. 2. — Cette Société a pour objet :

1° De mettre en valeur les terres, matériels, usines, magasins, compétences techniques et concours quelconques (y compris les capitaux) mis à sa disposition par les coopérateurs, ou loués, affermés, empruntés par la Société en vue de la production, de la transformation, de la conservation, du transport ou de la vente des produits de la terre.

2° De louer, à cet effet, des terres aux sociétaires ou à des étrangers, de préférence par des baux, suivant la loi du 25 juin 1902.

3° De créer des usines, des magasins, des constructions quelconques destinées à favoriser la production, la transformation, la conservation, le transport ou la vente des produits obtenus.

4° De passer des marchés, soit en disponible, soit en livrable avec la consommation et toute industrie employant les produits agricoles, naturels ou transformés.

5° De prendre part à toutes adjudications et marchés publics.

6° De warranter, au besoin, les produits conservés dans ses magasins.

7° De poursuivre, par tous les moyens, la vente de ses marchandises, de la façon qui lui semblera la plus favorable aux intérêts des producteurs.

Elle s'interdit formellement toute discussion politique ou religieuse.

Art. 3. — Nonobstant les opérations sociales ci-dessus prévues, l'objet de la Société demeure purement civil, conformément au principe de la coopération.

Art. 4. — La Société prend le nom de : *Société agricole coopérative de production audoise*, par abréviation S. A. C. P. A. ; qui sera sa marque de fabrique.

Sa circonscription comprend la commune de *Bram* et la région dont elle est le centre, sans délimitation.

Art. 5. — Son siège social est à *Bram* (Aude).

Il pourra être transféré ailleurs, en vertu d'une simple décision du Conseil.

Art. 6. — Sa durée est limitée à 25 ans.

TITRE II

CAPITAL SOCIAL — PARTS — VERSEMENTS — TRANSFERTS

Art. 7. — Le capital social est, quant à présent, fixé à cinquante six mille sept cents francs.

Conditions de la souscription. — Pourront souscrire les actions de la présente Société :

1° Ceux qui s'engageront à louer à la Société, dans le mois de sa constitution définitive, au prix net de *soixante francs*

l'hectare, assurances et impôts à la charge de la Société, un hectare de terre agréé par la Société par action souscrite.

2° Ceux qui s'engageront à verser à la Caisse sociale, dans le même délai, à titre d'avance, et pour une durée minima de dix ans, une somme de *douze cents francs* par action souscrite.

Les sommes ainsi versées produiront, à compter de leur versement, des intérêts au taux de 5 0/0 l'an.

3° Toute personne, agréée par les fondateurs ou administrateurs, qui apportera, suivant contrat particulier à intervenir, soit un concours technique, soit un matériel de travail, étant entendu que la souscription sera limitée à une action par valeur de 1.200 francs de matériel ou de concours technique. Le Capital pourra ensuite être augmenté, d'année en année, par simple délibération du Conseil d'administration, jusqu'à concurrence de cent mille francs ; et au delà de ce chiffre, par délibération de l'Assemblée générale. Il pourra de même être réduit, par suite de reprises d'apports résultant de retraits ou d'exclusions de porteurs d'actions, mais jamais au-dessous d'un dixième de capital initial ou augmenté.

La Société pourra en outre se procurer les fonds dont elle aurait besoin par la suite, soit par émission d'obligations portant intérêt à 5 0/0, au maximum, soit par emprunt aux caisses régionales de l'Etat, ou à toutes institutions de Crédit.

Art. 3. — Chaque action est payable : un dixième en souscrivant, et le surplus à l'appel du Conseil. Tout sous-

cripteur pourra se libérer en totalité par un seul versement. Les versements en retard seront passibles d'un intérêt de 5 0/0 l'an.

Les porteurs d'actions seront, conformément à la loi, engagés jusqu'à concurrence des actions par eux souscrites.

Art. 9. — Les actions seront toujours nominatives.

Les titres de ces actions seront extraits de registres à souches signés de deux administrateurs, et frappés du timbre de la Société.

Art. 10. — Les actions seront transmises par une inscription sur les registres de la Société, signée du cédant, du cessionnaire et d'un administrateur. Toutefois le transfert est subordonné à l'agrément du Conseil, qui peut s'y opposer en exerçant, au nom et pour le compte d'un associé ou de la Société elle-même, un droit de préférence au prix fixé par la dernière Assemblée, qui ne peut, dans aucun cas, être supérieur au prix initial.

TITRE III

ADMISSION — RETRAITE — EXCLUSION

Art. 11. — Lorsqu'en vertu de l'article 7, une augmentation du capital aura été décidée, par une Assemblée générale, ou par le Conseil, l'émission des nouvelles actions aura lieu, toujours conformément à l'article 7 et à l'article 17, étant stipulé toutefois que les clauses et conditions des baux de terre pourront être librement débattues entre le Conseil et

les nouveaux actionnaires, et que le prix de 60 francs l'hectare fixé par le § 1 de l'article 7, pourra être augmenté ou diminué, selon l'appréciation du Conseil. L'émission aura lieu aux conditions fixées par la dite Assemblée générale ou par le Conseil, et l'admission des nouveaux porteurs d'actions n'aura lieu qu'en vertu d'une décision du Conseil d'administration, toujours sur les bases de l'article 7 et de l'article 17.

Art. 12. — Tout porteur d'actions a le droit de se retirer de la Société, au moyen d'une déclaration signée de lui sur un registre spécial, tenu au siège de la Société.

La déclaration devra être faite par l'associé qui se retire, un mois au moins avant l'époque où il voudra effectuer ce retrait.

Art. 13. — Le Conseil pourra proposer l'exclusion d'un ou plusieurs porteurs d'actions, à l'Assemblée générale qui se prononcera dans les conditions fixées par l'article 52 de la loi du 24 juillet 1867. Cette Assemblée générale devra réunir, pour prononcer cette exclusion, la majorité fixée pour la modification des statuts.

Celui qui serait porteur d'actions, en vertu des §§ 3 et 4 de l'article 7 ci-dessus, et suivant contrat passé avec la Société, et dont le contrat serait résilié ou ne serait pas renouvelé, sera exclu de la Société par le seul fait de la résiliation de son contrat ou de son non-renouvellement dans les conditions de l'article 15.

Celui qui serait porteur d'actions en vertu de terres mises par bail à la disposition de la Société, et qui vendrait sa terre,

demeurerait à l'égard de la Société seul porteur d'actions, à l'exclusion de son acheteur à moins que celui-ci ne soit agréé par le Conseil, dans les conditions de l'article 10.

Art. 14. — La retraite et l'exclusion des porteurs d'actions cesse d'être possible lorsque le capital social sera réduit au chiffre minimum fixé par l'article 7, à moins que l'associé sortant ne soit immédiatement remplacé par un nouvel associé, dont l'apport soit au moins égal au sien.

Art. 15. — Lors de la retraite ou de l'exclusion d'un porteur d'actions, la Société doit lui rembourser ses actions au prix fixé par la dernière Assemblée générale.

Si l'actionnaire qui se retire ou qui est exclu, a versé des fonds à la Société, au moment de la souscription, conformément à l'article 7, ces fonds ne pourraient, dans aucun cas, être réclamés par lui avant le délai minimum de *dix ans* fixé par le même article.

Le prix des actions ne pourra jamais être supérieur au prix initial.

Le remboursement ainsi que le paiement des intérêts des actions et des sommes qui peuvent lui revenir, ne seront exigibles qu'à l'époque fixée par le Conseil.

Le porteur d'actions, qui cesse de faire partie de la Société, reste tenu pendant cinq ans, envers ses co-associés et envers les tiers, de toutes les dettes, mais seulement jusqu'à concurrence du montant des actions par lui souscrites.

Art. 16. — En cas de retraite volontaire ou forcée, les porteurs d'actions ou leurs héritiers ou ayant-droits ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur

les biens ou valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans leur administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux décisions de l'Assemblée.

En cas de décès d'un porteur d'actions, le Conseil aura toujours le droit de rembourser les héritiers.

Art. 17. — Lorsque des actions nouvelles seront souscrites, ou que des actions seront libres par suite d'exclusion, de retraite volontaire ou forcée, les transferts de ces parts pourront être, sur la décision du Conseil, proposés aux différents collaborateurs non sociétaires, pour leur donner des droits à la répartition des bénéfices.

Le Conseil reste seul juge de l'utilisation des actions disponibles dans ce sens, mais il doit, dans ses décisions, s'inspirer de cette idée que l'admission à la qualité de sociétaire doit être la récompense de tous les collaborateurs dévoués, actifs, intelligents et dont le concours à la Société a été suffisamment long et méritant.

TITRE IV

ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

Art. 18. — La Société est administrée par un Conseil composé de 3 à 9 membres pris parmi les actionnaires nommés par les Assemblées générales constitutives.

Art. 19. — Les administrateurs doivent être propriétaires, pendant la durée de leurs fonctions, chacun de trente ac-

tions au moins. Ces actions sont affectées à la garantie de tous les actes de la gestion ; elles sont inaliénables, frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité, et déposées dans la Caisse sociale.

Art. 20. — Les administrateurs sont nommés pour *six années*.

Le Conseil se renouvelle par tiers tous les deux ans ; les premières séries étant désignées par le sort. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Art. 21. — En cas de vacances par décès, démission ou autre cause, d'un ou de plusieurs administrateurs, ils peuvent être provisoirement remplacés par le Conseil, par voie d'élection, jusqu'à la prochaine Assemblée générale qui élit définitivement.

Art. 22. — Chaque année, le Conseil nomme, parmi ses membres, son Bureau comprenant un Président et un Secrétaire.

Art. 23. — Le Conseil d'administration se réunit au lieu désigné par la convocation, aussi souvent que les besoins de la Société l'exigent, et au moins une fois par mois.

La présence de la majorité des membres du Conseil est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Les membres du Conseil d'administration, qui se trouveraient dans l'impossibilité d'assister aux réunions, peuvent s'y faire représenter par un autre administrateur, en

vertu d'une procuration spéciale donnée à ce dernier.

Art. 24. — Les délibérations du Conseil d'administration sont transcrites sur un registre spécial et signées au moins du Président et du Secrétaire.

Les copies ou extraits sont certifiés par le Président.

Art. 25. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société ; ceux qui vont être énoncés n'étant qu'indicatifs et non limitatifs.

Il autorise toutes les opérations de la Société et notamment : il ordonne les appels de fonds s'il y a lieu ; il règle la forme et les conditions de tous contrats ; il arrête les divers tarifs servant de base aux opérations de la Société.

Il règle l'emploi des fonds ; il autorise l'achat, la revente ou l'échange et la location de tous immeubles ; il autorise toutes actions judiciaires ; il peut traiter, compromettre, transiger sur tous les intérêts de la Société ; autoriser tous désistements de privilèges, hypothèques ou actions résolutoires et toutes mainlevées avec ou sans paiement.

Il consent toute subrogation et antériorité dans le bénéfice de tous droits de privilège, hypothèque, et dans l'effet de toutes inscriptions, ainsi que tous cautionnements avec ou sans solidarité.

Il consent tous prêts ou avances ; il contracte tous emprunts par engagements directs, ou ouvertures de crédit, avec ou sans amortissement, avec ou sans constitution d'hypothèque ou privilège sur les biens sociaux.

Il fixe les dépenses de l'administration, les traitements,

salaires et gratifications ; il arrête les bilans et les comptes qui doivent être soumis à l'Assemblée générale des actionnaires. Il fait chaque année, à cette Assemblée, un rapport sur la situation des affaires sociales et sur les comptes. Il fixe provisoirement le dividende.

Il soumet à l'Assemblée générale les propositions d'augmentation du capital social, sauf pour les augmentations de capital qui ne dépasseraient pas 100.000 francs, et que le Conseil peut décider seul en vertu de l'article 7 ; de modifications aux statuts ; de prolongation de la Société, et s'il y a lieu, de dissolution anticipée de la Société, et de fusion avec d'autres Sociétés.

Art. 26. — Les administrateurs ont droit à des jetons de présence dont la valeur est fixée par l'Assemblée générale.

Ils ont droit, en outre, à leurs frais de déplacement, qui seront calculés suivant le mode qui sera fixé par la même Assemblée, et à la fraction de bénéfices déterminée ci-après sous l'article 44.

TITRE V

DIRECTION

Art. 27. — Le Conseil nommera un ou plusieurs directeurs.

Ces directeurs pourront être des personnes étrangères à la Société, ou être des administrateurs délégués. Ils exerceront leurs fonctions sous la surveillance du Conseil, et s'il y a lieu, d'un membre du Conseil délégué à cet effet.

Le ou les directeurs peuvent faire partie du Conseil, s'ils remplissent les conditions visées à l'article 19, mais ils ne peuvent être ni Président, ni Secrétaire, ni Trésorier, ni Commissaire de surveillance.

Art. 28. — Le ou les directeurs sont chargés de l'exécution des décisions du Conseil et de la gestion des affaires sociales, dans les limites déterminées par le règlement intérieur proposé par lui, et approuvé par le Conseil. Ce règlement et son exécution n'ont pas à être soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

TITRE VI

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

Art. 29. — Conformément à l'article 32 de la Loi du 24 juillet 1867, un ou plusieurs commissaires seront désignés chaque année par l'Assemblée générale. Ils seront rééligibles et peuvent être rétribués par la décision de la dite Assemblée générale.

Le ou les Commissaires nommés ont droit, en tous temps et toutes les fois qu'ils le jugent convenable dans l'intérêt social, de prendre communication des livres pour examiner les opérations de la Société.

En cas d'urgence, ils peuvent convoquer l'Assemblée générale.

A la fin de chaque exercice, le ou les commissaires font un rapport à l'Assemblée générale ordinaire, sur la situation de

la Société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs.

Ils doivent remettre ce rapport au Conseil d'administration vingt jours au moins avant la réunion de l'Assemblée générale.

TITRE VII

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Art. 30. — L'Assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des porteurs d'actions. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents et les incapables.

L'Assemblée générale se compose de tous les associés ; elle est présidée par le président du Conseil d'administration, et en son absence par l'administrateur que le Conseil désigne.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts actionnaires présents ou représentés, et sur leur refus, par ceux qui les suivent, jusqu'à acceptation.

Le bureau ainsi composé désigne le Secrétaire.

Art. 31. — Nul porteur d'actions ne peut se faire représenter aux Assemblées générales que par un autre porteur d'actions. Exception est faite pour les personnes civiles ou les incapables, dont les délégués ou les mandataires peuvent ne pas être porteurs d'actions.

Art. 32. — L'Assemblée générale ordinaire est convo-

quée par le Conseil d'administration, chaque année, dans le courant du premier semestre.

L'Assemblée générale se réunit en outre extraordinairement, toutes les fois que le Conseil d'Administration en reconnaît l'utilité, et que le ou les commissaires le requièrent en cas d'urgence.

Art. 33. — Les Assemblées générales extraordinaires, sont convoquées vingt jours au moins à l'avance, par lettre particulière adressée à chaque actionnaire.

L'ordre du jour doit être indiqué sur la convocation.

Art. 34. — L'Assemblée générale est valablement constituée lorsque les actionnaires présents eux-mêmes, ou par mandataires, représentent le quart au moins du capital social. Dans le cas où une Assemblée générale ne réunirait pas les conditions nécessaires, une nouvelle convocation sera faite à quinzaine, de la manière sus-indiquée, et les décisions qui seront prises seront valables quel que soit le nombre des actions représentées, pourvu que ces décisions ne portent que sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

Il est dressé une feuille de présence mentionnant les noms et domicile des actionnaires et le nombre de leurs actions. Cette feuille certifiée par le Bureau est communiquée à tout requérant.

Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Chaque actionnaire possède une voix par le seul fait qu'il est porteur d'une action.

Le porteur de 10 actions possède 2 voix, celui de 20 ac-

tions, 3 voix ; celui de 30 actions, 4 voix ; celui de 40 actions et au-dessus, 5 voix.

Art. 35. — L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration, et soumis au préalable aux commissaires. Il n'y est porté que les propositions émanant du Conseil ou des commissaires, et celles qui auraient été communiquées au Conseil lui-même, un mois au moins avant la réunion, avec la signature d'au moins vingt porteurs d'actions.

Il ne peut être mis en délibération que les objets mis à l'ordre du jour.

Art. 36. — L'Assemblée générale ordinaire entend les rapports des administrateurs et des commissaires sur la situation de la Société, sur le bilan et sur les comptes présentés par le Conseil d'administration. Elle discute, et s'il y a lieu, approuve les comptes. Elle détermine la valeur des jetons de présence du Conseil, et l'indemnité du commissaire.

Elle fixe définitivement les dividendes à répartir.

Elle nomme les administrateurs à remplacer, et le ou les commissaires pour l'exercice suivant.

Elle délibère et statue souverainement sur toutes les questions qui ne sont pas du ressort du Conseil d'administration, et lui confère tous les pouvoirs supplémentaires qui seraient reconnus utiles.

Art. 37. — L'Assemblée générale extraordinaire doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant au moins la moitié du capital social.

L'Assemblée générale extraordinaire peut apporter des modifications ou additions aux statuts, proroger ou dissoudre

la Société, augmenter ou réduire le capital social, étant observé que les augmentations ne doivent concerner que celles qui dépassent cent mille francs, les autres étant réservées au Conseil d'administration, comme il est dit aux articles 7 et 25. L'Assemblée générale extraordinaire pourra en outre décider la création et l'émission d'actions de priorité, à concurrence de la somme qu'elle jugera convenable, réunir ou fusionner la Société avec d'autres.

Art. 38. — L'Assemblée générale ordinaire, après avoir discuté et approuvé les comptes s'il y a lieu, comme il a été dit, fixe la somme à répartir entre les actionnaires ainsi que la valeur des actions.

Art. 39. — Les délibérations des Assemblées générales ordinaires et extraordinaires sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial, et signés par les membres du bureau, ou au moins par la majorité d'entre eux.

Art. 40. — Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire partout où besoin sera, seront signés par le Président du Conseil d'administration ou par un autre administrateur.

TITRE VIII

ÉTAT SEMESTRIEL — INVENTAIRE

Art. 41. — L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre ; par exception, le premier exercice

comprendra le temps écoulé entre la constitution de la présente Société et le 31 décembre prochain.

Art. 42. — Il sera dressé chaque semestre, par les soins du Conseil d'administration, un état sommaire de la situation active et passive de la Société.

Art. 43. — En outre, et au 31 décembre de chaque année, il sera dressé un inventaire général de l'actif et du passif de la dite Société.

Cet inventaire est présenté à l'Assemblée générale, et tout actionnaire peut en prendre connaissance, à l'avance, au siège social.

Une copie de cet inventaire devra être remise à tout actionnaire qui en fera la demande.

TITRE IX

RÉPARTITION DES EXCÉDENTS ANNUELS

Art. 44. — Si, lors de l'inventaire annuel, déduction faite de toutes charges quelconques qui comprennent notamment : 1° le prix du fermage des terres ; 2° l'intérêt à 5 0/0 des sommes versées par les associés comme condition de souscription des actions, l'actif dépasse le passif, il est prélevé sur la différence entre ces deux sommes : 1° 5 0/0 pour constituer la réserve légale et, 2° sur le surplus la somme nécessaire pour payer aux actionnaires un intérêt de 4 0/0 sur le capital versé.

Si, après ce double prélèvement, il existe un excédent, il est réparti de la façon suivante :

10 0/0 au Conseil d'administration.

30 0/0 sont mis à la disposition du Conseil d'administration pour être répartis entre la direction, le personnel et la main-d'œuvre.

5 0/0 sont affectés à la constitution d'un fonds de réserve supplémentaire.

55 0/0 sont à répartir entre les actionnaires.

Tout porteur d'actions, en vertu de la mise à la disposition de la Société de terres dont la mise en valeur nécessiterait des dépenses foncières autres que celles qui sont uniquement coopératives, paiera, quelles que soient les clauses de son bail, ces dépenses, en moins prenant sur son fermage annuel l'intérêt de la somme nécessitée par la dépense foncière ; et sur sa répartition annuelle des bénéfices, l'amortissement de cette somme suivant le barème fixé pour chaque cas par le Conseil d'administration. Les bénéfices réalisés par la mise en valeur de moyens de production, de transformation, de transport ou de vente n'appartenant pas à des associés, seront répartis entre les porteurs d'actions, proportionnellement à leurs parts, dans les conditions pré-exposées.

Art. 45. — Le paiement de l'intérêt alloué au porteur d'actions, et de la répartition aux actionnaires de leur part de bénéfices, a lieu dans les trois mois qui suivent l'Assemblée générale annuelle.

Art. 46. — Tout intérêt non réclamé dans les cinq ans, est prescrit au profit de la Société.

Toute somme non réclamée dans les cinq ans, est prescrite au profit de la Société.

Les sommes prescrites sont versées au fonds de réserve supplémentaire.

TITRE X

FONDS DE RÉSERVE

Art. 47. — Un double fonds de réserve est constitué par l'accumulation des sommes prélevées sur les profits annuels, conformément à l'article 44, pour faire face aux charges et aux dépenses extraordinaires. Lorsque le fonds de réserve légal aura atteint le quart du capital initial ou augmenté, le prélèvement affecté à sa création cesse de lui profiter et sera versé au fonds de réserve supplémentaire.

Lorsque la somme des réserves aura atteint les trois quarts du capital initial ou augmenté, l'Assemblée générale décidera, sur les propositions du Conseil d'administration, s'il y a lieu de maintenir ou de supprimer le versement aux fonds de réserve ; l'Assemblée pourra déclarer que les sommes affectées à ce versement pourront être employées à rembourser, par voie de tirage au sort, les actions souscrites par les sociétaires, ou à parer à toute éventualité, ou à fonder des établissements utiles au développement de la Société. En aucun cas, sauf celui de liquidation, la réserve ne pourra être répartie entre les Sociétaires.

TITRE XI

CONTESTATIONS

Art. 48. — Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société, ou au cours de la liquidation, à raison des affaires sociales, seront jugées à Castelnaudary, par les tribunaux compétents, par application de la loi du 1^{er} août 1893. Mais préalablement à toute instance judiciaire, elles seront soumises à l'examen du bureau de la Société qui s'efforcera de les régler à l'amiable.

Art. 49. — En cas de contestation, tout actionnaire devra faire élection de domicile à Castelnaudary.

A défaut d'élection de domicile dans cette ville, tous actes seront préalablement signifiés au parquet de M. le Procureur de la République près le Tribunal civil de Castelnaudary.

Toute contestation sur la gestion générale devra être adressée au Président du Conseil, un mois avant la prochaine Assemblée générale.

Le Président sera tenu de mettre cette proposition à l'ordre du jour de l'Assemblée. Si elle est repoussée, aucun porteur d'actions ne pourra la porter en justice, dans son intérêt privé. Si elle est accueillie, une Commission sera nommée pour y donner suite.

TITRE XII

DISSOLUTION. — LIQUIDATION

Art. 50. — En cas de perte des trois quarts du Capital social, les administrateurs sont tenus de convoquer l'Assemblée générale de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution de la Société.

La résolution de l'Assemblée sera, dans tous les cas, rendue publique.

Art. 51. — A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée générale règle le mode de liquidation, et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Pendant la liquidation, les pouvoirs de l'Assemblée générale se continuent, comme pendant l'existence de la Société.

Toutes les valeurs de la Société sont réalisées par les liquidateurs qui ont à cet effet, les pouvoirs les plus étendus, et le produit, après le prélèvement des frais de liquidation, en est réparti aux actionnaires.

Les liquidateurs peuvent, avec l'autorisation de l'Assemblée générale, faire le transport à une autre Société, ou à un particulier, de l'ensemble des biens, droits et obligations, tant actifs que passifs, de la Société dissoute.

TITRE XIII

CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

Art. 52. — La présente Société ne sera définitivement constituée qu'après :

1°) Que toutes les actions composant le capital de fondation aient été souscrites, et qu'il aura été versé en espèces, par chaque souscripteur, une somme égale au dixième du montant des actions par lui souscrites, ce qui sera constaté par une déclaration faite par les fondateurs de la Société ;

2°) Qu'une première Assemblée générale où tous les actionnaires auront droit d'assister, aura reconnu la sincérité de la déclaration de souscription et de versement, et nommé un ou plusieurs commissaires à l'effet de faire un rapport à la deuxième Assemblée générale sur l'appréciation et la cause des avantages particuliers résultant des présents Statuts ;

3°) Qu'une deuxième Assemblée générale aura, après un rapport imprimé, émanant du ou des Commissaires, et qui sera tenu à la disposition des actionnaires, cinq jours au moins avant la réunion, statué sur les avantages particuliers stipulés, nommé les membres du premier Conseil d'administration, le ou les Commissaires, et constaté leur acceptation. Les délibérations de ces deux Assemblées devront être prises à la majorité des voix des actionnaires présents et dans les conditions prescrites par la loi du 24 juillet 1867, c'est-à-dire représenter au moins la moitié du capital social.

Enfin, chaque personne figurant à ces Assemblées aura au moins une voix, et autant de voix qu'elle représentera de fois dix actions, sans pouvoir dépasser dix voix en tout.

Par exception, ces deux Assemblées pourront être convoquées, savoir : la première, au moins trois jours à l'avance ; et la deuxième au moins huit jours à l'avance ; par des lettres adressées aux actionnaires.

Art. 53. — Par exception aussi, en cas d'augmentation du capital, les Assemblées générales qui auraient à statuer sur la sincérité de la déclaration de souscription et de versement, et sur les avantages stipulés, pourront être convoquées également : la première trois jours seulement à l'avance, et la deuxième, s'il y a lieu, au moins huit jours à l'avance, par lettre adressée aux actionnaires.

Art. 54. — Pour faire publier les présents Statuts, et tous actes et procès-verbaux relatifs à la Constitution de la Société, tous pouvoirs sont donnés au porteur de l'original d'une expédition ou d'un extrait de ces Statuts, actes et procès-verbaux.

Fait en double original, à Toulouse, le 6 juillet 1907.

HENRI DE GUILLEBERT DES ESSARS

ETIENNE DE ROCOUS DE CAHUSAC

Vu : le Président de la Thèse,
TRUCHY.

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer,
le Vice-Recteur de l'Académie, de Paris,
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	VII
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

Italie

Affittanze Collettive.

Chapitre I. — Notions générales.	5
Chapitre II. — Comment et pourquoi se forment les Affittanze Collective dans ces derniers temps	9
Des raisons particulières qui ont déterminé la formation des Affittanze Collettive dans les différentes provinces italiennes	10
Chapitre III. — Différents types d'Affittanze Collettive . . .	24
I. Affittanze a conduzione unita	25
a) Organisation des Affittanze Collettive a conduzione unita qui ont des terres en fermage	25
b) Organisation des Affittanze Collettive a conduzione unita qui ont des terres en métayage	31
II. Affittanze Collettive a conduzione divisa	34
Organisation des Affittanze Collettive a conduzione divisa.	36
Chapitre IV. — Les premiers essais d'Affittanze Collettive en Italie. Succès et insuccès.	42
Chapitre V. — La Technique dans les Affittanze Collective. .	53

Chapitre VI. — Le Crédit dans les Affittanze Collettive . . .	63
Appendice. — Liste des Affittanze Collettive existant à la fin de 1906	78
Tendances politiques et religieuses des Affittanze Collettive	85
Le Bilan d'une Affittanza Collettiva	91
Du bilan de la Coopérative agricole de Fabbriico. . . .	91
Importance des principales Affittanze Collettive	95

DEUXIÈME PARTIE

Roumanie

Obste.

Chapitre VII. — Les Obste ou associations agricoles coopé- ratives pour l'affermage des terres en Roumanie	97
---	----

TROISIÈME PARTIE

France

Chapitre VIII. — Généralités. Société agricole de production audioise	109
--	-----

DOCUMENTS

I. Documents concernant les Affittanze Collettive italiennes .	117
a) Questionnaire adressé par la Federazione Italiana dei consorzi Agrari aux différentes Affittanze Collettive.	117
b) Statuts de la Coopérative agricole de Fabbriico . .	121
c) Statuts de la Coopérative agricole de Calvenzano .	136
d) Statuts de la Société Probi Contadini di Castel Cerreto e Battaglie di Treviglio	155
e) Extrait des statuts de la Coopérative de travail S. Giuseppe in Ribera	170

f) Extrait des statuts de la Société agricole coopéra- tive la Madre Terra de Castro.Giovanni	180
II. — Documents concernant les Obste Roumaines. Modèle des statuts des Sociétés coopératives de production (Obste) . .	186
III. — Statuts de la Société agricole coopérative de production audioise.	204
